

# LUTTE DE CLASSE

Union communiste internationaliste (trotskyste)



## Le mouvement contre la réforme des retraites

### Le 49<sup>e</sup> congrès de Lutte ouvrière

- La crise de l'économie capitaliste
- La situation internationale
- La situation intérieure
- Discussions sur les textes d'orientation
- Interventions des groupes invités



## Au sommaire de ce numéro

Le mouvement contre la réforme des retraites	1
Le 49 <sup>e</sup> congrès de Lutte ouvrière	5
La crise de l'économie capitaliste	6
La situation internationale	14
Situation intérieure	28
Discussions sur les textes d'orientation (extraits)	35
Interventions des groupes invités	46

La liste des librairies vendant *Lutte de classe* est disponible sur notre site [www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)

## Abonnements pour un an (8 numéros)

### Plis ouverts

- France, DOM-TOM 15 €
- DOM-TOM, par avion 17 €
- Europe 20 €
- Monde 24 €

### Plis fermés

- France, DOM-TOM 32 €
- DOM-TOM, par avion 37 €
- Europe (lettre prioritaire) 45 €
- Monde (lettre prioritaire) 58 €

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement à :

Lutte ouvrière - CCP Paris 26 274 60 R 020

IBAN FR28 2004 1000 0126 2746 0R02087 - BIB PSSTFRPPPAR

## Correspondance

Lutte ouvrière BP 20029 -  
93501 PANTIN CEDEX

## Sur Internet

Portail de Lutte ouvrière  
<http://www.lutte-ouvriere.org>  
 Site multilingue de l'Union  
 communiste internationaliste  
<http://www.union-communiste.org>  
 E-mail:  
[contact@union-communiste.org](mailto:contact@union-communiste.org)

## Qui sommes-nous ?

La revue mensuelle *Lutte de classe* est éditée par l'Union communiste (trotskyste), plus connue sous le nom de son hebdomadaire, *Lutte ouvrière*.

Lutte ouvrière est une organisation communiste, révolutionnaire et internationaliste. Elle est membre de l'UCI (Union communiste internationaliste), qui regroupe dans plusieurs pays des organisations partageant les mêmes idées et les mêmes objectifs.

L'Union communiste internationaliste est un courant qui se revendique de la filiation d'idées incarnées successivement par Marx et Engels, Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky. Elle considère que l'organisation capitaliste représente le passé de la société humaine, pas son avenir, et que la société capitaliste basée sur la propriété privée, le marché, la concurrence et le profit devra être remplacée, à l'échelle de la planète, par une société basée sur la propriété collective des ressources de la terre et des instruments de production, ainsi que sur une économie démocra-

tiquement planifiée assurant à chacun de ses membres un accès égal à tous les biens matériels et culturels.

Elle se revendique de la révolution russe de 1917, qu'elle considère comme la première et jusqu'à présent unique révolution où le prolétariat a pris durablement le pouvoir étatique pour tenter de transformer la société dans un sens collectiviste, avant d'être écarté du pouvoir politique par la dictature d'une bureaucratie usurpatrice.

Les organisations qui se revendiquent de l'UCI considèrent que les idées communistes doivent être réintroduites dans la classe ouvrière qui, seule, peut en faire une force de transformation sociale.

Tout en participant aux luttes quotidiennes des travailleurs dans la mesure de leurs possibilités, les militants des organisations de l'UCI défendent parmi ceux-ci les intérêts politiques généraux de la classe ouvrière. Ils sont convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une

société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Ils sont aussi les seuls, par leur nombre et leur concentration, à avoir les moyens de contrôler le pouvoir politique issu de leur intervention.

Ils considèrent que les travailleurs constituent à l'échelle du monde une seule et même classe sociale et que leur présence à toutes les étapes de la production et de la distribution des biens produits leur permet de contrôler démocratiquement tous les rouages de l'économie, afin qu'elle fonctionne pour satisfaire les besoins de tous.

La revue *Lutte de classe* est l'expression collective, en langue française, de l'UCI. Chacune des organisations qui s'en revendique a, par ailleurs, ses propres publications sous la forme d'une presse politique, ainsi que, pour la plupart d'entre elles, d'une presse ouvrière sous la forme de bulletins d'entreprise réguliers.



## Le mouvement contre la réforme des retraites

**Le mouvement contre le projet de réforme des retraites, entamé jeudi 5 décembre, est de toute évidence de grande ampleur. Le rapport Delevoye a été publié le 18 juillet dernier. Dès le 13 septembre, la grève avait été très suivie à la RATP, avec dix lignes de métro fermées et des taux de grévistes atteignant 100 % par endroits ; il s'agissait de la grève la plus suivie depuis 2007.**

Le 24 septembre, une journée nationale d'action interprofessionnelle avait été organisée par la CGT. Mais c'est à partir de la mobilisation record du 13 septembre que la date du 5 décembre a été fixée, d'abord par les syndicats de la RATP, rejoints par ceux de la SNCF, puis par les confédérations CGT, FO, Solidaires et FSU. Jeudi 5 décembre, donc, les agents de la RATP, les cheminots et de nombreux enseignants sont en grève reconductible contre la réforme des retraites. Les manifestations du 5 ont rassemblé de 800 000 à 1,5 million de manifestants, avec des cortèges très fournis dans 250 villes, y compris dans des villes petites et moyennes : 10 000 à Bayonne et à Saint-Nazaire, 7 000 à La Rochelle, 6 000 à Avignon, 5 200 à Chambéry, 4 000 à Beauvais et à Auxerre, 3 200 à Agen, 3 000 à Compiègne ou à Auch, 1 000 à Vesoul, etc.

Dans l'enseignement, la grève a atteint des chiffres très élevés, les plus hauts depuis 2003 : si, pour la journée du 5 décembre, le ministère a indiqué un taux de grévistes de 51,5 %, celui-ci est notablement sous-évalué, atteignant au bas mot 65 % dans le primaire, et presque autant dans le se-

condaire. Plus de 15 000 écoles étaient fermées.

Si la SNCF, la RATP et l'éducation sont les secteurs les plus mobilisés, de nombreux travailleurs des hôpitaux et d'entreprises privées ont également manifesté contre cette réforme antiouvrière. Toutes les raffineries du pays, Renault-Trucks à Lyon, Legrand et Madrange à Limoges, les Chantiers navals à Saint-Nazaire, Michelin à Bourges et à Cholet, Web Help à Compiègne, etc., ont été touchés par la grève. Et, dans l'opinion ouvrière, ce mouvement bénéficie d'un vaste soutien, y compris parmi celles et ceux qui n'ont pas fait grève.

Mardi 10 décembre, si les cortèges ont été un peu moins fournis, plusieurs centaines de milliers de personnes (339 000 selon la police, 885 000 selon les syndicats) ont de nouveau manifesté, malgré la proximité de cette nouvelle échéance avec le 5 décembre.

Mercredi 11 décembre, le gouvernement a dévoilé son projet, semblable en tout point au rapport Delevoye, et consistant pour l'essentiel à faire travailler plus longtemps les salariés, pour des pensions ré-

duites. Même la CFDT et l'UNSA, dont les directions, traditionnellement disposées à approuver les réformes gouvernementales, et qui étaient restées dans l'expectative au prétexte qu'elles ne connaissaient pas le projet de réforme, se sont ralliées à la contestation. L'instauration d'un « âge d'équilibre » à 64 ans, finalement décidée par le gouvernement, était, ont dit ces confédérations, une « ligne rouge » ; la nature et la durée de leur engagement dans le mouvement restent à voir.

En tout cas, les assemblées générales de grévistes réunies jeudi 12 décembre ont largement reconduit la grève. La plupart des lignes de métro restent fermées, et le trafic SNCF est réduit au strict minimum. La prochaine journée nationale de grève et de manifestations, programmée mardi 17 décembre, est pour tous une date importante.

À partir des interventions de nos camarades lors du congrès de Lutte ouvrière, les 7 et 8 décembre dernier, nous faisons ci-dessous un état des lieux du mouvement à son début dans les secteurs en grève, et nous indiquons la politique que nos camarades pouvaient y mener.



Dans les manifestations du 10 décembre à Paris.

## À LA RATP ET À LA SNCF

À la RATP, ce mouvement de grève a été démarré et dirigé par les syndicats, en particulier la CGT et l'UNSA. Ce syndicat corporatiste était à l'origine de la première grève du 13 septembre, dont le succès massif a impressionné tout le monde et qui a vu des travailleurs du rang se mobiliser pour convaincre leurs collègues de se mettre en grève et participer aux assemblées. C'est ce même syndicat qui avait appelé à une grève reconductible à partir du 5 décembre, rejoint à la RATP par Solidaires puis par la CGT.

À la SNCF, le mouvement a été précédé de plusieurs conflits qui avaient montré la volonté de cheminots d'en découdre. On peut citer le mouvement de droit de retrait des roulants du 18 au 20 octobre, à la suite d'un accident de TER dans les Ardennes ; ou des grèves sans préavis dans des ateliers de maintenance, comme à Châtillon (Hauts-de-Seine) et au Landy à Saint-Denis, fin octobre et début novembre. Dans ce contexte, Sud-Rail, puis la CGT cheminots et l'UNSA ferroviaire se sont aussi ralliés à l'appel à une grève reconductible à partir du 5 décembre.

À la RATP, les 5 et 6 décembre, la grève a été à nouveau très suivie, parmi les travailleurs du métro et ceux du bus. La participation aux assemblées générales n'était toutefois pas au même niveau partout, variant entre quelques dizaines et 150 participants, suivant les dépôts et les terminus.

Si une fraction des grévistes défendait la perspective d'une grève reconductible jusqu'au retrait total, d'autres étaient plus hésitants, affirmant vouloir tenir jusqu'en début de semaine prochaine mais disant qu'ils ne continueraient pas s'ils n'étaient pas suivis par d'autres secteurs. D'autres encore hésitaient à reprendre

temporairement le travail pour ne pas perdre de repos le week-end.

À la SNCF, les taux de grévistes étaient aussi exceptionnels le 5 décembre. D'après les chiffres de la direction, au niveau de tout le groupe public ferroviaire, tous collèges confondus, il y a eu 55,5 % de grévistes, soit dans le détail : 65,6 % à l'exécution (ouvriers, employés), 61,30 % à la maîtrise et 36 % chez les cadres. Pour avoir un point de comparaison, le premier jour de grève du mouvement contre la réforme ferroviaire, le 3 avril 2018, le taux de grévistes, tous collèges confondus, était selon la direction de 33 %.

Tant à la SNCF qu'à la RATP, le nombre impressionnant de grévistes et la taille des manifestations ont vraiment fait plaisir aux grévistes, conscients de l'ampleur du mouvement du 5, et partout les assemblées ont reconduit le mouvement.

## LA POLITIQUE DES SYNDICATS

Les syndicats ont affiché des positions radicales, exigeant le retrait du plan de réforme, mais en ayant la préoccupation de garder le contrôle sur le mouvement.

À la RATP, dans certaines assemblées, l'UNSA a utilisé divers stratagèmes pour contrer l'organisation des grévistes : la veille de la grève du 5, ses responsables proposaient de voter par WhatsApp la reconduction de la grève plutôt que d'aller aux AG. Le lendemain, ils expliquaient que, comme la grève irait jusqu'au retrait total du projet, ce n'était pas la peine de faire des AG tous les jours, une fois tous les 2 ou 3 jours suffirait amplement... puisque ce n'était pas utile de reconduire tous les jours.

À la SNCF, la CGT a appelé au contraire à la participation

aux assemblées. Mais, avant même le mouvement, le secrétaire de la fédération CGT des cheminots, Laurent Brun, avait adressé un courrier de trois pages à l'ensemble des syndiqués indiquant en particulier la manière dont il voulait que la grève se déroule. Il y expliquait qu'avant chaque AG il devait y avoir une AG des syndiqués CGT, précisant que c'était le lieu de prise de décisions politiques telles que choisir ou non de proposer la reconduction de la grève.

Certains militants ont tellement pris cela au pied de la lettre, comme à Tours ou Sotteville-lès-Rouen, qu'ils expliquaient ne pas voir l'intérêt de vraies AG où faire voter la reconduction de la grève, ou s'opposaient à ce que les AG soient décisionnaires.

Sur le plan des revendications, les syndicalistes Sud-Rail ou FO se sont positionnés, en général, pour le retrait pur et simple de la réforme des retraites, à l'exclusion de toute autre revendication. Outre le retrait de la réforme, la fédération CGT a, elle, insisté pour mettre en avant, sous forme très catégorielle, des revendications spécifiques aux cheminots, comme l'ouverture de négociations pour une convention collective de haut niveau ou la réforme ferroviaire. Or les préoccupations des cheminots ne sont pas corporatistes et ils savent que le retrait de la réforme des retraites, comme la question des salaires, des effectifs et des conditions de travail, sont communes à tous les travailleurs.

## NOTRE POLITIQUE DANS LE MOUVEMENT

Dans ce mouvement naissant, nos militants ont mis en avant des revendications qui concernent l'ensemble du monde du travail : contre la ré-



forme des retraites et toutes les attaques antiouvrières, pour le droit pour chacun d'avoir un salaire ou une retraite dignes. Ils ont combattu toute tentative de division entre catégories, entre générations, entre secteur public et secteur privé.

Ils ont favorisé toutes les actions qui permettent de rendre concrète la solidarité et la communauté d'intérêts entre travailleurs: diffusions de tracts, prises de parole, rencontres entre grévistes, assemblées ou manifestations interprofessionnelles.

Partout, ils ont mis leurs forces pour permettre aux grévistes de contrôler leur grève. Ils ont défendu le principe des

AG souveraines et quotidiennes et incité les grévistes à y participer malgré les difficultés de transport.

Dans ce mouvement dirigé par les confédérations syndicales, notre objectif a été de tenter de faire élire des comités de grève, chargés de mettre en œuvre les décisions des assemblées générales, composés de grévistes syndiqués ou non, mais tous élus et révocables par les grévistes. À défaut de prétendre diriger le mouvement, ces comités de grève permettent aux travailleurs de prendre en main leur grève localement, de se répartir les tâches, de mobiliser les grévistes et de faire l'apprentissage de rapports démocratiques. Le 7 décembre, tant à la RATP qu'à la SNCF, des comités de grève avaient cette fois-ci été élus et mis en place dans différents secteurs. À la RATP, dès le démarrage, des comités ont pu être élus dans un secteur de la maintenance, dans deux dépôts de bus à Thiais (Val-de-Marne) et Montrouge (Hauts-de-Seine), dans deux terminus de métro Porte-de-Saint-Cloud (ligne 9) et Pleyel (à Saint-Denis, ligne 13).

À la SNCF, des comités de grève ont été élus à Strasbourg, Nantes, Angers, dans la région parisienne, à la gare du Nord et à la gare de l'Est, aux technocentres TGV de Châtillon et de Villeneuve-Saint-Georges. Dans nombre d'endroits, de tels comités ont été évoqués en AG, parfois soumis au vote, mais sans être élus la première fois, souvent du fait de l'obstruction de syndicalistes de l'UNSA, de la CGT voire de Sud.

Tant à la RATP qu'à la SNCF, ces comités de grève ne repré-

sentent pas tous la même chose. Certains regroupent essentiellement des militants syndicaux, d'autres sont plus larges. Une fois élus, il faut apprendre à les faire fonctionner et la première étape est déjà de réussir à les réunir. Cela n'a pas forcément marché du premier coup partout. Il faut ensuite proposer que certains se chargent de faire le compte-rendu de l'AG et réfléchissent aux actions à proposer à l'AG suivante pour renforcer la grève. Il faut parfois expliquer, à ceux qui sont bien formés aux méthodes bureaucratiques de leur syndicat, que ce n'est pas le comité qui décide mais que tout doit être soumis aux grévistes, seuls décisionnaires de la grève.

Dès les deux premiers jours, certains comités avaient déjà un petit bilan à leur actif (comptes-rendus d'AG, tracts, banderoles). Le but de ces comités est de permettre aux grévistes d'organiser leur grève eux-mêmes. Ils sont pour l'heure, en réalité, davantage des comités d'organisation de la grève que des directions de la grève à proprement parler. Cette grève nationale dépasse largement leur cadre. Les directions syndicales appelaient, à juste titre, à de nouvelles journées de mobilisation permettant de renforcer un mouvement puissant mais encore fragile.

Nul ne peut prédire à ce stade l'avenir du mouvement ni juger de sa profondeur. Mais la participation active et consciente du maximum de grévistes à leur propre grève est bien le meilleur gage pour renforcer et élargir le mouvement et construire une vraie grève victorieuse.

12 décembre 2019

## Le 49<sup>e</sup> congrès de Lutte ouvrière

Ce numéro rassemble les textes et discussions du 49<sup>e</sup> congrès de Lutte ouvrière, qui s'est réuni à huis clos en région parisienne, les 7 et 8 décembre.

Trois textes étaient soumis à la discussion et au vote des délégués :

- La crise de l'économie capitaliste ;
- La situation internationale ;
- La situation intérieure.

Nous publions ci-dessous ces trois textes. Ils ont été adoptés à l'unanimité des délégués. Des votes qui traduisent la cohésion politique de notre organisation.

L'ensemble de ces textes avait été rédigé et soumis à la discussion à la fin du mois d'octobre et au début du mois de novembre, avant le mouvement en cours contre la réforme des retraites. Cependant, le mouvement de grève des cheminots, des agents de la RATP, des enseignants, et de nombreux travailleurs des hôpitaux et des entreprises privées a été au cœur des discussions du congrès.

Nous avons notamment dressé un bilan de notre activité au cours de l'année écoulée, évoqué les comptes de notre parti et la diffusion de notre presse, et considéré notre participation aux élections municipales de mars 2020. Nous reproduisons également des extraits des discussions du congrès.

Par ailleurs, le congrès a entendu les interventions de groupes invités, liés à Lutte ouvrière au sein de l'Union communiste internationaliste (trotskyste), et qui militent en Martinique et en Guadeloupe, à l'île de La Réunion, en Haïti, en Côte d'Ivoire, aux États-Unis, en Turquie, en Allemagne, Grande-Bretagne, Belgique, Espagne et Italie. Nous reproduisons de larges extraits de leurs interventions.

Enfin, le congrès a élu les organes de direction de Lutte ouvrière : comité central et comité exécutif.

*14 décembre 2019*



## La crise de l'économie capitaliste

**Plus la crise du capitalisme se prolonge et s'approfondit, plus ses aspects économiques et politiques s'entremêlent, non seulement par leurs relations fondamentales, mais aussi dans leurs soubresauts au jour le jour.**

La guerre économique entre grandes puissances sous-tend les relations internationales, les affrontements diplomatiques comme leur prolongement par d'autres moyens, les interventions militaires. En même temps, les tensions dans les relations internationales, pire, les anticipations qu'en font les marchés financiers, deviennent des éléments majeurs de la crise économique. Le moindre incident dans le détroit d'Ormuz ou un tweet de Trump menaçant la Chine d'une nouvelle mesure protectionniste, peuvent faire monter ou descendre les cours de la Bourse et affecter les placements et les flux internationaux de capitaux.

Le monde capitaliste est engagé dans une course chaotique vers l'abîme, que la grande bourgeoisie, ses porte-parole économiques et ses représentants politiques sont totalement incapables de maîtriser. Les prévisions qui se devinent des déclarations des organismes internationaux spécialisés en matière économique et prospective sont marquées par un pessimisme profond quant à l'avenir.

L'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), un de ces organismes, prévoit que l'économie de la planète renoue avec ses

pires performances depuis 2008 (année de la crise financière). Sa cheffe économiste parle d'un « ralentissement structurel » et met en cause, pêle-mêle, la multiplication de mesures protectionnistes, l'affrontement commercial entre la Chine et les États-Unis, le Brexit, le regain de tension entre le Japon et la Corée du Sud, les tensions sur le marché du pétrole et la hausse du montant de la dette risquée détenue par les entreprises.

Tout cela aboutit à ce que « *les tensions protectionnistes s'installent dans la durée* » et ralentissent les échanges commerciaux à un niveau « *exceptionnellement bas* », souligne-t-elle.

Cause et conséquence de ce « ralentissement structurel » : les investissements sont toujours en berne. Et l'OCDE de se pencher sur une « énigme » : bien que les entreprises capitalistes n'investissent plus, elles sont quand même plus endettées que jamais.

Énigme transparente pourtant ! Les entreprises profitent du crédit quasi gratuit alimenté par la planche à billets des banques centrales pour emprunter, d'où leur endettement. Mais l'argent emprunté, même à très bon marché, ne les incite pas à investir dans la pro-

duction. L'industrie manufacturière recule. L'endettement record des entreprises ne leur sert qu'à financer leurs propres opérations financières dont, en particulier, des rachats massifs d'actions destinés à satisfaire l'avidité de leurs actionnaires, quitte à hypothéquer pour cela leurs profits futurs.

Ainsi la politique monétaire des banques centrales des pays impérialistes, menée au nom de la « relance de la croissance » ou du « soutien à l'économie », fournit-elle une béquille supplémentaire au parasitisme de leurs bourgeoisies. Elle enrichit les plus riches, alimente la spéculation, gonfle la sphère financière et contribue un peu plus à son instabilité.

La déclaration de la cheffe économiste de l'OCDE exprime une impuissance affolée : « *Les perspectives de croissance se sont effondrées avec l'investissement et le commerce.* » Et d'expliquer : « *Lorsque les entreprises ne savent pas de quoi demain sera fait, elles exercent leur "option d'attendre" : comme un investissement engage sur le long terme, elles attendent que la guerre larvée commerciale se stabilise pour savoir où investir. Mais lorsque l'incertitude temporaire se répète et s'enracine, c'est une masse d'investissement qui n'est pas effectuée et affecte*

*non seulement la demande aujourd'hui, mais aussi les capacités de croissance et les emplois de demain.»*

Les mesures de restriction des échanges entre les États-Unis et la Chine fournissent l'illustration la plus spectaculaire de l'aggravation du protectionnisme. Mais ce ne sont pas les seules, les formes du protectionnisme comme ses causes étant très diverses.

C'est un véritable match de ping-pong qui se déroule entre les États-Unis et la Chine : l'augmentation des droits de douane décrétée par les États-Unis contre les produits venant de Chine a entraîné des mesures réciproques de celle-ci, lesquelles ont suscité une nouvelle réplique des États-Unis...

Les mesures successives annoncées de part et d'autre tiennent autant du bluff que de la réalité. La posture belliqueuse fait partie des marchandages. Les économies américaine et chinoise sont largement interdépendantes, tant nombre d'entreprises américaines fonctionnent grâce à la sous-traitance chinoise, tant la pénétration des capitaux américains en Chine est importante.

Les grandes entreprises américaines, qui font produire par des sous-traitants chinois, ne tiennent pas à se tirer une balle dans le pied. Le poids d'une multinationale comme Apple sur le gouvernement améri-

cain est tel qu'elle n'a pas eu de mal à obtenir une « dispense de droits de douane » pour les dix composants fabriqués en sous-traitance en Chine, qui entrent dans son ordinateur haut de gamme Mac Pro.

La guerre commerciale entre les États-Unis et l'Union européenne est chargée d'une contradiction similaire entre les poussées protectionnistes et l'imbrication de leurs économies respectives. L'américain Boeing et l'européen Airbus se livrent, depuis quatorze ans, un bras-de-fer avec le soutien de leurs États respectifs.

L'Organisation mondiale du commerce (OMC) vient d'autoriser Washington à surtaxer les avions Airbus.

Mais comment faire alors que la taxe sur les Airbus frapperait de grandes compagnies américaines comme American Airlines ou Delta ?

Comment faire alors que certains États américains accueillent des activités d'Airbus, à quoi s'ajoutent nombre de sous-traitants ?

Et comment l'Union européenne pourrait-elle, en guise de réplique, taxer Boeing, pour les mêmes raisons de sous-traitance de l'aéronautique européenne pour le compte de l'avionneur américain et d'achats d'appareils Boeing pour les grandes compagnies d'Europe ?

Pour le moment, les secteurs qui risquent d'être les victimes collatérales de cette bataille de mastodontes sont, notamment, le vin et le fromage français, l'huile d'olive espagnole et le parmesan italien.

Mais le protectionnisme ne se limite pas aux formes les plus primaires que sont les taxes douanières et les quotas d'importation. Il peut prendre d'infinies formes plus subtiles, comme en témoigne l'exemple de l'Union européenne.

Le marché unique et, à plus forte raison, l'union monétaire pour la zone euro étaient destinés à favoriser les échanges entre les différents pays européens qui en faisaient partie. Or, les exportations de chaque pays membre de l'Union européenne vers les autres membres stagnent, voire ont tendance à reculer. *« Un phénomène pour le moins étonnant – constate l'économiste Patrick Artus – qui résulte du fait qu'il n'y a pas réellement de marché unique, chaque pays de l'Union européenne a voulu conserver ses entreprises nationales dans de nombreux secteurs. »* Sans parler des fiscalités et des législations sociales différentes, quand elles ne sont pas manipulées par les gouvernements afin, pour chaque État, de favoriser la compétitivité de ses propres capitalistes.

La concurrence entre entreprises capitalistes, comme la compétition entre États capitalistes, est une guerre de tous contre tous, où l'allié ne cesse pas d'être un rival, donc un adversaire.

Autre aspect de la compétition entre puissances impérialistes où les raisons politiques sont étroitement mêlées aux raisons économiques : le boycott de l'Iran par les États-Unis et le fait que ceux-ci l'imposent à leurs alliés et néanmoins concurrents d'Europe. Tout en boycottant l'Iran, les États-Unis empêchent leurs concurrents éventuels d'en profiter en pre-

CYBRAIN STOCK



nant la place laissée vacante par les entreprises américaines.

De Total à Peugeot en passant par Airbus ou Engie, même les plus puissantes des entreprises capitalistes d'Europe sont contraintes d'obéir aux oukases américains, sous peine de perdre des commandes, de se voir interdire le marché des États-Unis et plus encore l'accès aux ressources financières se trouvant entre les mains d'investisseurs et de banquiers américains. Conséquence pour l'Iran : le volume de pétrole qu'il parvient à exporter sur le marché mondial a été divisé par dix.

La population iranienne est et restera la principale victime tant des oukases de Trump que de la concurrence entre les États-Unis et l'Union européenne.

Autre aspect encore du ralentissement du commerce mondial : les modifications dans les conditions de la concurrence elle-même. Pendant un quart de siècle, disons entre les années 1980 et la crise financière de 2008, le commerce mondial s'est accru nettement plus rapidement que le produit intérieur brut mondial (deux fois plus vite entre 1990 et 2008, précisent *Les Échos*). Une des principales raisons en était la tendance des entreprises multinationales à segmenter leurs productions.

Les différentes phases de la production d'un même produit (automobile, machine à laver, télévision, smartphone, micro-ordinateur...) étaient réparties entre plusieurs pays pour profiter de la situation locale la plus favorable du point de vue du coût de la main-d'œuvre, de l'immobilier, de la proximité des matières premières, de la législation sociale, de la fiscalité, des encouragements financiers des États, etc.

Les progrès en matière de communications, comme la baisse des coûts du transport,

ont rendu plus profitable ce que les économistes appellent la «segmentation de la chaîne des valeurs». Une partie importante des échanges entre pays consistait en des déplacements de produits semi-finis à l'intérieur même des grandes entreprises ou entre ces grandes entreprises et leurs sous-traitants.

C'était l'époque du développement de la Chine comme atelier de sous-traitance du monde et du renforcement de l'intégration des pays de l'Est de l'Europe (ex-Démocraties populaires) dans le processus de production de grandes entreprises allemandes, françaises ou japonaises, notamment de l'automobile.

À la puissante logique de la division internationale du travail se greffe la volonté de maximiser le profit en fonction des opportunités de la période.

Ces opportunités sont cependant, par nature, changeantes. Le bas coût de la main-d'œuvre en Chine, par exemple, si profitable pendant un temps, a fini par augmenter, ne fût-ce que relativement à d'autres pays qui disposent de compétences techniques comparables. Une fraction des capitaux investis en Chine a migré vers le Vietnam.

La différence importante des salaires à compétences égales, encore réelle entre la partie occidentale, impérialiste, de l'Europe, et les pays de l'Est européen, a incité Peugeot, Volkswagen, BMW ou encore Toyota et Nissan à délocaliser vers ces pays, bien au-delà de la capacité d'absorption de leurs marchés. Mais l'écart a tendance à diminuer.

Et, surtout, malgré la baisse des coûts de transport favorable au profit capitaliste, le profit supplémentaire ainsi obtenu peut être grevé par une déstabilisation du régime en place, par la menace politique ou militaire pesant sur les voies de communication.

Pour une part, le ralentissement du rythme de croissance du commerce mondial depuis, en gros, la crise financière de 2008 est dû au fait qu'investir dans la production dans les pays dits émergents – c'est-à-dire disposant d'une main-d'œuvre compétente à coût très réduit – devient moins profitable.

Certains économistes de la bourgeoisie se posent même gravement la question : l'évolution ne va-t-elle pas dans le sens d'une «démondialisation», avec une tendance pour les grandes entreprises à être plus proches du consommateur final ?

Si la mondialisation est irréversible, au sens d'intégrer toujours davantage les économies nationales dans une économie mondiale unique, elle porte évidemment la marque de la recherche du profit à très court terme, propre au capitalisme de plus en plus financiarisé. Dans une situation mondiale instable, les conditions de concurrence se modifient sans cesse, entraînant une remise en cause incessante des rapports de force entre entreprises capitalistes concurrentes.

Pour les pays non impérialistes, en particulier les pays les plus pauvres, un effondrement financier sera une catastrophe. Le niveau d'endettement extérieur des 76 pays les plus pauvres a doublé depuis 2009 ! L'Argentine, pourtant pas parmi les moins développés, donne l'illustration du prix que les institutions financières de la grande bourgeoisie feront payer aux masses populaires pour récupérer leurs créances !

La stagnation des investissements, des embauches et de la production contraste avec l'accroissement incessant du volume des opérations financières. La taille de la finance ne cesse de croître. Sa «matière première», si l'on ose dire, est le crédit et sa contrepartie, la dette. Le krach financier de

2008 a été un avertissement. Mais l'accroissement continu de l'endettement a repris plus fort qu'avant, sitôt la faillite du système bancaire momentanément écartée. Les sommes colossales déversées pour sauver alors le système bancaire de la faillite généralisée ont porté la dette publique à des sommets. Depuis, les banques centrales d'Europe et d'Amérique ont guichet ouvert pour les demandes de liquidités des grandes banques. Les États empruntent à qui mieux mieux. La dette publique des pays de l'OCDE, c'est-à-dire les pays les plus industrialisés, est passée de 70 à 110% du PIB mondial (chiffres de Patrick Artus, chef économiste de Natixis, dans son livre *Discipliner la finance*). Les intérêts, que la finance prélève au titre de cette dette, parasitent toute l'économie, provoquant le recul relatif, et parfois absolu, des dépenses des États un tant soit peu utiles à la population (des hôpitaux aux Ehpad en passant par les infrastructures et les transports publics).

Les différentes composantes de la finance – encours de crédits, d'obligations, capitalisation boursière des actions et masse monétaire – n'ont cessé de croître en volume. Leur mélange, leur transformation en une multitude de titres plus ou moins complexes, leur commercialisation ont fait émerger des institutions financières gigantesques, du genre BlackRock, qui en quelques années ont pris une position dominante dans l'économie mondiale. Ces institutions financières ont des parts dans la quasi-totalité des grandes entreprises multinationales, y compris celles qui sont censées être en concurrence directe.

Pendant que les chantres du capitalisme vantent les charmes de la libre concurrence, les capitaux privés sont de plus en plus absorbés par la pieuvre gigantesque de la finance.

Le vénérable opérateur de voyages Thomas Cook vient d'y laisser sa peau, victime certes de la concurrence, de ses créanciers, des banquiers, mais apparemment aussi du jeu spéculatif de fonds spécialisés qui faisaient partie de ses créanciers ! Ceux-ci ont parié sur sa faillite et, en contribuant à la provoquer, ils ont encaissé 250 millions de dollars. La faillite a poussé au chômage les 22 000 salariés de Thomas Cook dispersés dans le monde. S'y ajouteront les salariés d'une multitude de prestataires de services, sous-traitants du voyageur. Sans oublier les centaines de milliers de touristes laissés en rade...

La place prise par la finance dans le fonctionnement de l'économie capitaliste ne porte pas seulement la menace d'une catastrophe financière. Elle modifie aussi la gestion des entreprises capitalistes, y compris les plus puissantes, gérées en fonction du profit le plus immédiat et des dividendes les plus élevés pour les actionnaires.

En titrant « Total soigne ses actionnaires en augmentant son dividende », le journal *Les Échos* explique : « *Les pétroliers offrent un fort rendement à leurs actionnaires pour compenser des perspectives de croissance moins intéressantes.* »

Total se comporte comme

tous les détenteurs de grands capitaux à l'échelle de l'ensemble de l'économie. C'est précisément parce que l'avenir de leur économie leur paraît sombre qu'ils consacrent leurs profits à « soigner » les actionnaires au détriment des investissements, c'est-à-dire l'avenir de leur entreprise. Le capitalisme décadent se dévore lui-même.

Au-delà des cris d'alarme poussés par un nombre croissant d'économistes devant le danger d'un krach financier imminent, le comportement même des marchés financiers, c'est-à-dire de toutes les banques, des grandes compagnies d'assurances, des sociétés financières ou de gestion de portefeuilles, toutes actrices de spéculations financières au profit de la bourgeoisie qui a de l'argent à placer, démontre qu'ils connaissent plus que quiconque la menace que recèle la situation économique.

L'emballlement du prix de l'or en est un des indices. Le métal jaune retrouve sa fonction séculaire de valeur refuge. La hausse continue du cours des titres représentant la dette des États riches et des grandes entreprises, qui se traduit par ce que la presse financière décrit comme une multiplication des taux d'intérêt négatifs, en est un autre indice. Les





**Des toilettes en or, dans un système dingue.**

spéculateurs ne veulent pas mettre tous leurs œufs dans le même panier. « Au royaume des aveugles, les borgnes sont rois. » D'où la ruée périodique vers les titres libellés en dollars ou vers d'autres valeurs qui apparaissent plus sûres.

En cas de débâcle financière, tous les titres risquent d'être emportés, car leur seule valeur réside dans la confiance accordée au débiteur censé rembourser.

L'alerte financière de 2008 a pourtant prouvé que non seulement les États-Unis ne sont pas préservés contre le krach, mais qu'ils peuvent même en être le point de départ (comme en 1929).

« Après nous, le déluge », est devenu le trait marquant du comportement de toute la classe capitaliste. D'où ce cri du cœur de l'OCDE, tout en euphémisme : « *Les pouvoirs publics peuvent contrer la montée en flèche des coûts liés à l'incertitude et investir davantage.* »

Ne croyant pas pouvoir convaincre les entreprises privées, les têtes pensantes de la bourgeoisie commencent à en appeler à l'intervention des États. Et d'argumenter : « *Il manque 6000 milliards de dollars annuels d'investissements en infrastructures (transports, éducation, santé, télécommunications, électricité...)* » Les gouvernements devraient donc consacrer plus d'argent à investir puisque les faibles taux d'intérêt rendraient leur endettement plus supportable.

Eh oui, les besoins d'investis-

sements en infrastructures sont criants, même dans les pays impérialistes les plus développés : ponts qui s'effondrent, routes qui s'affaissent, lignes de chemin de fer qui rouillent, bureaux de poste qui ferment, sans parler de l'état lamentable du système de santé même dans un pays comme la France qui se flatte d'être à la pointe dans ce domaine...

Les États auraient de quoi faire ! Mais le feront-ils ? Auront-ils les moyens de le faire tout en arrosant la finance ?

Ceux qui profitent des opérations financières et ceux à qui profiterait la relance des investissements étatiques sont en réalité les mêmes : les entreprises capitalistes, leurs propriétaires et actionnaires, et leurs dirigeants. Mais cela ne change rien à la contradiction entre consacrer le budget de l'État à des investissements publics ou alimenter la sphère financière.

Des dirigeants des États impérialistes d'Europe, par exemple, commencent à affirmer la nécessité de grandes dépenses publiques. Mais chacun explique surtout pourquoi il appartient au voisin – à l'Allemagne en l'occurrence, en Europe – d'« investir en premier ». Le gouvernement allemand vient d'affirmer son projet de consacrer 100 milliards d'euros d'ici 2030 à des mesures écologiques. Ce n'est qu'une promesse dans le contexte d'une compétition électorale, mais elle est alléchante pour les entreprises capitalistes des secteurs de la reconversion écologique, de la voiture électrique aux éoliennes en passant par l'isolation thermique des immeubles.

L'hymne à l'entreprise privée, l'initiative privée, domine la cacophonie des économistes et des politiques de la bourgeoisie. Ce qui n'empêche pas les penseurs de la bourgeoisie d'en appeler à l'État pour pallier les défaillances de leurs donneurs

d'ordre. Contrairement à ceux qui ne s'en prennent qu'aux politiques « ultralibérales » mais pas au capitalisme, la grande bourgeoisie n'a jamais fait un dogme du « tout privé ». Profit privé, oui, mais « socialisation » des dépenses, notamment d'investissements coûteux mais indispensables qu'il est possible de mettre à la charge de l'État.

L'avenir proche dira quelles formes concrètes prendront les réponses des gouvernements. Il n'est pas impossible qu'à la course à la privatisation de ce qu'il reste d'entreprises publiques, services publics compris, engagée depuis plusieurs années, succède une politique mélangeant privatisation de certains secteurs, les plus rentables évidemment, et sauvegarde du caractère nationalisé d'autres secteurs, voire leur renationalisation.

Le plan Hercule, annoncé récemment par le PDG d'EDF, s'annonce comme une illustration de cette tendance. Il vise à démanteler le groupe EDF, encore plus ou moins intégré, en deux entreprises : l'une comprenant le nucléaire, le transport de l'électricité et, probablement, les barrages hydroélectriques ; l'autre, la commercialisation et les réseaux de distribution. La première serait détenue à 100 % par l'État. Une forme de renationalisation puisque l'État ne détient actuellement que 83,7 % d'EDF. Le capital de la seconde serait ouvert aux capitaux privés (dont Total, ENI, GDF-Suez).

Les réorganisations, les restructurations des différents services aujourd'hui plus ou moins publics, se traduisent par des dépeçages, séparant les secteurs rentables de ceux qui ne le sont pas et qui auront vocation à être nationalisés ou renationalisés.

Avantage pour la bourgeoisie : séparer le bon grain, susceptible de rapporter du profit, de l'ivraie, qui a besoin du soutien et du financement de l'État.

Autre avantage : introduire de la finance dans les relations entre deux – ou plusieurs – entités économiques, là où il n'y avait que deux services d'une même entité naguère unie, chacun ayant son budget propre. Les relations auparavant non monnayées entre deux services deviennent des relations commerciales, avec la possibilité de s'endetter pour l'un ou pour l'autre, ou... pour les deux. Aussi préjudiciable que ce soit pour l'entreprise, pour ses salariés et pour les consommateurs, cela fournit une matière première supplémentaire à la finance.

Cela fait bien des années que le mot même de « croissance », utilisé par la bourgeoisie et ses porte-voix politiques ou des médias, n'indique pour l'essentiel que la croissance financière. Au-delà de ses multiples métamorphoses, l'économie capitaliste à l'ère impérialiste se heurte toujours à la contradiction fondamentale du capitalisme en ses débuts, entre la capacité de production des entreprises et les limites du marché solvable. Contradiction encore aggravée par la crise et son corollaire, la financiarisation croissante du capitalisme.

L'économie capitaliste porte

dans ses gènes la succession de périodes d'expansion économique et de périodes de crise. Mais, pour paraphraser Trotsky, avec le déclin du capitalisme, les périodes de crise et de chômage de masse s'allongent, et les reprises sont fragiles et portent pour l'essentiel sur les opérations financières.

La financiarisation de l'économie et ses conséquences, jusques et y compris la gestion des entreprises capitalistes en fonction de la rentabilité à court terme, sapent les bases mêmes de l'économie capitaliste.

Les opérations financières ne créent pas de profit. Elles permettent seulement de le répartir de la façon la plus favorable pour les plus puissants.

Le profit est dégagé par l'exploitation de millions de salariés qui font tourner les usines, extraient les richesses minières, assurent transport et distribution, font fonctionner les services. Il dépend de l'exploitation de ceux dont l'activité fait fonctionner l'économie.

Quelle que soit la façon dont la classe capitaliste répartit le volume du profit entre ses membres, le seul moyen de maintenir et à plus forte raison

d'accroître son volume global est d'aggraver l'exploitation et d'alimenter le profit en prélevant toujours davantage sur la classe ouvrière essentiellement, mais aussi à des degrés divers sur les autres classes populaires.

Les prélèvements croissants du grand capital, directement ou par l'intermédiaire des États, sont inscrits dans la logique même de la survie du capitalisme décadent de notre époque. Ils continueront, quelle que soit l'étiquette politique des gouvernements.

La seule force capable de freiner cette tendance, c'est la force collective de la classe ouvrière. Même ses luttes les plus puissantes ne pourront cependant que freiner cette tendance. Le problème qui se pose à l'ensemble de la société humaine n'est pas de préserver les intérêts des classes exploitées dans le cadre du capitalisme, mais de renverser le capitalisme.

L'étalage de la toute-puissance du grand capital, les dégâts qu'il provoque et les menaces qu'il recèle finissent par soulever de l'inquiétude et de l'hostilité.

Les grands partis de gauche, le PS et le PCF qui, ici en France, ont dilapidé, usurpé l'héritage du mouvement ouvrier politique, ont perdu le crédit qui restait de leur lointain passé et ne sont pas en situation de canaliser sur le plan électoral ce qui n'est encore qu'un sentiment de dégoût et de désorientation, et encore moins d'ouvrir une perspective politique.

Face à l'extrême droite, dont l'objectif est d'utiliser ces sentiments pour les retourner contre ceux qui les éprouvent afin de préserver la domination du grand capital, le courant altermondialiste, dernier avatar de la gauche réformatrice institutionnalisée, dénonce bien des aspects de l'évolution du capitalisme d'aujourd'hui. Aussi justes que puissent être



En grève contre le plan Hercule.



certaines aspects du constat, la perspective que trace l'altermondialisme est, derrière des formules variées, l'utopie d'un capitalisme moins inégalitaire, régulé, moralisé, avec une finance encadrée et disciplinée.

Ce courant se retrouve à l'échelle internationale en la personne et dans les écrits de Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie, ex-conseiller de Clinton puis chef économiste de la Banque mondiale. Il en appelle – pour reprendre une expression de sa récente interview au *Monde* – « à une refonte du capitalisme privilégiant la régulation et le rôle de l'État ». En France, l'économiste qui a émergé au fil des années pour incarner ce courant est Thomas Piketty, proche pendant longtemps du PS et de ses dirigeants. Il a conseillé Hollande puis soutenu Hamon. Il est désormais proche de Génération.s.

Deux ouvrages volumineux *Le capital au 21<sup>e</sup> siècle* et *Capital et idéologie* le posent comme le théoricien d'une gauche qui se cherche. Mais ce qu'il trouve, ce sont des banalités du genre : « s'appuyer sur les expériences de cogestion germanique ou nordique pour les pousser plus loin » (interview parue dans *L'Humanité* du 20 septembre 2019, intitulée *Une réflexion pour un nouveau socialisme*). En matière de

nouveauté, on fait certes mieux que la cogestion germanique ou nordique, même poussée plus loin.

S'il s'en prend à la propriété incontrôlée et incontrôlable des multinationales, c'est au nom de la petite propriété mieux répartie. Son analyse du capital au 21<sup>e</sup> siècle aboutit à la proposition d'une « propriété temporaire », c'est-à-dire « un système de circulation permanente de la propriété avec une dotation annuelle en capital qui permettrait à chacun à 25 ans de posséder un capital de 120000 euros pour tout le monde », précise-t-il. Tout cela, financé par un impôt progressif sur la propriété.

Ce serait faire injure à Proudhon que de rappeler à Piketty qu'en son temps, Proudhon voyait l'organisation sociale de l'avenir comme basée sur la petite propriété ! Reprendre presque deux cents ans plus tard un raisonnement similaire, alors que l'industrialisation, la concentration de capitaux, l'impérialisme, sont passés par là, est surréaliste !

Pour le reste, Piketty, présenté avec sympathie par *L'Humanité* comme un « spécialiste de l'étude des inégalités », est hostile à Marx et au marxisme, à l'idée même de lutte de classe.

Ceux qui contribuent le plus à forger une réputation

d'économiste progressiste au très consensuel Piketty sont plus hostiles encore que lui au marxisme, aux idées de la lutte de classe, et le critiquent pour « la radicalité de ses propositions » (journal *L'Opinion*), l'accusant de vouloir « une forme d'expropriation fiscale des entrepreneurs ».

La démarche intellectuelle de Piketty est dans la logique de la conclusion politique à laquelle elle aboutit. « Que sait-on réellement de l'évolution de la répartition des revenus et des patrimoines depuis le 19<sup>e</sup> siècle, et quelle leçon peut-on en tirer pour le 21<sup>e</sup> ? » se demande-t-il dans l'introduction du *Capital au 21<sup>e</sup> siècle*, pour affirmer son intention de « remettre la question de la répartition au cœur de l'analyse économique ». Comme si l'on pouvait comprendre la répartition sans analyser le mode de production et les rapports sociaux qu'il détermine. Et d'affirmer doctement que « des moyens existent cependant pour que la démocratie et l'intérêt général parviennent à reprendre le contrôle du capitalisme et des intérêts privés, tout en repoussant les replis protectionnistes et nationalistes ». Mille pages de galimatias, avec certes des données dont certaines ne manquent pas d'intérêt, pour aboutir à cette affirmation, alors que les laudateurs les plus acharnés du capitalisme crient eux-mêmes casse-cou !

De façon cohérente avec son refus de la lutte de classe, dans ces mille pages consacrées au « capital au 21<sup>e</sup> siècle », pas un mot du pouvoir de la grande bourgeoisie sur la société, dissimulé derrière le fétichisme de l'argent et du capital. La question du pouvoir ne l'intéresse pas du tout, sa vision du monde se limite à l'évolution de la pensée et de la morale collective. C'est la vision réformiste la plus mièvre des rapports de classe, professée à une époque où le grand capital livre une

guerre à mort non seulement à la classe ouvrière mais à toutes les couches populaires. Il n'y a pas de quoi affoler le dirigeant le plus mou du PS.

Bien que publié en 1867, *Le Capital* de Marx éclaire infiniment plus les ressorts et le fonctionnement du capital au 21<sup>e</sup> siècle que les textes de Piketty, malgré force tableaux et graphiques.

La mouvance autour du PCF fait, parallèlement à ses coups de chapeau à des économistes du genre de Piketty, des efforts pour «réhabiliter» Marx. Elle le fait à sa façon, héritée d'une époque où la théorie révolutionnaire du prolétariat était transformée en dogme pour justifier le régime de la bureaucratie stalinienne en Union soviétique et servait d'ersatz d'idéologie pour ses séides du PCF en France. *L'Humanité* publie des témoignages, des débats, qui redécouvrent le marxisme. Du moins, le marxisme en tant qu'expli-

cation du fonctionnement de l'économie capitaliste, mais pas le marxisme révolutionnaire.

«*Les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde de différentes manières, ce qui importe, c'est de le transformer*», affirmait Marx dans ses *Thèses sur Feuerbach*. Réduire le marxisme à l'interprétation du monde, c'est le vider de l'essentiel de son contenu.

Même les aspects les plus hideux de l'évolution du capitalisme moderne, comme la domination absolue des multinationales de la finance sur l'économie, soulignent la profonde tendance de l'économie vers la soumission des petits capitaux par le grand capital, vers la mondialisation, vers la planification. Cette évolution est celle qui rend depuis longtemps nécessaire et possible une société sans propriété privée des moyens de production, sans marché, sans concurrence et sans exploitation.

Pour reprendre ce qu'écri-

vait Trotsky dans le *Programme de transition*, «*Les prémisses objectives de la révolution prolétarienne ne sont pas seulement mûres; elles ont même commencé à pourrir.*» L'expression de Trotsky résume l'évolution du capitalisme de l'époque de la décadence impérialiste et ses conséquences actuelles dans une multitude d'aspects de la vie politique, de la culture, des relations sociales et jusqu'aux comportements individuels.

L'avenir de l'humanité ne dépend pas d'une trouvaille novatrice dans le domaine des idées. Il dépend de la capacité de la classe ouvrière à retrouver conscience de sa tâche et de sa responsabilité historique et, par là même, à s'emparer de la théorie de son émancipation, le marxisme. Et de se donner des partis pour incarner cette conscience et redonner au prolétariat conscient la volonté d'œuvrer pour la révolution sociale.

Le 7 octobre 2019



Le 10 décembre, à l'AG de la gare du Nord à Paris, la grève est reconduite par un vote à main levée.



## La situation internationale

**La situation est dominée à l'échelle internationale par la crise du capitalisme et par l'aggravation de la guerre sociale menée par la bourgeoisie contre la classe ouvrière et, plus généralement, contre les classes populaires.**

Faute de direction révolutionnaire, le prolétariat, seule classe qui pourrait opposer au pouvoir de la bourgeoisie capitaliste son combat pour la direction de la société, est absent de la scène politique.

La guerre de la bourgeoisie contre les classes exploitées prend des formes variées dans les différents pays. Elle domine cependant les rapports sociaux à l'intérieur de chaque pays, comme elle marque les relations internationales.

À l'échelle du monde, ce n'est pas la combativité qui manque, ni les révoltes, voire les soulèvements! De la combativité, il en faut aux classes populaires d'Algérie pour rester mobilisées pendant 36 semaines (au 25 octobre 2019). Il en a fallu aux masses soudanaises pour avoir la peau du dictateur Omar Al-Bechir.

L'aspiration à se débarrasser d'un dictateur ou d'un régime haï est un puissant facteur de mobilisation. Le problème de la société ne se limite cependant pas à savoir qui mettre à la place du dictateur déchu. Au pire, un autre dictateur prend le relais, comme en Égypte; au mieux, c'est un régime plus parlementaire, comme en Tunisie, sans que les choses changent pour l'écrasante majorité des classes pauvres.

Il ne suffit pas de renverser un dictateur pour que cesse la dictature de l'argent, plus exactement du grand capital, sur la société. Les dictateurs sont comme les hommes politiques des pays qui se prétendent démocratiques: ils sont interchangeables.

Des différences fondamentales existent entre pays impérialistes et pays pauvres, entre pays dont la bourgeoisie pille et opprime et leurs victimes. Mais tous ont en commun, alors que la vie économique de l'humanité se trouve dans une impasse, que le prolétariat, au lieu de reprendre le combat contre la bourgeoisie, est en désarroi, sans boussole politique.

La gangrène du capitalisme se propage à toute la société, droits et morale compris, y compris à la classe sociale, le prolétariat, seule capable d'offrir à la société une perspective autre que la survie du capitalisme.

Face à la pourriture du capitalisme, les travailleurs, la classe ouvrière ne voient pas de perspectives politiques. Ni de vraies perspectives ni de fausses, du genre de ce que pouvait offrir, dans les années 1970, ici en France, le retour de la gauche au pouvoir.

La perspective de renverser

le pouvoir de la bourgeoisie et de changer de fond en comble la société, qui a fait agir plusieurs générations du mouvement ouvrier, a presque complètement disparu de la conscience collective de la classe ouvrière.

Cette situation n'est pas nouvelle. Mais, pendant les quelque vingt ans entre le milieu des années 1950 et celui des années 1970, où, dans un riche pays impérialiste comme la France, l'économie capitaliste assurait à une majorité «le gîte et le couvert», tant qu'on trouvait du travail avec un salaire qui permettait de vivre, la situation objective elle-même semblait corroborer les perspectives réformistes.

Cette époque est finie. Mais, contrairement à la crise de 1929, cela ne s'est pas produit de façon brutale. Les illusions réformistes, l'idée qu'une certaine amélioration du sort des travailleurs était possible dans le cadre du système capitaliste, ont survécu bien après que la crise de l'économie a poussé la bourgeoisie à intensifier son offensive contre la classe ouvrière.

Comment aurait-il pu en être autrement alors que le PCF, les appareils syndicaux ont continué à rouler sur les mêmes rails réformistes? Face à la crise et

à l'offensive du grand capital pour en faire supporter les conséquences aux salariés, ils continuent à prêcher l'illusion que la crise de l'économie peut être surmontée avec une autre politique dans le cadre du système capitaliste.

Et, avec le déclin électoral du PC, bien d'autres illusionnistes sont candidats pour prendre le relais. Ici, en France, Mélenchon a tenté sa chance sans avoir réussi. Pire, l'extrême droite lepéniste est en train de s'imposer même dans l'électorat ouvrier.

La classe ouvrière a pris du retard face à la bourgeoisie. L'intensification de la lutte de classe dans les entreprises, comme les mesures anti-ouvrières des gouvernements, ont trouvé une classe ouvrière désarmée sur le plan politique.

Le poids des appareils réformistes et l'abandon du combat pour le renversement du capitalisme font que la crise et tout ce qui en découle apparaissent aux yeux des masses comme des faits objectifs, quasiment comme des catastrophes naturelles, où le mieux que l'on puisse faire, c'est de se protéger, de protéger sa famille, sa communauté.

On ne peut comprendre l'évolution réactionnaire de la vie politique et de la vie sociale, la montée dudit « populisme » dans tout le pays, si on ne comprend pas que sa dynamique résulte de l'absence de la classe ouvrière sur le plan politique. Qu'elle résulte du manque d'un parti implanté dans la classe ouvrière, défendant la perspective du renversement de la société bourgeoise.

Et c'est faute de cette perspective que les travailleurs, même les plus conscients des dégâts de l'économie capitaliste, même les plus combattifs, ne trouvent sur leur chemin que des démagogues.

Les dégâts du capitalisme ont

jusqu'à présent éveillé surtout des inquiétudes, du dégoût, du désarroi sur le caractère nocif du système. « *Il y a consensus sur les maux du capitalisme* » (Joseph Stiglitz). C'est incontestable, mais il est significatif qu'un des hommes les plus en vue des milieux intellectuels ne trouve rien à en dire d'autre que ce que des millions de travailleurs, de pauvres et jusqu'aux moins politisés des gilets jaunes ressentent dans leur vie, dans leur chair.

Pour que la classe des exploités puisse se transformer en une force sociale capable d'abattre le pouvoir de la bourgeoisie et de transformer l'organisation sociale dans ses fondements, elle a besoin de conscience, d'organisations, de partis révolutionnaires. Toute l'histoire des rapports sociaux depuis deux siècles de pouvoir de la bourgeoisie montre à la fois cette nécessité, mais aussi les immenses difficultés de la tâche.

Au fur et à mesure de la formation et de l'accroissement du capital, « *la bourgeoisie produit ses propres fossoyeurs* » (*Le Manifeste du parti communiste*): le prolétariat, la classe sociale susceptible de le renverser, pour créer une nouvelle forme d'organisation de la société.

Le développement du prolétariat s'accompagnait de celui du mouvement ouvrier, qui a grandi en menant des combats successifs qui l'ont amené de la réaction instinctive des bris de machines à la conscience de ses intérêts matériels spécifiques (mutuelles, syndicats, etc.), pour en arriver à la conscience de ses intérêts politiques dont le chartisme était en son temps l'expression la plus puissante.

Mais l'idée de son rôle irremplaçable dans la transformation de l'organisation sociale basée sur la propriété privée, l'exploitation et la concurrence, par une autre, supérieure, lui a été apportée pour une large

part par des générations de militants et d'intellectuels issus des rangs de la bourgeoisie. Après les tâtonnements du « socialisme utopique », c'est le marxisme qui a donné à la classe ouvrière « *la science de son malheur* » (Fernand Pelloutier).

Dès le début, le capitalisme a cependant exercé une puissante pression dissolvante contre laquelle se sont heurtés les efforts d'organisation du mouvement ouvrier. *Le Manifeste communiste*, après avoir constaté que « *la condition d'existence du capital, c'est le salariat* », ajoute : « *Le salariat repose exclusivement sur la concurrence des ouvriers entre eux.* » C'est « *le progrès de l'industrie, dont la bourgeoisie est l'agent sans volonté propre et sans résistance* » qui « *substitue à l'isolement des ouvriers résultant de leur concurrence leur union révolutionnaire par l'association* ».

Mais jusqu'à la destruction du capitalisme, l'antagonisme persiste entre le collectivisme – au sens de l'intérêt collectif – de la classe ouvrière et l'individualisme de la bourgeoisie. Il ne s'agit pas d'un combat d'idées et de valeurs, mais du combat bien réel de deux classes sociales opposées. Mais les idées, les valeurs et les programmes ont en même temps une importance fondamentale dans l'affrontement des classes sociales.

Pour le prolétariat en tout cas, sa force sociale dépend de la conscience qu'il en a, alors que celle de la bourgeoisie repose sur le monopole sur le grand capital et sur les appareils d'État à son service.

L'effet dissolvant du capitalisme sur les organisations du mouvement ouvrier a pris au cours de son histoire de multiples formes. Il s'est traduit pour le mouvement ouvrier par une multitude de formes d'intégration de ses propres organisa-

tions dans le système capitaliste, ponctuées d'écroulements et de trahisons.

La trahison de la social-démocratie pendant et après la Première Guerre mondiale en a été une des expressions les plus graves. Plus grave encore aura été celle du stalinisme qui a transformé le seul État ouvrier durable, issu d'une révolution prolétarienne, en un pilier de l'ordre capitaliste à l'échelle du monde.

Le capitalisme décadent a exacerbé la contradiction entre l'évolution de la société, avec son économie de plus en plus centralisée et mondialisée, et l'individualisme poussé à outrance.

Les progrès scientifiques et techniques et leur utilisation illustrent cette contradiction. L'informatique, par exemple, capable de relier des hommes, des régions éloignées les unes des autres sur la planète, donnerait des moyens d'information et de gestion extraordinaires à une société humaine consciente de ses intérêts collectifs. Mais les ordinateurs les plus puissants, dont ceux de la plus importante société de gestion d'actifs du monde, BlackRock, sont utilisés pour mettre la multitude de données qu'ils sont capables de collecter pour conseiller leurs clients et actionnaires sur les placements les plus rentables. C'est-à-dire pour spéculer.

Jusqu'aux smartphones, qui tout en permettant de communiquer avec la terre entière, isolent leurs utilisateurs dans des bulles individuelles. Chacun est le nez non pas dans le guidon, mais sur l'écran!

L'alternative formulée il y a plus d'un siècle par Rosa Luxemburg, « *Socialisme ou barbarie* », prend un sens supplémentaire, s'ajoutant à la concrétisation de la barbarie au siècle dernier (deux guerres mondiales, le fascisme, etc.).

Les progrès scientifiques et techniques mettent à la disposition de la bourgeoisie dominante et de leurs serviteurs politiques des moyens supplémentaires. On peut spéculer aujourd'hui au millionième de seconde près, récupérer des données personnelles à l'échelle du monde au service du marketing, utiliser les réseaux sociaux et la reconnaissance faciale pour la répression, etc.

Et jusqu'au Vatican qui vient de consacrer un chapelet connecté qui, comme le précise le jésuite qui le présentait, allie « *le meilleur de la tradition de l'Église avec le meilleur de la technologie* ». Voilà réinventé avec la technologie moderne l'antique moulin à prières des moines bouddhistes!

Alors, l'alternative fondamentale devant l'avenir de la société humaine reste Socialisme ou barbarie: une organisation de la société en fonction des intérêts collectifs des hommes ou la perpétuation des rapports sociaux basés sur l'exploitation et l'oppression, s'appuyant sur « le meilleur de la technologie ».

Autres effets de la décadence du capitalisme: avant que la bourgeoisie conquière le pouvoir grâce à la violence révolutionnaire des masses populaires ou par des compromis avec les anciennes classes privilégiées, puis pendant la période ascendante de son histoire, elle a été capable de porter des idées progressistes. Une toute petite minorité de la bourgeoisie, notamment son intelligentsia, a été capable, en se préoccupant des problèmes sociaux, d'épouser les intérêts du prolétariat. De manière paternaliste pour les socialistes utopiques. De manière révolutionnaire pour une génération dont les meilleurs représentants étaient Marx et Engels.

La bourgeoisie, sa caste intellectuelle, n'en sont plus capables. L'intelligentsia a été

transformée par le capitalisme en mercenaire de la grande bourgeoisie, destinée à servir dans le fonctionnement de son appareil d'État, mais aussi dans les médias et dans la culture.

Cela ne date certes pas d'aujourd'hui: l'intelligentsia bourgeoise n'a joué un rôle révolutionnaire, notamment en France, qu'à une époque où la bourgeoisie menait encore son combat contre l'ancien ordre social. Mais il y a plus d'un siècle déjà qu'un Lafargue, représentant du courant socialiste en train de se former, dénonçait la pusillanimité des intellectuels de son temps.

En Russie, en retard par rapport à l'évolution de la bourgeoisie d'Europe occidentale, une fraction de l'intelligentsia, de Plékhanov à Lénine et Trotsky, a permis le développement de la social-démocratie russe, puis du bolchevisme.

Des pays impérialistes jusqu'aux pays pauvres, non seulement aucune fraction de la petite bourgeoisie intellectuelle n'a joué ce rôle, mais elle a contribué à démolir le courant révolutionnaire du mouvement ouvrier, avant de gaver ce dernier d'idées, de valeurs qui vont dans le sens de la préservation de l'ordre bourgeois.

Dans les pays impérialistes, les intellectuels les plus en vue ont complété le rôle des appareils réformistes issus de l'aristocratie ouvrière, pour faire passer le réformisme comme seule politique possible pour le mouvement ouvrier. Ils ont joué un rôle d'intermédiaires entre réformisme stalinien et classe ouvrière. Les uns, du genre d'Aragon et de toute une armada d'intellectuels plus ou moins stipendiés par la bureaucratie soviétique, pour présenter le réformisme stalinien comme le communisme des temps modernes. Les autres, compagnons de route du genre de Sartre, pour « ne pas désespérer Billancourt ».



De gauche à droite : Jean-Paul Sartre, Michel Foucault, et André Glucksmann, à Paris en 1969.

Dans les pays pauvres, explosifs après la Deuxième Guerre mondiale, c'est la même catégorie qui a joué un rôle décisif dans l'organisation des masses opprimées pour canaliser la révolte de celles-ci vers le nationalisme, progressiste ou pas. Les puissants ébranlements qui ont secoué le monde après la guerre ont abouti, de la Chine à l'Inde en passant par l'Indonésie et bien d'autres pays, aux régimes que l'on sait, tous intégrés dans le système impérialiste mondial en révolte autour des idées nationalistes.

La situation particulière des ex-Démocraties populaires a engendré une génération de militants d'origine intellectuelle comme, en Pologne, Kuron et Modzelewski, capables de se lier à la classe ouvrière et qui ont payé le prix de leur activité politique. Mais leur rôle n'a été, en dernier ressort, que d'amener la plus puissante succession d'explosions ouvrières dans l'Europe d'après-guerre, en 1981-1989, vers l'Église catholique et vers la bourgeoisie.

En 2013, Modzelewski titrait ainsi son autobiographie : *Nous avons fait galoper l'histoire, confessions d'un cavalier usé*. Il est mort (en avril 2019) en ne se reconnaissant pas dans le régime réactionnaire de la Pologne actuelle, mais sans s'être posé la question de l'évolution

des choses dans son pays et surtout sans faire face à sa propre responsabilité.

On ne peut imaginer une renaissance des courants révolutionnaires sans la prise de conscience d'une partie au moins du prolétariat. Mais, à cette renaissance, ne pourront contribuer que des intellectuels qui, non seulement auront rompu avec leur petite bourgeoisie d'origine, mais qui seront capables de faire leur et d'assimiler le marxisme, les idées du communisme révolutionnaire.

Il est vain de spéculer sur le moment où la classe ouvrière recommencera à jouer un rôle politique et encore plus sur le lieu où cela se produira. Le capitalisme en crise rend la situation plus instable et plus explosive dans tous les pays.

Faute de renaissance du communisme révolutionnaire, les explosions les plus violentes de la classe ouvrière et, plus généralement, des classes populaires ne peuvent déboucher sur quoi que ce soit qui fasse avancer le changement de l'ordre social.

Notre raison d'être, c'est de perpétuer ces idées sans les affadir, sans les diluer, de façon à ce qu'elles puissent redevenir l'instrument de combat dont les masses révoltées pourront s'emparer.

En tant que communistes révolutionnaires, aussi faibles que soient nos forces aujourd'hui, nous sommes optimistes pour l'avenir. Car, depuis que l'homme est sorti des âges primitifs, l'humanité a toujours su trouver le chemin pour assurer de plus en plus sa maîtrise sur la nature. Elle finira tôt ou tard par maîtriser sa propre vie sociale.

## LE MOYEN-ORIENT

Le Moyen-Orient n'est pas près de sortir de la situation de guerre permanente dans laquelle il est placé depuis des années. La volonté affichée des États-Unis de faire tomber le régime iranien menace de déboucher sur un conflit ouvert. Elle revient en tout cas déjà à donner à leurs alliés privilégiés dans la région un feu vert pour agir. L'Arabie saoudite en use en poursuivant une guerre meurtrière au Yémen où elle fait largement usage des armes américaines et françaises. Les dirigeants israéliens ordonnent des raids en Syrie sur des objectifs qu'ils considèrent comme des postes avancés iraniens. Plus que jamais, malgré leurs difficultés politiques intérieures, ils peuvent affirmer leur intransigeance vis-à-vis des Palestiniens, au point de projeter d'annexer officiellement la Cisjordanie.

Le retrait des militaires américains envoyés auprès des Kurdes de Syrie a été aussi un feu vert donné à la Turquie pour déclencher contre ceux-ci une nouvelle intervention. Comme toujours, le gouvernement Erdogan se lance dans une aventure guerrière comme un moyen de tenter de sortir de ses difficultés intérieures. Il pense ainsi recréer autour de lui l'unité nationale et restaurer son crédit mis à mal par la crise économique, comme on l'a vu lors des élections du printemps quand son parti a per-

REUTERS



Pendant l'offensive turque, le 12 octobre 2019.

du les mairies des principales grandes villes. Peu lui importe, et peu importe aux dirigeants américains qui lui ont donné leur feu vert, si cela implique de nouvelles souffrances pour la population kurde et si cela risque de relancer la guerre des milices qui déchire la Syrie depuis des années, au moment même où elle semblait en passe de finir.

L'ouverture de ce nouveau front avec l'accord du gouvernement américain cache sans doute bien des calculs et des tractations secrètes, notamment avec la Russie, sur le partage des zones d'influence dans la région. En tout cas, elle souligne le cynisme de la politique des grandes puissances. Les États-Unis n'ont appuyé les Kurdes de Syrie que tant qu'ils avaient besoin de leurs combattants pour vaincre l'organisation État islamique. L'intervention turque leur rend service en leur évitant d'avoir à s'engager en retour en faveur de l'autonomie des Kurdes syriens, ce qu'ils n'ont jamais eu l'intention de faire. Les dirigeants impérialistes sont capables de s'affirmer pour la démocratie et le droit des peuples, juste le temps de les utiliser pour leurs propres objectifs avant de les livrer à leurs ennemis. L'histoire des luttes des Kurdes pour leur existence nationale est une longue suite de telles instrumentalisations par les

puissances voisines, invariablement suivies de lâchages et de répressions violentes. Cela en fait l'otage de ces puissances, de l'évolution de leurs alliances et de leur utilisation par l'impérialisme. La politique même des dirigeants nationalistes kurdes, qui ne voient d'issue que dans la recherche du soutien d'un État ou d'un autre, les enferme dans cette situation.

Les premières victimes de la situation du Moyen-Orient sont les populations qui subissent les guerres, les bombardements et les massacres, contraintes maintenant de vivre dans des pays en grande partie détruits où des besoins de base comme la fourniture d'eau et d'électricité et d'un minimum de services publics, voire la simple possibilité de manger et de se loger, ne sont plus assurés. En Syrie et surtout en Irak, la relative détente qui a suivi la période de guerre ouverte suscite inévitablement dans la population des espoirs qui se heurtent à la réalité. Les lenteurs de la reconstruction, la corruption qui l'accompagne, le mépris des autorités entraînent en Irak des mouvements de révolte que les milices et les partis communautaires ont de plus en plus de mal à contrôler et auxquels répond une répression sanglante. Mais en Iran, frappé par les conséquences des pressions américaines, tout comme en Turquie, qui subit une crise économique

violente, on est aussi au bord de révoltes que seule l'existence de régimes dictatoriaux et leurs surenchères nationalistes réussissent jusqu'à présent à empêcher.

Huit ans après ce que l'on a nommé les « printemps arabes », les raisons qui ont donné naissance à ces révoltes sont plus présentes que jamais et rendues encore plus pressantes par la crise mondiale.

Le régime tunisien, le seul qui a gardé une façade démocratique, n'a pu satisfaire aucune des aspirations des masses populaires, à commencer par celle d'avoir un travail et un salaire qui permettent de vivre décemment. En Égypte, le durcissement de la dictature militaire a été la seule réponse à l'aggravation de la situation des masses. En Libye, au Yémen et en Syrie, les interventions de l'impérialisme et des puissances régionales ont débouché sur des guerres et sur un chaos aux conséquences dramatiques.

Les mêmes causes continuent cependant de produire les mêmes effets. Au Soudan, les manifestations contre la dictature militaire n'avaient pas cessé ces dernières années, encouragées aussi par l'exemple des autres pays arabes. Mais fin 2018 c'est une véritable explosion sociale qui s'est produite à la suite de la décision du régime de tripler le prix du pain. Face aux manifestations, le dictateur Omar al-Bechir a dû partir, les sommets de l'armée prenant la relève pour mettre en place un simulacre de transition démocratique. Cette manœuvre, tentative de répéter ce qui s'est produit en Tunisie et en Égypte en 2011, n'a guère fait illusion. Les militaires n'ont pu faire cesser les manifestations qu'en recourant à une répression sanglante, marquée par le massacre du 3 juin et ses centaines de morts, avant d'instituer un gouvernement où quelques ci-

vils servent de couverture à la dictature de l'armée. Comme en Égypte, c'est cette armée, parrainée et financée par les riches bourgeoisies d'Arabie saoudite et des Émirats, qui est l'ultime recours pour la dictature de la bourgeoisie locale et de l'impérialisme.

En Algérie, on continue d'assister à un mouvement d'une ampleur et d'une durée rares. Le profond mécontentement social se tourne contre le régime et contre la corruption des clans au pouvoir. Le slogan «Système dégage» résume, comme cela avait été le cas en Tunisie et en Égypte, l'idée que c'est tout le système politique qui est à revoir car ne répondant en aucune façon aux aspirations de la population. C'est une revendication démocratique, au sens où les masses voudraient un régime politique qui les respecte, dans lequel elles aient voix au chapitre et qui satisfasse leurs droits élémentaires. Ce mouvement qui ne se reconnaît dans aucune force politique constituée a trouvé en lui-même suffisamment de ressources pour continuer depuis plusieurs mois à mobiliser la jeunesse et aussi une grande partie des couches populaires. En touchant toute la société, il encourage les travailleurs à s'organiser pour poser leurs propres revendications au sein de leurs entreprises, même si jusqu'à présent la classe ouvrière n'est pas apparue en tant que classe organisée et ayant ses objectifs propres. Pour le moment, les manœuvres du pouvoir politique ont été incapables de faire cesser une mobilisation dont l'importance lui interdit de recourir à une répression directe et violente. Cependant, elle reste une des éventualités auxquelles il faut s'attendre.

Au Soudan et en Algérie, c'est une deuxième vague des mouvements nés en 2011 dans le monde arabe qui se produit.

Cependant, l'expérience égyptienne est passée par là, dans laquelle l'armée a prétendu assurer une transition démocratique mais a fini par reproduire une dictature militaire pire que celle de Moubarak. Au Soudan, à peine sorti d'années de dictature des militaires, ceux-ci en fait de transition répondent au mouvement de masse par des massacres. En Algérie, les tentatives du chef d'état-major de l'armée de se présenter comme l'homme d'un renouveau démocratique suscitent d'autant plus la méfiance.

Par ailleurs, les courants politiques intégristes, qui avaient connu un essor dans une grande partie du monde musulman, sont aujourd'hui très discrédités. C'est le résultat de leur participation au pouvoir politique non seulement en Iran, mais aussi dans d'autres pays comme le Soudan où les partis intégristes ont été parmi les soutiens de la dictature et ont donné le spectacle de leur corruption et de leur mépris pour les masses. Là où ils se sont radicalisés en donnant naissance à des mouvements djihadistes prêts à exercer leur dictature sur les populations, comme en Algérie lors de la «décennie noire» et plus tard en Irak et en Syrie dans les territoires conquis par l'organisation État islamique, les courants intégristes laissent également un très mauvais souvenir. Pour autant, en l'absence de mouvements capables de les concurrencer, on ne peut exclure qu'ils reviennent en force.

Les masses qui se révoltent lors de cette seconde vague des «printemps arabes» y sont poussées par une situation que la crise et ses déclinaisons locales rendent de plus en plus insupportable. En même temps, aucun courant politique ne se montre en mesure de représenter leurs aspirations. Cela ne fait que rendre la nécessité d'une direction révolution-

naire plus évidente, et son absence plus dramatique.

## LES ÉTATS-UNIS

La politique américaine continue d'être dominée par la personnalité de Trump, ses déclarations et ses tweets souvent stupides, parfois grossiers, toujours réactionnaires, et par les difficultés des démocrates à exister face à un tel démagogue. Lors de l'élection présidentielle de 2016, Trump était parvenu à toucher une partie des travailleurs blancs, un électorat traditionnellement plus favorable aux démocrates. La fidélité de cet électorat à son égard sera un des enjeux de la prochaine présidentielle.

Lors des élections de mi-mandat, en novembre 2018, les démocrates ont obtenu la majorité à la Chambre des représentants, mais pas au Sénat. Autrement dit, ils peuvent constituer une épine dans le pied de Trump, mais pas l'empêcher de mener sa politique, si tant est qu'elle soit différente. Ces derniers mois, avec l'élection présidentielle de novembre 2020 en ligne de mire, ils ont engagé au Congrès une procédure de destitution, qui n'aboutira peut-être pas mais vise à l'affaiblir, ou à montrer à leurs électeurs qu'eux-mêmes ne sont pas inactifs. Ils se sont également lancés dans la pré-campagne présidentielle. Bien malin, qui pourrait dire à ce stade qui l'emportera des primaires démocrates, puis de l'élection elle-même. Il est en tout cas notable que les candidats qui se réclament de la gauche (Bernie Sanders et Elisabeth Warren) ont le vent en poupe, en tout cas auprès de la jeunesse et des étudiants. Déjà en novembre 2018, les élections de mi-mandat avaient envoyé au Congrès des représentantes ayant soutenu Sanders en 2016 et étant favorables à ce que la santé et l'enseignement supérieur soient pris en

charge par l'État. Certaines, comme la jeune représentante de New-York Alexandria Ocasio-Cortez, se réclament même du «socialisme démocratique». D'un côté, ces succès électoraux, après celui, relatif, de la campagne de Sanders en 2016, traduisent le mécontentement de toute une partie de la population laborieuse et de la jeunesse face à un capitalisme toujours plus sauvage, toujours plus féroce, toujours plus aberrant. En même temps, leur projet n'a de socialiste que le nom. En tant que figures du Parti démocrate, ses avocats s'inscrivent dans la continuité de l'État bourgeois américain et de son rôle de puissance impérialiste, assumée par le passé autant par les présidents démocrates que républicains.

Les médias occidentaux rabâchent que l'économie américaine se porte bien. À en croire l'administration Trump, le chômage s'établirait officiellement à 3,7%, au plus bas depuis 1969, à un niveau deux fois moindre que la moyenne des pays de la zone euro. En réalité, la situation de l'emploi ne s'améliore pas. D'abord, toute une partie des travailleurs le sont à temps partiel et sont, malgré un ou plusieurs jobs, sous le seuil de pauvreté. Alors que le taux de participation au marché du travail, qui mesure la part de la population qui a ou cherche du travail, était de 66%

en 2008, il est aujourd'hui de 62,7%. Autrement dit, au moins 23 millions d'Américains, âgés de 25 à 54 ans, sont à l'écart du marché de l'emploi. Alors même que de plus en plus de personnes âgées, parfois septuagénaires voire octogénaires, sont obligées de travailler pour compléter leur maigre retraite, toute une partie de ceux qui sont dans la force de l'âge sont marginalisés, souvent après des années de précarité. Et pour ceux qui restent sur le marché du travail, les emplois créés par la nouvelle économie sont dignes du 19<sup>e</sup> siècle. Des reportages ont montré la vie de ces retraités qui emballent des colis chez Amazon pour arrondir leur pension; ou de ces «travailleurs du clic», qui travaillent chez eux pour 30 cents par heure.

Dans ce qui demeure un des pays les plus riches du monde, l'espérance de vie baisse depuis trois ans maintenant, un fait inédit depuis la Première Guerre mondiale et l'épidémie de grippe espagnole. Les inégalités ne cessent d'augmenter. 1% des Américains possèdent 40% de la richesse nationale; les 0,1% les plus riches possèdent autant que les 90% les plus pauvres. Comment pourrait-il en être autrement? L'État n'a cessé, au niveau fédéral et au niveau local, de favoriser les plus riches. Depuis dix ans, le salaire minimum fédé-

ral (7,25 dollars par heure, soit 6,50 euros par heure) n'a pas augmenté et les impôts payés par les plus riches ont été réduits. Dans la continuité de ses prédécesseurs, Trump a fait adopter une réforme fiscale allégeant les impôts des grandes entreprises et des plus riches de centaines de milliards de dollars. En 2018, les milliardaires ont en réalité été imposés à un taux moindre (23%) que le reste de la population (28%). Ces cadeaux fiscaux se traduisent par une dette publique record, de 22 000 milliards de dollars.

Trump a poursuivi sa guerre commerciale contre la Chine et, dans une moindre mesure, contre l'Union européenne. Cette année, des taxes ont visé des produits technologiques, en particulier dans les télécommunications, les firmes chinoises ZTE et Huawei. Les mesures protectionnistes sont adoptées à coups de trompette, et leur dimension démagogique vis-à-vis de l'électorat populaire américain est évidente. Dans de nombreux cas, il y a eu un décalage entre les mesures annoncées et celles effectivement mises en œuvre. Il est fréquent que les multinationales américaines s'opposent à une hausse des tarifs douaniers. Par exemple, Apple est certes en concurrence avec Huawei; mais elle importe massivement de Chine et a demandé à ne pas être taxée. Les grandes firmes automobiles américaines veulent pouvoir continuer à acheter de l'acier bon marché. Boeing et Airbus sont certes en concurrence mais Boeing achète de plus en plus de pièces aux équipementiers européens (par exemple, pour 6,3 milliards de dollars en France en 2017, soit + 40% par rapport à 2012). Boeing ne veut pas non plus d'une guerre commerciale avec la Chine, où elle vend de nombreux avions. Cependant, la guerre commerciale n'est pas qu'un effet d'annonce et ne relève pas seulement de calculs politiques. Elle traduit



Un salarié américain âgé, encore au travail.

aussi une exacerbation de la concurrence entre les firmes capitalistes. Huawei ne produit pas seulement des smartphones mais est également en pointe dans les infrastructures de réseaux de télécommunication où elle concurrence directement les intérêts américains. Les États-Unis ont tenté de forcer la main de leurs interlocuteurs canadiens, mexicains ou chinois, pour des accords qui soient plus à leur avantage. Le spectre des années 1930, avec son protectionnisme acharné, est régulièrement agité. Et tout comme des incidents militaires peuvent déboucher sur une vraie guerre, on ne peut exclure que la guerre commerciale dégénère.

L'aberration de la domination capitaliste s'est illustrée récemment. En Californie, en novembre 2018, des incendies géants avaient ravagé plus de 100 000 hectares, détruit la ville de Paradise (20 000 habitants), et fait 85 morts. Ces incendies avaient été causés par le mauvais entretien dont fait l'objet le réseau électrique. Récemment, face au temps sec et aux vents violents, le principal fournisseur d'énergie de la région, Pacific Gas and Electric (PG & E) a rapidement adopté une mesure drastique : il a coupé l'électricité à plus de deux millions d'habitants en Californie. De nombreux commerçants doivent fermer leurs portes, des habitants s'éclairer à la bougie, et les personnes sous dialyse ou assistance respiratoire sont menacées, tandis que les télévisions montraient des scènes d'accidents aux carrefours privés de feux rouges. PG & E a gagné beaucoup d'argent, mais a préféré arroser ses actionnaires plutôt que sécuriser ses installations, avec les conséquences qu'on voit. La Californie abrite les secteurs de pointe de l'économie américaine et se targue de mettre au point des innovations techniques les plus avancées ; cet État, dont on dit parfois qu'il

est la cinquième économie du monde, est une sorte d'eldorado capitaliste. C'est une vitrine, mais dans l'arrière-boutique, on s'éclairer à la bougie !

Dans ce contexte d'offensive féroce de la bourgeoisie, les travailleurs prennent plus de coups qu'ils n'en rendent. Les résistances qu'ils offrent sont donc d'autant plus notables. Ainsi, les 48 000 salariés de General Motors sont maintenant en grève depuis le 15 septembre pour des hausses de salaires, une meilleure couverture santé, et de meilleurs contrats. Après six semaines de grève, une majorité de travailleurs de General Motors ont accepté l'offre de la direction, environ 40 % votant pour la poursuite de la grève. Si, sur la question des emplois, les travailleurs n'ont pas gagné, ils ont obtenu des concessions patronales sur les titularisations et sur les salaires. En tout cas, c'est la première fois depuis 1976 que, dans une des trois grandes multinationales automobiles, des dizaines de milliers de travailleurs font grève à l'échelle du pays. Cette lutte qui, pour une fois, n'est pas menée par la classe capitaliste mais par la classe ouvrière, est, aux yeux de millions de travailleurs, un gage pour l'avenir.

#### LA CHINE ET SES RELATIONS AVEC LES ÉTATS-UNIS

En s'adressant aux 90 millions de membres du PC chinois, à l'occasion du soixante-dixième anniversaire de la fondation de la République populaire de Chine, Xi Jinping, dirigeant aujourd'hui incontesté du pays après l'élimination au fil des ans de ses principaux rivaux, s'est glorifié de ce « *miracle de développement économique sans précédent dans l'histoire de l'humanité* » (rapporté par *Le Monde*), pour ajouter « *la Chine a réussi à accomplir*

*quelque chose que les pays développés ont mis plusieurs centaines d'années à réaliser* ».

Le développement est incontestable. Cet immense pays, dépecé pendant un siècle, du milieu du 19<sup>e</sup> au milieu du 20<sup>e</sup> siècle, par les principales puissances impérialistes, frappé par des interventions militaires, voire des invasions : notamment britannique, française puis japonaise, étranglé, humilié, a réussi à se libérer de l'emprise directe de l'impérialisme et à se débarrasser des seigneurs de guerre et des castes parasites qui maintenaient l'écrasante majorité de sa population dans des conditions moyenâgeuses.

Le Parti communiste chinois (PCC) a été porté au pouvoir par la plus puissante révolte paysanne que l'Asie ait connue pendant et au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale.

C'est cette révolte paysanne qui a débarrassé la société chinoise de quelques-uns des aspects les plus moyenâgeux si complaisamment acceptés par les démocraties impérialistes au temps de leur mainmise sur la Chine (oppression sans limite des paysans par des propriétaires terriens, oppression abjecte des femmes, etc.). C'est en s'appuyant sur cette révolte qu'une équipe nationaliste sous étiquette communiste a réussi à mettre en place un État fort et centralisé, comme le pays n'en avait pas connu depuis un siècle.

Cet appareil d'État a permis à la Chine de tenir tête à toutes les tentatives de l'impérialisme de remettre la main sur elle. Tenir tête sur le plan militaire mais aussi résister au boycott économique.

Nous avons toujours considéré l'appareil d'État chinois, qui n'était pas issu de la révolution prolétarienne, contrairement à l'État soviétique, comme un instrument du développement bourgeois de la Chine,

FILEPIC



Trump et Xi Jinping, lors du dernier G20.

même à l'époque où il était allié à l'URSS et faisait partie du camp dit socialiste; ou un peu plus tard, à l'époque où la Chine passait pour l'incarnation d'un communisme pur et dur face à l'URSS révisionniste.

Aujourd'hui, bien que le parti dirigeant porte toujours l'étiquette « communiste », le pays est devenu celui d'un capitalisme « sauvage », où a émergé une nombreuse bourgeoisie, issue en partie de l'ancienne classe bourgeoise qui a longtemps trouvé refuge à l'extérieur du pays et, en partie, de la bureaucratie d'État.

La raison fondamentale de ce « miracle de développement économique », dont parlait Xi Jinping, était cet étatisme qui a bâti les fondations de l'économie d'aujourd'hui sur le dos directement de la paysannerie en ses débuts et, au fur et à mesure que les paysans chassés des campagnes se prolétarisèrent, sur l'exploitation de la classe ouvrière.

Ce sont l'étatisme et la centralisation qui ont permis à la Chine de se protéger de la mainmise directe de l'impérialisme et de développer son économie. Elle a pu le faire en s'appuyant sur une population nombreuse, sur laquelle le pouvoir central a pu prélever de quoi réaliser une sorte d'accumulation primitive,

contrairement à tant d'autres pays sous-développés, y compris l'Inde où l'accumulation se fait en partie, certes, au profit de la classe privilégiée locale, mais, bien plus encore, au profit de la bourgeoisie impérialiste.

Dès sa mise en place, l'appareil d'État a eu un rôle ambivalent. Instrument d'oppression des classes populaires, et en particulier de la classe ouvrière, il a été un instrument de résistance face à l'impérialisme.

L'aspect « protection contre la menace impérialiste » a été déterminant pendant le tout début du régime de Mao, lorsque l'impérialisme, notamment américain, le soumit au blocus économique et à la menace militaire. (La menace se transforma en affrontement direct en Corée et fut près de l'être dans certaines phases de la guerre au Vietnam).

Mais, au fil du temps, tout en maintenant sa forme dictatoriale, le régime a autorisé puis favorisé l'accumulation de capitaux privés. C'est le développement économique dû précisément à l'étatisme qui a fait que l'État, d'instrument de défense contre l'impérialisme, est devenu en même temps le facteur d'intégration dans l'économie mondiale dominée par l'impérialisme.

L'appareil d'État lui-même a servi d'intermédiaire entre la bourgeoisie impérialiste et la Chine, mais sur la base d'un autre rapport de force, plus favorable au développement de la bourgeoisie chinoise que ce qui était dans les possibilités, et même dans la volonté, de la bourgeoisie compradore du temps de Tchang Kaï-chek.

Au cours de la dernière période, disons depuis l'accession de Deng Xiaoping au pouvoir en 1978, la Chine s'est de plus en plus intégrée dans le marché mondial. Sur le plan économique puis sur le plan diplomatique, elle s'est hissée au premier rang sur la scène internationale.

Elle reste un pays sous-développé par bien des aspects de son économie: cela se reflète, en particulier, dans le fait que, si le PIB du pays arrive au deuxième rang derrière celui des États-Unis, pour le PIB par habitant la Chine reste derrière le Mexique, l'Azerbaïdjan ou la République dominicaine! (données du Fonds monétaire international en 2017). Loin devant l'Inde, cependant!

Bien que le développement économique relatif de la Chine soit dû aux efforts volontaires, mais plus souvent contraints, des masses ouvrières et paysannes, Xi Jinping peut se vanter du fait que la Chine domine aujourd'hui l'industrie mondiale de produits manufacturés. La Chine est aujourd'hui le plus grand producteur d'acier, d'aluminium, d'ameublement, de vêtements et même de téléphones mobiles ou d'ordinateurs (extrait de *Vers la guerre*, de Graham Allison).

L'enrichissement de la bourgeoisie locale, l'émergence d'une petite bourgeoisie relativement nombreuse, mais surtout la taille colossale de sa population, a conduit à faire de ce pays le premier marché mondial pour les voitures et les téléphones portables; il compte

plus d'utilisateurs d'internet qu'aucun autre pays. Aux dernières nouvelles, il y aurait 475 milliardaires chinois dans le monde, contre 16 en 2008 (*Les Échos*). Ce n'est pas sans raison qu'il y a eu, au cours des toutes dernières années, un engouement des multinationales des pays impérialistes pour le marché chinois.

Une autre face de cette même réalité est la fusion de capitaux de puissances impérialistes avec des capitaux chinois, étatiques ou privés. Avec l'intégration de la Chine dans l'économie mondiale impérialiste, toute une partie de l'accumulation due au développement industriel se fait au profit de capitaux occidentaux ou japonais.

Mais cette intégration croissante qui renforce la dépendance de la Chine à l'égard de l'économie mondiale dominée par l'impérialisme se produit à l'époque d'un capitalisme en crise et de plus en plus financiarisé. Signe de la forme que prend aujourd'hui cette intégration, un numéro des *Échos* (31 juillet 2019) titrait : « La Chine, far-west des hedge funds ». Et expliquait : « *Près de 9 000 gérants alternatifs sont en concurrence en Chine. Les fortunes se font et se défont d'une année à l'autre suivant les montagnes russes des marchés boursiers chinois. Face aux risques d'abus, les autorités commencent à réagir.* » Si elles le font avec la même efficacité que les puissances impérialistes, des États-Unis à l'Europe, c'est mal parti.

Depuis plusieurs années, la Chine est appelée « l'atelier du monde » par les économistes. Mais cet atelier travaillait, pour une large part, pour des joint-ventures mélangeant l'État chinois actionnaire aux actionnaires privés de pays impérialistes, ou encore en sous-traitance pour de grandes multinationales attirées par la croissance du marché chinois,

mais aussi par le fait que cette croissance était protégée par un régime dictatorial.

En tant que telle, pendant quelques années, la Chine a tiré en avant toute l'économie mondiale, et en particulier le secteur productif. Pour fournir aux sous-traitants chinois de trusts internationaux des matières premières, on rouvrit des mines de fer en Australie, des mines de cuivre en Bolivie, etc.

Mais la crise mondiale du capitalisme devait se répercuter sur la Chine. Cela a déjà commencé, pour le moment non par une chute de la production manufacturière, mais par le ralentissement de sa progression.

Les conséquences sociales d'un recul même relatif de l'économie chinoise risquent d'être catastrophiques pour les classes exploitées. Aussi dictatorial que soit le régime, il n'a pas les moyens de renvoyer les millions de prolétaires sous-payés dans les campagnes. La situation risque d'être autrement plus explosive que dans les pays impérialistes qui disposent d'un « matelas social ».

Or, le prolétariat chinois est aujourd'hui numériquement le plus important du monde. Les dirigeants chinois ont des raisons de le redouter, et pas seulement eux.

Dans son discours cité par *Le Monde* (cf. plus haut), Xi Jinping rappelle aux puissances impérialistes que, si le bateau chinois coule, le monde impérialiste risque de couler avec... Histoire de rappeler à ces dirigeants occidentaux que, face à la classe ouvrière chinoise, leurs intérêts et ceux du régime sont fondamentalement les mêmes. Il affirme : « *Durant les soixante-dix dernières années, le succès de la Chine se résume à celui de la direction du Parti communiste chinois. En raison de l'étendue de son territoire et de la complexité de ses conditions nationales, la gouvernance de la Chine est une difficulté sans*

*pareille. Sans un leadership centralisé, unifié et ferme, la Chine aurait eu tendance à se diviser et à se désintégrer, provoquant un chaos généralisé au-delà de ses propres frontières.* »

La progression économique de la Chine et quelques-unes des manifestations de cette progression (notamment ce qu'on a appelé « la route de la soie ») alimentent les fantasmes d'un certain nombre d'économistes et de politologues. Certains, comme Graham Allison (l'auteur cité plus haut, professeur émérite à Harvard, conseiller de plusieurs secrétaires d'État à la Défense sous les présidences de Reagan, Clinton et Obama), dont la préoccupation est contenue dans le titre de son ouvrage *Vers la guerre* (en l'occurrence, la guerre entre l'Amérique et la Chine), affirment qu'entre une puissance montante et une puissance déjà établie, le conflit devient inévitable. Et d'appuyer ce raisonnement non seulement sur la progression de la Chine dans bien des domaines de la production, mais aussi sur sa compétence croissante dans le domaine technologique (sonde spatiale lunaire), sans parler de son renforcement militaire, dont le défilé militaire lors de la commémoration du soixante-dixième anniversaire de la fondation de la Chine a servi d'illustration spectaculaire...

Il faut cependant souligner que cette puissance militaire est largement derrière celle des États-Unis : en 2016, la Chine allouait 216 milliards de dollars aux dépenses d'armement, alors que les États-Unis dépensaient 600 milliards de dollars. Les États-Unis comptent 11 porte-avions, la Chine en compte... deux. Les États-Unis déploient 200 000 hommes dans 800 bases militaires dans le monde, hors de leur territoire. La Chine possède une seule base à l'étranger (Djibouti).

Les zones de friction entre la Chine et les États-Unis, ou

avec les alliés de ces derniers (Japon, Taïwan, Philippines, Corée du Sud), sont déjà là. Et il ne manque pas d'étincelles pour provoquer – ou pas – une explosion.

Il serait ridicule de tenter de prévoir par quel enchaînement de raisons les deux pays pourraient arriver à l'affrontement. Il est certain que c'est l'impérialisme qui en porte la menace.

L'origine de la Deuxième Guerre mondiale n'était pas du côté de l'URSS de l'époque, mais découlait des rivalités entre grandes puissances impérialistes. Une guerre entre les États-Unis et la Chine serait la troisième guerre mondiale.

### LA RUSSIE – L'UKRAINE

Il y a vingt ans, en succédant à Eltsine au Kremlin, Poutine avait, singeant Staline à propos des koulaks, promis de « *liquider la classe des oligarques* ». La population voyait cette classe comme le fruit pourri de l'effondrement de l'URSS, d'une décennie de chaos politique, de pouvoir central affaibli, de pillage effréné de l'économie par les clans et mafias de la bureaucratie avec, pour résultat, la paupérisation de dizaines de millions de travailleurs. Poutine ayant mis au pas ceux des super nouveaux riches qui en prenaient trop à leur aise avec l'État, celui-ci put s'affermir et une relative reprise économique permit à des dignitaires du régime et à des affairistes bien en cour d'accéder au palmarès mondial de la fortune. Selon le classement qu'en dresse *Forbes*, la Russie n'avait aucun milliardaire en dollars en 2000; huit ans plus tard, ils étaient 82. Et on en compterait 98 en 2019, malgré une stagnation de plus en plus notable de l'économie depuis la crise de 2008, et aggravée par les sanctions occidentales au prétexte

de l'annexion de la Crimée par la Russie en 2014.

Un effet de la dégradation de la situation économique est que nombre d'affairistes petits et grands quittent le pays en quête de cièux plus favorables à leur enrichissement. Et qu'un des prototypes des oligarques, Arkadi Rotenberg, magnat du BTP et ami de Poutine, vient de faire reprendre par un géant semi-public, Gazprom, la société à laquelle il doit son enrichissement. Ce qu'il récupérera ainsi, il pourra aller le placer, dans la spéculation sans doute, mais dans un lieu plus sûr que la Russie, même quand on y dispose de la protection de son président.

Si le Kremlin a d'abord fanfaronné que, loin de l'affaiblir, les mesures de rétorsion de l'Occident stimuleraient l'économie en forçant ceux qui en ont les moyens à enfin y investir, le résultat, hormis le secteur agro-alimentaire, est bien différent. Et en tout cas loin de contrebalancer les coups portés à une économie russe à la fois contrainte à une certaine autarcie et toujours plus dépendante du marché mondial, de ses soubresauts et ralentissements, en tant qu'elle exporte principalement des matières premières.

D'abord parce qu'avec la crise mondiale qui s'aggrave, l'économie des puissances impérialistes et de leurs sous-traitants, les pays dits émergents, se détourne de plus en plus du développement de la production, ce qui fait que la Russie se retrouve à vendre moins facilement son gaz et son pétrole, et a donc moins de devises pour se procurer ailleurs ce qui lui fait défaut. Ensuite, parce qu'en Russie même des combinats qu'avaient repris des trusts occidentaux (Volkswagen, Renault, Skoda) ou des usines que Ford, PSA, Mitsubishi avaient créées pour produire des véhicules avec une main-d'œuvre

qualifiée bien moins payée qu'à l'Ouest, réduisent leur production (GAZ à Nijni-Novgorod) et les salaires, suppriment du personnel (5 000 en trois ans chez AvtoVaz), voire ferment carrément.

Car la solvabilité de la petite bourgeoisie et de l'aristocratie ouvrière s'est réduite en Russie, comme – et pour les mêmes raisons dues à la crise – la capacité des marchés étrangers à absorber la production russe. Et l'industrie automobile n'est pas seule concernée.

Cela se manifeste par un endettement public-privé qui explose. Rien qu'entre 2006 et 2014 il a presque triplé, et si Poutine s'est récemment targué d'avoir un peu réussi à désendetter l'État central, cela ne vaut pas, bien au contraire, pour les régions, les particuliers et surtout les entreprises, dont la dépendance à l'égard du crédit et de ses pourvoyeurs étrangers s'est fortement accrue. Et si elle ne s'est pas plus alourdie, c'est en raison d'une faible participation de l'économie russe à la division internationale du travail, la crise actuelle restreignant d'ailleurs encore plus son insertion dans l'économie mondiale.

Les contrecoups et conséquences de la crise mondiale en Russie se manifestent, pour la population, par un renchérissement des marchandises, qu'elles soient importées ou pas, le retour du phénomène des salaires impayés et des coupes claires dans les budgets sociaux et les sommes allouées centralement au fonctionnement des services publics.

D'où un regain de réactions ouvrières. Elles restent certes isolées mais, c'est nouveau, ne concernent plus seulement les secteurs les plus exploités (BTP) et précaires (les migrants) du prolétariat ni ceux où le soutien de l'État, décisif, a presque disparu avec la fin de l'ère soviétique (métallurgie,

construction de machines-outils, extraction minière, voire transports urbains). Des travailleurs qualifiés d'usines stratégiques (du complexe militaro-industriel) ont mené des grèves cette année, mais aussi des hospitaliers, le personnel des urgences médicales, des enseignants, etc. Chose nouvelle aussi, en tout cas depuis plus de deux décennies, des travailleurs sont venus aux manifestations « officielles » du 1<sup>er</sup> Mai en affichant leurs revendications concrètes, économiques et sociales, dont certaines mettaient en cause les conséquences de la politique des autorités locales ou centrales.

Le pouvoir central, qui avait attaqué de front la population en 2018 en repoussant fortement l'âge de départ en retraite, ce qui lui avait valu trois mois de contestation dans la rue, et surtout un discrédit visible dans de larges couches sociales, et d'abord parmi les travailleurs s'apprête, et pour les mêmes raisons, à lancer une nouvelle attaque contre la

classe ouvrière.

Au prétexte que, selon le Premier ministre Medvedev, « nous vivons dans des conditions nouvelles depuis près de trois décennies (la fin de l'URSS) et que des actes datant de l'ère soviétique restent en vigueur et font très souvent que, tout simplement, le monde des affaires se retrouve pieds et poings liés », le gouvernement s'apprête, selon ses mots, à « passer à la guillotine » près de 20 000 normes réglementant l'activité économique, et en même temps à réduire de façon drastique toutes les possibilités d'inspection officielle du travail et des affaires. Car tout cela « nuit au développement du pays et bride l'économie ».

Ces mesures, comme celles sur les retraites, sont la réponse d'un pouvoir, confronté à l'aggravation de la crise dans le monde et en Russie, qui ne peut plus compter sur la (très relative) embellie économique des années 2000 pour s'acheter une (également relative) paix sociale.

Une réponse aussi brutale

que les méthodes qu'il emploie à nouveau depuis quelques mois dans ses propres rangs, pour resserrer ces derniers, avec la valse des arrestations de responsables à tous les niveaux, y compris des généraux et des ministres. Le prétexte en est la lutte contre la corruption, et les victimes potentielles en sont innombrables tant cette pratique généralisée est consubstantielle à ce qu'est et reste la couche sociale dominante, la bureaucratie : un corps qui n'assure ses privilèges qu'en parasitant l'ensemble de la société. Reprenant une stratégie qu'avaient appliquée ses lointains prédécesseurs staliniens avec les bureaucrates de leur époque, Poutine cherche à s'assurer la fidélité des bureaucrates actuels en les tenant dans une crainte permanente, en espérant que cela assurera au régime une stabilité, que ces dernières années ont mise à mal.

En effet, avec l'aggravation de la crise dont elles aussi subissent les effets, la petite et



la moyenne bourgeoisie des grandes villes ne soutiennent plus autant le Kremlin et son chef que lorsqu'ils lui semblaient garantir le développement des « affaires »... Au contraire, celles-ci devenant plus difficiles, les petits bourgeois supportent encore moins les prélèvements incessants qu'exercent sur le « business » des millions de bureaucrates dont Poutine est et se veut le chef. Et cela, sans que ses campagnes incessantes contre la corruption puissent donner le change, et surtout pas dans les couches aisées et favorisées de la population.

C'est ce qui explique le fait qu'aux municipales de cette année le pouvoir n'ait pas, à la différence de la fois précédente, laissé s'exprimer, même un peu, les candidats de l'opposition « libérale » (la plus ouvertement pro-bourgeoise, celle dont la figure de proue est Alexéï Navalny) et qu'il ait réprimé ou interdit les manifestations de ceux qui exigeaient le droit de choisir leurs candidats aux élections.

Et le pouvoir a été d'autant plus répressif que cette contestation de la petite bourgeoisie urbaine, même si elle reste sur le seul terrain politique de cette classe et dans le cadre choisi par ses leaders, pourrait être vue par d'autres couches et classes sociales comme une brèche dans le régime autoritaire de Poutine, comme une incitation pour la classe ouvrière à le contester au moment où il multiplie les attaques (emplois, conditions de travail, salaires...) contre elle.

En Ukraine, l'élection à la présidence de Vladimir Zelensky, qui apparaissait comme un outsider (par rapport au monde politico-mafieux aux commandes depuis la fin de l'URSS), voire comme un homme neuf, exprime d'abord le profond dégoût de la population de ce pays pour tous ceux qui l'ont gou-



Début 2019, lors du soulèvement au Soudan.

verné en le pillant à qui mieux mieux jusqu'à présent.

Mais cela n'a en rien affaibli les positions ni la rapacité des clans mafieux et bureaucratiques, Zelensky étant d'ailleurs lié à l'un d'entre eux, sinon son poulain.

Cela a au moins semblé, un temps, mettre la nouvelle présidence en meilleure situation pour tenter de sortir de l'impasse sanglante de la guerre dans l'est du pays. Mais à peine Zelensky avait-il esquissé l'ébauche de ce qui pourrait servir de base de discussion avec les clans politico-militaires pro-russes qui contrôlent la majeure partie du Donbass, donc de la base industrielle et minière du pays, que les ultranationalistes ukrainiens, les bandes armées des oligarques qui guerroyaient à l'est et font des affaires autour de cette guerre, sont descendus dans la rue pour dénoncer un président prêt à trahir et à vendre le pays à Moscou.

C'en serait risible, si l'on oubliait les 13000 morts de cette guerre, ses centaines de milliers de personnes déplacées, ses destructions car, au même moment, c'est aux États-Unis, en fait à Trump, que Zelensky, volontaire ou contraint, s'appropriait à vendre ses services contre la reprise de livraisons d'armes pour combattre les pro-russes du Donbass.

Impuissant face à ses oligarques, faible devant les séparatistes qu'arme Moscou, soumis à Washington: il n'y a que contre sa population que le pouvoir ukrainien montrera sa force. Comme ses prédécesseurs. Et pour la même raison: défendre les intérêts des privilégiés et des possédants d'Ukraine, et plus encore ceux des grandes puissances.

## LES PAYS DOMINÉS PAR L'IMPÉRIALISME

Les effets de la crise du capitalisme sont particulièrement dévastateurs dans la partie pauvre de la planète. Par-delà leur grande diversité, ces pays ont en commun d'être sous la domination mondiale de l'impérialisme. « *C'est pourquoi leur développement a un caractère combiné* », pour reprendre l'expression de Trotsky, « *il réunit en lui les formes économiques les plus primitives et le dernier mot de la technique et de la civilisation capitaliste* » (*Programme de transition*).

Il y a évidemment des situations très différentes entre les pays désignés sous le nom de « pays émergents », comme nombre de pays d'Amérique latine ou d'Asie, qui sont semi-développés, mais par là même plus intégrés dans l'économie mondiale dominée par l'impé-

rialisme et donc plus dépendants de celui-ci que les pays plus pauvres encore. Beaucoup de ces derniers sont, pour la plupart, en Afrique, quelques-uns en Asie-Pacifique, mais aussi comme Haïti, dans l'hémisphère américain.

Mais les explosions qui se produisent dans tant de pays situés aux quatre coins de la planète, du Chili au Liban en passant par la Bolivie, ont toutes pour fond commun la dégradation du sort des classes pauvres.

Il n'est pas question de faire le tour de ces explosions qui s'ajoutent à celles du Soudan ou d'Algérie, etc., dont nous parlons par ailleurs. Faute de militants sur place, expression de l'absence d'une internationale révolutionnaire, nous ne pouvons que constater ces explosions, ainsi que leur caractère chaotique et, au fond, désespéré, faute de perspectives.

Derrière la variété des revendications politiques, voire d'absence de revendications politiques autres que le départ des gouvernements corrompus, il y a partout la colère des classes sociales pauvres.

Ce qui se passe en Haïti est une des démonstrations que tant que le prolétariat n'est pas assez organisé pour intervenir sur la scène politique, la colère même tourne en rond et s'épuise dans des affrontements stériles entre cliques politiques par l'intermédiaire de bandes armées.

Nos camarades d'Haïti donneront leur analyse sur la forme que prend la colère dans le pays et sur l'axe politique de leurs activités militantes.

Nos camarades de Côte d'Ivoire rappelleront de leur côté comment se traduit concrètement le programme de la révolution permanente dans les conditions de ce pays et com-

ment, dans l'activité politique quotidienne, même d'un embryon d'organisation, les perspectives communistes révolutionnaires sont mêlées avec des aspects d'un programme démocratique révolutionnaire (contre l'ethnisme, contre les nombreuses survivances du passé, dans la réalité sociale comme dans les têtes, ressuscitées par le colonialisme).

La crise du capitalisme peut prendre un tour plus violent encore dans la période qui vient. *Le Monde* du 4 octobre 2019 titrait : « Le piège de la dette se referme sur les pays pauvres ». Il précisait que l'endettement des pays en développement « a crû de 5,3 % à 7 810 milliards de dollars. La situation est particulièrement préoccupante dans les 76 pays les plus pauvres de la planète. Leur niveau d'endettement extérieur a doublé depuis 2009 [...] et a même bondi au cours de cette période de 885 % en Éthiopie, de 395 % au Ghana et de 521 % en Zambie. » Toujours selon *Le Monde* : « De ce fait, les économies des pays pauvres sont devenues plus dépendantes des politiques monétaires des pays riches sur lesquelles elles n'ont aucune prise. Dès lors, elles sont plus vulnérables aux chocs extérieurs. » *Le Monde* cite à son tour un porte-parole de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced) : « La dette n'est plus un instrument financier de long terme servant la croissance des pays en développement, mais un actif financier risqué soumis aux intérêts à court terme des créanciers. »

Le capitalisme pourrissant ne laisse pas d'autre avenir proche aux masses pauvres de ces pays que de crever littéralement de faim pour que s'enrichisse encore plus cette minorité de très gros capitalistes

qui spéculent sur la dette de leur pays.

Aussi variés que soient les différents pays arriérés du point de vue de leur développement, aussi variés sont leurs prolétariats. Dans certains de ces pays, la classe ouvrière avait une longue tradition de lutte. Dans d'autres, la classe ouvrière est récente, sans tradition et parfois noyée dans un vaste sous-prolétariat.

La responsabilité du stalinisme est écrasante dans la dégénérescence de l'Internationale communiste, achevée par sa dissolution. Au début du prolétariat et de ses premiers combats, les idées et les politiques se transmettaient de proche en proche, de pays en pays, le prolétariat de chaque pays étant instruit par les expériences bonnes ou mauvaises du pays voisin. Le stalinisme a représenté une rupture brutale. Il a dénaturé de différentes manières les idées communistes dans les pays arriérés où le prolétariat avait un certain développement (Chine, Vietnam, etc.). Dans les autres, il n'a plus rien transmis, à part des insanités qui, toutes, tuaient dans l'œuf la possibilité d'une prise de conscience de classe.

Dans nombre de pays où la situation est explosive, le prolétariat aura à refaire le chemin de son émancipation. Mais il se relèvera !

Ce qu'on peut souhaiter est qu'apparaissent des militants issus de la classe ouvrière ou des intellectuels qui renouent avec la tradition révolutionnaire et se mettent au travail sur la base du marxisme. Aussi limitées que soient nos forces, nous avons le devoir de les aider de la seule façon possible : transmettre au mieux les idées communistes révolutionnaires.

25 octobre 2019



## Situation intérieure

**La situation intérieure est toujours marquée par les reculs sociaux et politiques du monde ouvrier et de toute la société.**

Bas salaires, cadences et rythmes de travail, flexibilité imposée, suppressions d'emplois : face à la crise de son système économique, la classe capitaliste mène une guerre brutale aux travailleurs. Elle profite aussi du rapport de force qui lui est favorable pour étrangler les indépendants, les autoentrepreneurs, agriculteurs, artisans et commerçants.

Pour lui faciliter la tâche, Macron a mené toute une série de réformes au pas de charge : ordonnances travail, libéralisation du chemin de fer et fin du statut des cheminots, baisse des allocations-chômage. Il a accordé au grand patronat plusieurs milliards de cadeaux : transformation du CICE en baisses de cotisations pérennes, défiscalisation des heures supplémentaires, baisse de l'impôt sur les sociétés, suppression de l'impôt sur la fortune, etc. ; opérant ainsi un vaste transfert de l'argent public vers les coffres-forts de la bourgeoisie.

Un des aspects les plus frappants de ce recul est la régression des services publics, symbolisée par la grande tension qui règne sur les services d'urgence, les Ehpad et les hôpitaux en général. Les services publics ont toujours été organisés par et pour la bourgeoisie, pour ses intérêts et pour ses affaires. Le

service postal, les chemins de fer d'État ont d'abord répondu aux besoins de la classe capitaliste, ce qui faisait dire au socialiste Paul Lafargue, dans les années 1890, que les services publics s'apparentaient à du « *communisme à usage bourgeois* ». Conçus pour répondre aux besoins de la bourgeoisie, la santé publique, la protection sociale, l'éducation nationale, les transports publics... ont toutefois représenté de réels progrès pour les exploités. Dans les pays riches comme la France, ils constituent une composante essentielle du niveau de vie des plus pauvres.

Le recul lent mais continu, voire la disparition de ces services publics dans les quartiers populaires et en milieu rural, est mesurable partout, avec la fermeture de dispensaires, de centres de protection infantile, de maternités de proximité, la disparition d'éducateurs de rue... Cela s'ajoute aux ravages du chômage, au recul des organisations ouvrières, et laisse les populations de plus en plus démunies. C'est particulièrement dramatique dans les cités populaires où des bandes de dealers et de délinquants occupent le terrain et pourrissent la vie des habitants en faisant régner un climat de violence et en imposant leur propre loi.

Ces reculs matériels pèsent sur l'état d'esprit des travailleurs et, plus encore, sur leur vision de la société. Les milieux bourgeois ou petits-bourgeois sont nourris depuis toujours aux préjugés antiouvriers sur les assistés, les chômeurs, les fonctionnaires et autres « travailleurs privilégiés ». Ces idées constituent les armes idéologiques de la bourgeoisie dans la lutte de classe. Les premiers partis ouvriers s'étaient construits en les combattant et en armant la classe ouvrière d'une conscience de classe sur le terrain politique. Mais en s'intégrant à la société et à l'État bourgeois, ils ont eux-mêmes démoli ce qu'ils avaient bâti. Aujourd'hui les préjugés de la bourgeoisie ont libre cours dans le monde ouvrier.

Recul des solidarités ouvrières, montée de l'individualisme, montée de l'extrême droite, repli dans le communautarisme et la religion forment la mécanique idéologique d'un engrenage infernal. Ceux qui, dans le monde ouvrier, y résistent, sont de moins en moins nombreux. Les quartiers populaires sont les premiers confrontés à la désagrégation de la société, et c'est sur cette base que prospèrent les projets réactionnaires des intégristes religieux de tous bords.

Avec leur projet dictatorial sur toute la société, l'islamisme politique et sa variante terroriste constituent un danger pour les travailleurs. Pour minoritaires qu'ils soient, ils exercent, avec l'extrême droite, une pression croissante sur toute la société à laquelle ne résistent guère les idées tout simplement humanistes.

Le rejet de l'immigration, la promotion de l'identité nationale et les idées protectionnistes, pendant économique du nationalisme, constituent des poisons pour la conscience de classe. Ces idées, qui ont toujours existé dans les milieux ouvriers, avaient été combattues consciemment par la fraction révolutionnaire du mouvement ouvrier. Le PCF a non seulement arrêté de les combattre, mais il a contribué à les propager avec sa politique nationaliste, voire chauvine, dont le « produisons français ». Aujourd'hui ces idées progressent et divisent le monde ouvrier.

Le glissement politique vers des idées de plus en plus rétrogrades se traduit dans les rapports de force politiques. Avec 23,3%, le RN est arrivé en tête des européennes en mai 2019. Et si on y ajoute les petites listes d'extrême droite, celles de Dupont-Aignan, Renaud Camus, Philippot... cela porte le score global de l'extrême droite à près de 30%.

Ce scrutin a confirmé l'ancrage électoral de Le Pen dans les couches populaires. Malgré la forte abstention dans les quartiers ouvriers, le RN a retrouvé 66% de son électorat de la présidentielle de 2017 et a gagné 500 000 voix par rapport aux élections européennes de 2014. Les projections faites pour les municipales à partir de ces résultats lui sont très favorables dans de nombreuses petites villes ouvrières puisque *Le Monde* a recensé 193 communes de plus de 3 500 habitants où le RN a dépassé les 40%



À Calais, la police détruit un campement de migrants, le 10 janvier 2019.

aux européennes, essentiellement dans le Nord, le Pas-de-Calais et le pourtour méditerranéen, et qu'il peut emporter en mars 2020 : Calais, Beaucaire, Le Luc, etc.

Avec des scores de 6,19% pour le Parti socialiste et de 8,48% pour Les Républicains, aux européennes, les deux piliers de l'alternance gauche droite se sont effondrés. Macron progresse donc dans son projet d'enterrer le vieux système d'alternance. Mais dans le tête-à-tête qu'il a instauré avec le RN, Macron recule au profit de ce dernier, puisque LREM n'est arrivé qu'en seconde place et n'a retrouvé que 56% de ses électeurs de 2017. Loin de servir de rempart à l'extrême droite, il renforce Le Pen et les idées réactionnaires qui vont avec.

La base électorale de La République en marche s'est réduite et droitisée. Macron et la macronie seront-ils capables de l'élargir à nouveau en gagnant des grandes villes aux prochaines municipales ? Cela passera-t-il par des listes LREM et des maires LREM ou par des alliances diverses et variées ? C'est tout l'enjeu de ces prochaines élections du point de vue du personnel de la bourgeoisie.

La période d'instabilité politique ouverte avec l'effondre-

ment des partis sur lesquels la bourgeoisie s'appuyait depuis des décennies est loin d'être refermée. En 2017, l'élection de Macron a offert à la bourgeoisie une solution de rechange immédiate. Après deux ans et demi de pouvoir, on mesure sa fragilité.

Macron avait pour mission de ressusciter de nouvelles illusions vis-à-vis du personnel politique de la bourgeoisie et de redorer le blason des institutions et de l'État, de façon qu'ils continuent de jouer leur rôle de tampon dans la lutte de classe. Cela a donné lieu à toute la mystification médiatique des premiers mois de sa présidence autour de la nouvelle façon de faire de la politique, le nouveau rôle de la société civile... cinéma qu'il continue de jouer en déclinant le grand débat à toutes les sauces.

La méfiance populaire vis-à-vis de Macron existait avant même son élection, elle a été confortée par sa politique. Elle s'étend même à la parole politique en général et même à l'appareil d'État. La population refuse désormais de croire sur parole les représentants de l'État contre lesquels elle a développé une méfiance quasi instinctive comme on l'a vu avec le récent incendie de l'usine Lubrizol à Rouen. Cette

méfiance vient de loin puisque toutes les affaires autour de l'amiante, du Mediator, du dieselgate y jouent leur rôle. Mais dans ce mécanisme de perte de confiance, la crise économique joue aussi un rôle majeur.

La crise du capitalisme souligne l'impuissance des politiques et des États, ne serait-ce que pour empêcher les fermetures d'usines et la désindustrialisation que tous les politiciens dénoncent. La crise est aussi à l'origine des économies drastiques imposées aux services publics car les profits que la bourgeoisie ne trouve plus dans l'extension des marchés, elle les assure en parasitant toujours plus les caisses de l'État. La politique de la bourgeoisie qui consiste à faire payer la crise aux classes populaires aboutit à creuser toujours plus le fossé entre les classes populaires et l'État.

Cette déconsidération de l'État est une menace pour la bourgeoisie. Sa domination et la société de classe ne tiennent pas seulement par la brutalité et la violence étatiques. Elles reposent aussi sur une autorité admise et respectée du fait que l'État facilite la vie sociale en organisant l'éducation, la santé, la justice et la sécurité. Cette confiance dans ce que

les défenseurs de l'ordre bourgeois présentent comme les piliers de la République est de plus en plus minée. La police, déjà décriée avec les violences policières vis-à-vis des jeunes des quartiers populaires, mais dont le rôle répressif dans le mouvement des gilets jaunes a touché bien plus de monde, suscite une méfiance beaucoup plus large.

La personnalité de Macron, sa morgue, le mépris qu'il a affiché à de multiples reprises, font de lui la figure irritante au plus haut point. Macron ne joue cependant là que le second rôle quand la crise tient le rôle principal.

*Le Figaro* a élaboré un baromètre de la protestation électorale. Rendu public le 10 octobre, il indique un niveau de rejet inédit. En vue de la présidentielle de 2022, trois Français sur quatre seraient tentés de s'abstenir, voter blanc, voter pour Marine Le Pen ou Jean-Luc Mélenchon voire pour Nicolas Dupont-Aignan ou un candidat du NPA (LO n'apparaissait pas dans le questionnaire...). « *Les signes électoraux qui expriment une contestation, un refus de l'offre politique établie, une colère, un rejet radical du système sont au plus haut point... Cette forme de dissidence électorale n'est pas nouvelle, mais après deux ans et demi de macronisme, la fracture s'est élargie...* » Et l'expert du *Figaro* de poursuivre sur la menace que constituerait l'élection de Le Pen à la présidentielle: « *L'élection en France d'un président populiste, par exemple Marine Le Pen, pourrait ouvrir une crise de l'Union européenne, de l'euro, une paupérisation radicale des Français. Dans le monde d'aujourd'hui ce serait une aventure! Une élection a pour fonction de faire exister la confrontation dans la pluralité, mais cela ne saurait aller jusqu'à mettre en péril la nation qui l'organise.* »

L'inquiétude exprimée par

l'expert du *Figaro* reflète sans doute celle d'une fraction de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie. La possibilité de l'accession du RN au pouvoir pose encore problème à la classe capitaliste qui n'a pas avec les politiciens du RN les mêmes liens de confiance et de complicité qu'elle a naturellement établis avec le personnel politique réuni autour de Macron. Mais établir de tels liens n'est peut-être qu'une question de temps.

Le RN a mis en avant une nouvelle génération qui ne se distingue guère des politiciens responsables et respectueux des intérêts de la bourgeoisie et de son système. Ils ne se singularisent même plus par leur démagogie anti-immigrés et antimusulmans, vu la droitisation de l'ensemble du monde politique.

C'est en effet Macron qui a parlé de société de vigilance. C'est Castaner qui a parlé de la barbe et du voile comme de « signaux faibles » de radicalisation. C'est Stanislas Guérini, le délégué général de La République en marche, qui a relayé le mensonge selon lequel l'Aide médicale d'État finançait des prothèses mammaires. Et tous de défendre l'idée que l'immigration est un problème, reprenant les thèmes et les mots du Rassemblement national.

L'ostracisme dont pâtit Le Pen, interdite de participer aux obsèques de Chirac, n'est plus, depuis longtemps, qu'une affaire de rivalité électorale. La politique protectionniste brandie par le RN a pu faire peur à certaines fractions du grand patronat, mais, guerre commerciale oblige, le protectionnisme, assumé ou non, est de nouveau une arme majeure dans la guerre concurrentielle.

Le RN est un parti parfaitement intégré au système bourgeois. Il ne pose pas le problème qu'ont pu poser les partis ouvriers à la bourgeoisie. Les partis ouvriers s'étaient construits



sur une politique de lutte de classe et ils étaient alors susceptibles de subir la pression d'une classe ouvrière combative. Même après le changement de cap de la social-démocratie visible au travers de la trahison de 1914 et de l'union sacrée, il a fallu le contexte de la grève générale et des occupations d'usines de 1936 pour que la bourgeoisie se résolve à faire appel à Blum. Puis il a encore fallu des décennies pour faire du PS un parti de l'alternance, c'est-à-dire capable de constituer une majorité. Cela s'est fait avec Mitterrand, qui aura été le premier, après le départ du PCF du gouvernement en 1947, à réintroduire des ministres communistes au gouvernement. Et ce n'est qu'une fois au pouvoir, alors que les socialistes faisaient la preuve, avec les communistes, de leur capacité à mener une politique antiouvrière, qu'ils ont vraiment rassuré la bourgeoisie et se sont élevés au rang du personnel établi de la bourgeoisie.

L'élection de Le Pen pourrait ne pas plaire à la bourgeoisie, mais elle la tolérera comme elle tolère ailleurs des populistes du genre de Trump, car avec le RN, la bourgeoisie n'a aucun doute à avoir : ce sont bien ses intérêts qui continueront à guider le pouvoir. Le RN a toujours été un parti antiouvrier, hostile aux syndicats et à la classe ouvrière organisée. Son ancrage récent dans les classes populaires ne le lie ni aux intérêts de classe des travailleurs ni aux combats qu'ils peuvent mener sur ce terrain.

En étant le principal réceptacle politique de la rage populaire, le RN joue d'ores et déjà un rôle utile de soupape pour tout le système. Il perpétue les illusions électoralistes et contribue à faire rentrer la contestation dans le cadre du jeu politique bourgeois de sorte qu'elle ne s'exprime pas sur le terrain plus dangereux des



Point de rassemblement des gilets jaunes à Auch, le 20 décembre 2018.

luttons sociales.

La stratégie du RN est électoraliste, mais ceux qu'il influence peuvent suivre une autre voie et le déborder. Les attentats et les réponses toujours plus sécuritaires et liberticides qu'y apporte le gouvernement participent d'un climat d'état de guerre et d'une situation qui a sa propre logique et que personne ne maîtrise. Les diverses campagnes anti-immigrés et antimusulmans du RN et de tous ceux qui lui courent après sont à visées électorales, mais elles peuvent ouvrir la voie à des forces prêtes à agir en dehors des institutions. On l'a vu avec les militants de Génération identitaire qui ont organisé des patrouilles contre les migrants à la frontière franco-italienne.

L'intervention de l'élus RN Julien Odoul au conseil régional de Bourgogne, qui a conduit à chasser de l'hémicycle une femme voilée, a été peu appréciée des autres dirigeants RN mais elle donnera peut-être à d'autres des idées d'action directe du même type. L'attentat commis contre la mosquée de Bayonne par un Claude Sinké, ex-candidat FN notoirement raciste et xénophobe, est déjà à mettre sur le compte de cette ambiance.

On ne voit pas, pour l'instant, de mouvements de masse organisés dans ce sens, mais les troupes potentielles existent, que ce soit dans la petite bour-

geoisie ou dans les classes populaires à commencer par les plus marginalisées. Parmi tous ceux qui se sont mobilisés dans le cadre du mouvement des gilets jaunes, une fraction ne s'est pas gênée pour afficher son racisme et le rejet des migrants. Personne ne peut garantir que demain, il n'y aura pas d'autres Claude Sinké. La menace autoritaire et fasciste reste inscrite dans la période.

Comme l'a montré le mouvement des gilets jaunes, le cours réactionnaire de la société, la crise du mouvement ouvrier et le rapport de force social et politique défavorable aux travailleurs n'empêchent pas les réactions sociales.

Cette mobilisation, qui a marqué toute l'année, a résumé les contradictions de la situation actuelle, tout ce qu'elle recèle de possibilités comme de menaces. Elle a démontré les capacités de mobilisation des catégories les plus écrasées du monde du travail, ouvriers de petites entreprises, aides à domicile, mères de famille, retraités, chômeurs, petits artisans et commerçants. En même temps, elle a souligné l'absence des gros bataillons de la classe ouvrière puisque les travailleurs des grandes entreprises sont restés, dans leur grande majorité, l'arme au pied. Quand ils se sont joints à la contestation des gilets jaunes, ils l'ont fait en francs-tireurs.

La classe ouvrière concentrée et organisée dans les grandes entreprises n'a pas cru dans ses propres forces et ne s'est pas lancée dans le combat, quand ceux qui avaient le moins de possibilités et de prise sur le grand patronat ont témoigné pendant plusieurs mois de leur volonté de se battre.

Que les travailleurs les plus éloignés des organisations syndicales et politiques du mouvement ouvrier se soient lancés les premiers dans le combat n'est paradoxal qu'en apparence. Les exploités des grandes entreprises sont bien sûr toujours capables de s'unir, de s'entraîner et de faire masse comme l'a montré la grève réussie de la RATP du 13 septembre. Mais ce sont ces troupes, les plus importantes et les plus organisées, qui ont aussi le plus de chaînes. L'une de ces chaînes est constituée par leurs propres syndicats.

Beaucoup de travailleurs ne s'imaginent pas, pour le moment, engager le combat sans leur syndicat ou avec des syndicats divisés. Ils sont attentistes et à la remorque de ce que les dirigeants syndicaux peuvent leur proposer. Les bureaucraties syndicales pèsent bien plus sur la classe ouvrière qu'elles ne pèsent sur toute une série de corporations où les traditions syndicales sont moindres. Loin de jouer un rôle moteur, les syndicats canalisent, détournent et étouffent l'expression de la colère ouvrière.

Non soumis à cette tutelle, le mouvement des gilets jaunes a permis à la colère brute de s'exprimer et il a fait preuve d'inventivité, de spontanéité et d'une capacité d'organisation que l'on n'avait pas vues depuis longtemps.

Les gilets jaunes ont sans aucun doute acquis une expérience politique, à commencer par celle de la répression et du rôle des forces de police. Ici et là, ils se sont aussi confrontés

directement à la morgue des politiciens.

Leurs revendications sont restées confuses, voire contradictoires. Il y avait la volonté d'améliorer le pouvoir d'achat sans revendication nette sur les salaires et sans s'en prendre directement au patronat. Il y avait cet appel aux référendums permanents tout en revendiquant les vertus de l'apolitisme. Il y avait la dénonciation des inégalités, mais pas de l'exploitation capitaliste et encore moins de la propriété privée des moyens de production. Il y avait la volonté de bloquer le pays sans poser la question de la grève.

Toutes les luttes un peu massives sont des situations complexes où les intérêts de différentes catégories sociales s'entremêlent et entrent en contradiction. Dans le contexte de recul politique actuel et en l'absence de luttes dans les entreprises, il était difficile voire impossible pour les gilets jaunes, constitués majoritairement d'exploités, d'exprimer une politique de classe, c'est-à-dire la conscience de la classe sociale à combattre et des armes à utiliser.

Mais à partir de ses propres combats sur son terrain de classe, c'est-à-dire dans les entreprises, la classe ouvrière peut reconstruire les repères, les valeurs et les traditions de la lutte de classe qui seules ouvriront des perspectives aux exploités et à toute la société. L'entrée en lutte de la classe ouvrière contre le grand patronat sera un élément décisif pour l'avenir.

Depuis la rentrée et plus encore depuis la grève de la RATP, le gouvernement redoute une nouvelle éruption de colère. Avec le mouvement des gilets jaunes, les dirigeants politiques ont découvert que le monde ouvrier ne se résumait pas aux syndicats et encore moins à leurs chefs syndicaux. Ce mouvement, spectaculaire par sa

forme, les a surpris et leur a fait prendre conscience que l'explosion de colère ne s'annoncerait pas. Et même si l'écrasante majorité des travailleurs n'est pas entrée dans l'action, ces dirigeants politiques savent qu'elle s'est reconnue dans les préoccupations des gilets jaunes. Désormais, ils scrutent à la loupe la moindre expression de colère.

Tous les observateurs de la vie politique relèvent le « climat social électrique » ou la « fébrilité sociétale » qui donnent des « sueurs froides » au gouvernement. Dans ces expressions, ils mélangent toutes les contestations. Non seulement les réactions des travailleurs où l'agitation autour des services d'urgences est en bonne place, mais aussi la grogne des agriculteurs, les manifestations écologiques, animalistes, antispécistes ou encore les manifestations des policiers et des pompiers...

Ces mobilisations participent en effet d'un même climat contestataire mais elles portent des perspectives politiques différentes voire opposées. Cette situation peut déboucher sur le meilleur, une remontée des luttes ouvrières, comme sur le pire, avec le renforcement de la pression sécuritaire et anti-immigrés. Pour l'instant aucune catégorie sociale ne s'est réellement lancée dans un combat déterminé, et toute la question est ce qui se passera du côté du monde du travail.

La démonstration de force des salariés de la RATP le 13 septembre ainsi que les récentes mobilisations à la SNCF sont les signes d'une reprise de combativité dans certains secteurs de la classe ouvrière. Le mouvement collectif de droit de retrait à la SNCF et la grève des ouvriers de maintenance de Châtillon sont des réactions d'autant plus marquantes qu'elles sont venues de la base; une base qui a laissé éclater son ras-le-bol sur ses conditions de

travail et s'est mise en grève, sans être retenue par les déclarations administratives et le délai de 48 heures que la loi sur le service minimum leur a imposé ces dernières années dans le but de juguler les grèves.

C'est dans cette ambiance que tombe le 5 décembre, journée de grève interprofessionnelle sur les retraites appelée par la CGT, FO, FSU, Solidaires et des organisations de jeunesse. Quel sera son succès? Cette grève sera-t-elle reconduite, comme certains le laissent entendre, à la RATP et à la SNCF? Quelle sera la profondeur de cette combativité? Est-ce que les travailleurs de ces secteurs seront capables d'aller au-delà des limites étroites que les syndicats poseront? Quelles chances y a-t-il que ces mobilisations soient un succès et s'élargissent? On peut trouver autant d'arguments dans un sens que dans l'autre, alors nous n'allons pas spéculer sur les possibilités de connaître une remontée des luttes ouvrières dans les semaines ou les mois à venir.

Mais à partir du moment où l'ambiance change, ne serait-ce qu'un peu, tout peut se précipiter et il nous faut réfléchir aux stratégies des uns et des autres et être à l'affût de la moindre variation de l'état d'esprit des nôtres.

Il n'est pas impossible que des confédérations syndicales poussent pour mieux encadrer les secteurs les plus combatifs. On l'a déjà vu, par exemple en 1995, où ces mêmes confédérations avaient contribué à généraliser le mouvement à toute la fonction publique. De son côté, le gouvernement fait tout son possible pour désamorcer la contestation, que ce soit à la RATP ou à la SNCF. Il envisage d'actionner «la clause du grand-père», c'est-à-dire de ne pas toucher aux régimes spéciaux pour les salariés déjà en poste. Que lâchera-t-il vraiment? Quelle sera sa marge de manœuvre?

Nous n'aurons de réponse à toutes ces questions qu'au fur et à mesure des échéances et de la dynamique de luttes qui s'enclenchera ou ne s'enclenchera pas. Dans tous les cas, nous devons militer dans l'optique d'une remontée ouvrière et nous mettre en ordre de marche pour saisir la moindre opportunité.

Notre objectif est de défendre les idées communistes révolutionnaires dans un contexte où ces idées et même les repères et les valeurs les plus élémentaires du mouvement ouvrier ont disparu. Il est de faire surgir et de former une génération de militants ouvriers qui, sur la base de ces idées, pourront gagner la confiance de leurs camarades

de travail et auront de l'influence et suffisamment de crédit parmi eux pour être en situation de leur proposer une politique quand la classe ouvrière entrera en lutte.

Les militants révolutionnaires ne peuvent réellement gagner la confiance et acquérir de l'autorité qu'en étant capables de proposer une politique aux grèves qui entraînent des dizaines, des centaines, voire des milliers de travailleurs. Les efforts que l'on fait pour s'entourer et gagner la confiance et le soutien de plusieurs dizaines de travailleurs au jour le jour, dans les prises de position quotidiennes, nous donneront peut-être demain la possibilité de jouer ce rôle dirigeant.



Il faut saisir toutes les opportunités que l'on a et, dans l'hypothèse d'une remontée des luttes, il y en aura de nombreuses. Sinon, il nous faudra créer ces opportunités à partir de toutes les petites choses qui se passent, pour construire des réseaux et des points d'appui, pour se faire reconnaître comme des militants dévoués aux intérêts des travailleurs sur les bases de nos idées communistes révolutionnaires. L'enjeu est de tisser des liens nouveaux et de renforcer ceux que nous avons déjà dans les entreprises.

La même préoccupation de nous lier à la classe ouvrière nous a conduits à nous lancer dans la préparation des municipales qui auront lieu en mars 2020. Des listes représentant le camp des travailleurs donneront la possibilité aux travailleurs conscients d'exprimer leurs intérêts de classe. Elles donneront la possibilité à tous ceux qui l'acceptent en se portant candidats, de s'organiser pour construire le camp des travailleurs dans leur ville.

Notre objectif est de déployer le maximum de nos forces. Il s'agit là de nous lier avec des femmes et des hommes du monde ouvrier « de l'extérieur », puisque nous prenons contact avec eux non pas dans les entreprises mais chez eux, en allant frapper à leur porte. Il est évident que là aussi une remontée des luttes multiplierait nos possibilités. En attendant, il s'agit d'une activité riche pour tous ceux qui s'y sont engagés et d'une tâche indispensable pour tenir dans cette période de recul politique.

En conclusion, nous devons travailler en direction de la classe ouvrière à partir des po-

sitions que l'on a dans les entreprises et des moyens militants que l'on peut se donner. Nous le faisons sur la base des idées communistes révolutionnaires, c'est-à-dire avec la certitude que l'avenir de la société dépend de l'intervention consciente de la classe ouvrière.

Aucune réponse ne peut être trouvée aux fléaux qui ravagent la société, que ce soit la crise économique, la crise sociale ou la crise écologique, sans l'intervention consciente de la classe ouvrière.

Une partie de la jeunesse semble retrouver le chemin de l'engagement autour des questions de l'écologie, du féminisme, du respect des animaux, etc. Cette attirance s'est reflétée dans les très bons scores des écologistes aux européennes et dans le succès d'organisations comme Extinction rébellion. Pour légitimes qu'elles soient, ces mobilisations seront incapables de contrer l'évolution individualiste et réactionnaire de la société tant qu'elles ne poseront pas le problème en termes de lutte de classe.

Malgré toutes les bonnes volontés, on ne sauvera ni le climat ni la planète sans remettre en cause la minorité capitaliste qui dirige l'économie et constitue le principal obstacle pour l'organiser rationnellement et faire en sorte qu'elle respecte les hommes et la nature. La question centrale que pose la préservation de la planète, c'est d'enlever le pouvoir à cette classe capitaliste irresponsable. C'est d'exproprier ces grands groupes, ces multinationales, et de gérer ces immenses moyens collectivement. Seule la classe ouvrière, qui est au cœur du système capitaliste et qui n'a

à perdre que ses chaînes, peut pousser la contestation du système jusqu'à le renverser. Seule la classe ouvrière, qui est au cœur de la production capitaliste et qui n'a aucun lien avec la propriété bourgeoise, est capable d'impulser une autre économie collective organisée pour répondre aux besoins de tous. Il dépend d'elle, de son action et de sa conscience, d'offrir une issue à la crise et au pourrissement du capitalisme dans tous les domaines. Encore faut-il qu'émerge un parti défendant cette perspective et qui soit capable de gagner, sur cette base, la confiance des travailleurs.

En 1938, alors qu'une nouvelle étape de la crise frappait de plein fouet la classe ouvrière américaine, Trotsky répondit ainsi à un syndicaliste américain qui lui demandait des solutions et la perspective pour l'avenir : « *La bourgeoisie qui possède les moyens de production et du pouvoir d'État a mené l'économie dans une impasse totale et sans espoir. Il faut déclarer la bourgeoisie débitrice insolvable et que l'économie passe entre des mains honnêtes et propres, c'est-à-dire aux mains des ouvriers. Comment y parvenir ? Le premier pas est clair : tous les syndicats doivent s'unir pour créer leur Labor Party.* »

Contre l'impasse mortelle que constitue le capitalisme pour toute la société, les seules perspectives sont celles d'un pouvoir ouvrier. Il ne peut s'imposer qu'au cours d'une crise révolutionnaire dans laquelle la classe ouvrière aura construit son parti révolutionnaire. Il nous revient de poser les bases de ce parti.

7 novembre 2019



## Discussions sur les textes d'orientation (extraits)

### La crise de l'économie capitaliste

#### GUERRE COMMERCIALE ET PROTECTIONNISME

Des questions tournant autour du protectionnisme sont revenues dans des formes diverses dans plusieurs assemblées locales.

« Pourquoi dit-on des mesures protectionnistes qu'elles "tiennent autant du bluff que de la réalité" ? » Le bluff fait partie de la réalité. Le grand champion de boxe Mohamed Ali était réputé autant pour la puissance des coups qu'il portait que pour ses feintes : les deux faisaient partie du même combat. Alors, bluff ou réalité ? Les deux s'entremêlent avec une grande variété de conséquences possibles, suivant les entreprises. Lorsqu'en réponse à la taxation modeste des Gafa (Google, Apple, Facebook, Amazon, les multinationales américaines de l'informatique et du commerce en ligne), Trump annonce des taxes sur le roquefort ou le champagne, un certain nombre d'entreprises de ces secteurs qui exportent vers les États-Unis risquent d'y laisser une partie de leurs profits ou de se casser la figure. La réciprocité n'est certainement pas vraie pour Google ou Amazon.

Quant au camarade qui, dans une AG, dit qu'il faudrait « tran-

cher » si c'est plutôt du bluff ou plutôt la réalité, il trouverait sans doute auprès des Douanes des documents sur les centaines ou milliers de produits concurrents qui sont impliqués dans la guerre commerciale, ou qui peuvent l'être. Encore faut-il que les documents soient à jour, car cela peut changer au jour le jour en fonction de la situation ou... du dernier tweet de Trump !

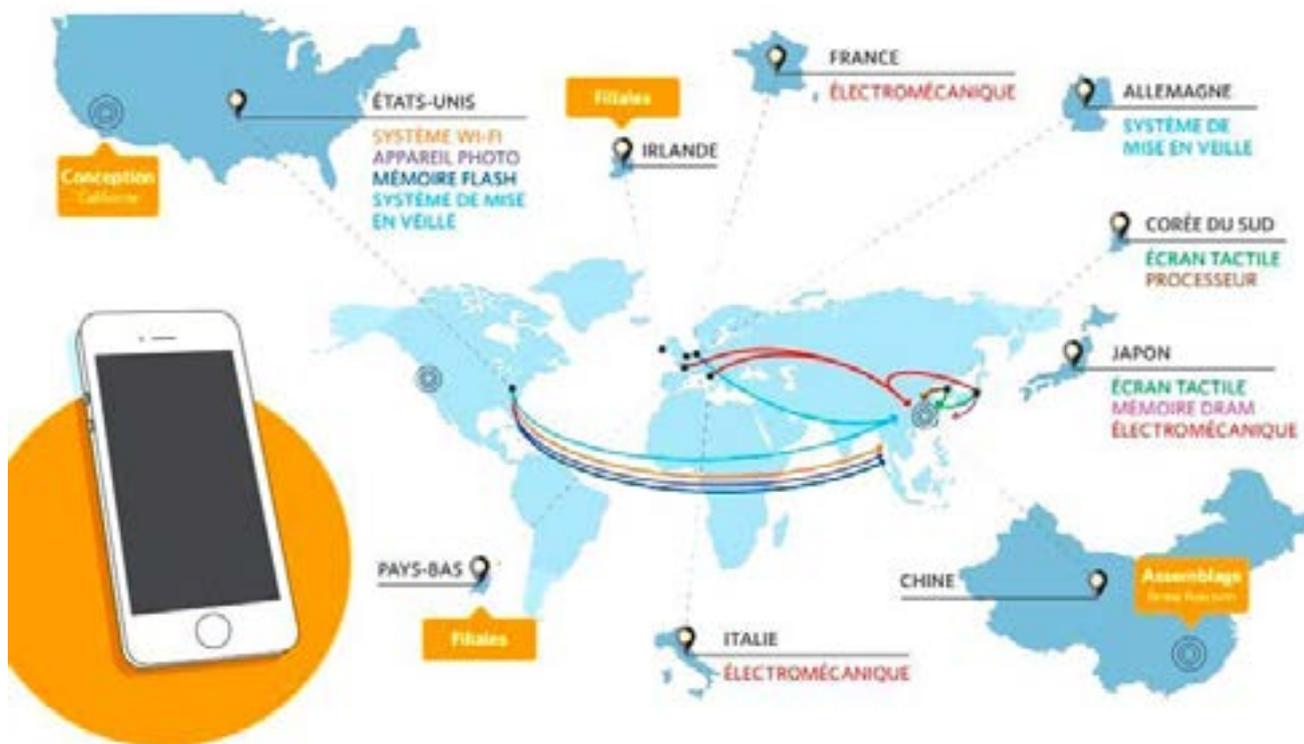
Un autre camarade constate qu'« il y a de plus en plus d'imbrications entre les économies des États-Unis et de la Chine », considère que « cela semble contradictoire » avec les mesures protectionnistes. Cela l'est en effet. C'est bien le problème d'une économie capitaliste mondialisée : la fabrication d'un ordinateur, d'un smartphone, d'un avion ou d'une vulgaire automobile implique que les différentes pièces d'un même processus de production traversent plusieurs frontières ou plusieurs fois la même frontière ! Les taxations à chaque traversée de frontière, les quotas, n'arrangent pas vraiment les affaires des multinationales.

Et puis, pour reprendre l'exemple cité dans le texte, la rivalité entre Boeing et Airbus : comment protéger Boeing contre Airbus sans nuire en même temps aux grandes com-

pagnies aériennes américaines qui achètent aux deux ? Comment le protéger, si une partie de sa production se trouve en Europe et s'il fait appel à des sous-traitants européens ? C'est ce qu'on appelle se tirer une balle dans le pied... En réalité, toute une partie des mesures protectionnistes sont ponctuelles et font partie d'après négociations qui tiennent du poker menteur, avec leur côté : « Si tu me menaces dans un domaine, je rétorquerai dans un autre domaine. Si ton avionneur bénéficie de trop de soutien de ton État ou, pour l'Europe, de tes États, je vais taxer le beaujolais et le camembert. »

Avec cet exemple, on met le doigt sur un tout autre problème. Les États-Unis, c'est un seul État, qui a déjà bien du mal à déterminer où résident les secteurs à protéger de son économie. Mais comment faire pour l'Union européenne, cette alliance d'États, dont les entreprises dans bien des secteurs sont concurrentes entre elles ?

La presse a récemment commenté une demande de 14,3 milliards d'euros de l'Agence spatiale européenne, adressée aux institutions européennes, en la justifiant par la nécessité de rester compétitive face à la concurrence américaine et chinoise. Eh oui, le



Une production mondialisée, pour les profits de la multinationale américaine Apple.

malheureux lanceur Ariane, dont la version 5 a si bien marché pendant longtemps, va être concurrencé notamment par le Space X du milliardaire américain Elon Musk, soutenu à mort par l'État américain ! Mais voilà, à la réunion pour décider de cette subvention, 22 pays d'Europe étaient représentés, chacun, par un ministre. Comme le soulignaient *Les Échos* (27 novembre), « les marchandages entre ministres de différents pays étaient rudes, chacun apportant son soutien en fonction du seul critère du "retour géographique" ». C'est-à-dire : OK pour les milliards demandés, mais je veux des retombées chez moi. Résultat : des subventions accordées pour des productions inutiles ou en double. Et, rien qu'à cause des marchandages, Ariane a déjà bouffé sa compétitivité future. Eh oui, derrière Elon Musk, il n'y a qu'un seul État, tandis que les États européens sont en concurrence entre eux.

C'est dans ce sens que les bluffs font tout autant partie de la guerre commerciale que les mesures protectionnistes à

proprement parler. Mais le résultat de ce petit jeu, c'est qu'il entretient un climat d'incertitude qui est une des expressions de la crise de l'économie capitaliste.

### MARCHÉS SATURÉS ET TAUX NÉGATIFS

Autre question discutée : « Comment les États peuvent-ils investir dans la production, alors que le marché est saturé ? » C'est précisément parce que le marché est saturé, c'est-à-dire parce que les entreprises privées ne peuvent pas vendre avec du profit, qu'elles ont besoin de l'État. Et précisément pour agrandir le marché. Depuis le début du capitalisme, les achats de l'État constituent en eux-mêmes un marché ô combien important, à commencer par celui des armes. Et puis, en dehors des armes, les armées ont de multiples besoins, tissus pour les uniformes, approvisionnements en nourriture. Depuis les premiers balbutiements du capitalisme, cette demande-là, les commandes de

l'État, a toujours constitué un marché juteux pour les capitalistes. Combien de dynasties bourgeoises ont fondé leur fortune en décrochant des commandes d'État ?

Il y a autre chose encore. L'État est pour ainsi dire le seul agent économique dont la préoccupation n'est pas uniquement le profit privé. Ce n'est pas d'aujourd'hui que les finances de l'État suppléent l'insuffisance, voire l'inexistence d'investissements dans des secteurs qui ne rapportent pas de profits privés, en tout cas pas dans l'immédiat, et qui sont cependant indispensables au fonctionnement de l'économie capitaliste ; en plus clair : à ce que d'autres secteurs puissent générer du profit privé.

Les staliniens ont créé toute une mythologie autour des nationalisations au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale. Ils ont fait marner les travailleurs avec le baratin suivant : « Les mines nationalisées, l'électricité, le gaz nationalisés, si ce n'est pas encore du socialisme, cela n'en est pas loin », pour

justifier un certain étatismisme qui était indispensable au fonctionnement de l'économie capitaliste dans son ensemble.

La question des taux négatifs est revenue dans plusieurs assemblées locales sous la forme générale : comment est-ce possible et quelle en est la logique ? L'incompréhension est d'autant plus légitime que quantité de grosses têtes économistes se posent la même question et pondent des ouvrages de 500, 1000 pages... pour ne pas y répondre. La seule explication qu'on peut donner est dans le texte et se réfère à la bonne vieille sagesse populaire antérieure au capitalisme et à ses charmes : il vaut mieux ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier. Mieux : en faire l'objet d'une spéculation. Ils n'y perdent pas, et certains y gagnent. Mais ce n'est pas le lieu ici d'entrer dans les détails, nous y reviendrons peut-être dans *Lutte de classe*.

Mais, dans le domaine financier, les multitudes de marchés, c'est-à-dire d'objets de spéculation, inventés au fil de la financiarisation, finissent par être saturés. Pour trouver des placements financiers qui rapportent, et qui rapportent beaucoup, une partie croissante de la spéculation se porte sur ce qu'ils appellent les produits

risqués, c'est-à-dire des titres dont on sait qu'ils peuvent se casser la figure, c'est-à-dire se révéler sans valeur, mais qui rapportent ou promettent de rapporter d'autant plus.

C'est d'ailleurs le cas de la vague de spéculations qui a été à l'origine de la crise financière de 2007-2008 et qui est partie d'une forme complexe de spéculation immobilière aux États-Unis. Avant même que la crise financière survienne, bien des grosses têtes de la bourgeoisie, des banquiers aux économistes, avaient mis en garde contre les fameux *subprimes*, comme ils avaient mis en cause cette opération qu'on appelle titrisation, qui mélange toutes sortes de crédits de natures différentes au point que plus personne ne savait qui devait rembourser quoi... Mais peu importe, tant que les papiers en question prenaient de la valeur, c'est-à-dire qu'en les revendant un ou deux mois après leur acquisition on empochait plus d'argent qu'on en avait dépensé, les banques comme les grandes sociétés se jetaient sur le produit.

Mais ce type de comportement est tellement répandu dans le monde de la finance que les boursicoteurs ont même inventé le dicton : « Les arbres ne montent jamais jusqu'au ciel ». Il n'empêche, même le

spéculateur le plus lucide et qui connaissait par cœur ce dicton, et surtout sa signification, pouvait se dire : « Même si je suis le dernier à en profiter, pourquoi n'en profiterais-je pas ? » Comme le disait Lénine, « *le capitaliste est prêt à vendre la corde pour le pendre* ».

Alors, pour en revenir au point de départ de la question, plus les spéculateurs font des paris risqués, plus ceux d'entre eux qui disposent de beaucoup de moyens veulent mettre une partie du liquide à l'abri, c'est-à-dire sur des papiers qui ont l'air plus solides que d'autres. Et il leur semble que les papiers libellés en dollars, c'est-à-dire semblant être garantis par la puissance de l'économie américaine, sont plus sûrs que ceux garantis, par exemple, par l'Argentine. À tort, quand on y réfléchit, parce que les crises financières les plus graves sont venues des États-Unis...

#### THOMAS PIKETTY

D'autres camarades ont remarqué la place consacrée dans notre texte à Piketty, les uns pour s'en étonner, les autres pour s'en féliciter. « *Pourquoi dit-on que Piketty est à la mode ?* », s'est demandé un camarade. Dans une autre AG, un autre camarade a cité sa ville, dans laquelle Piketty a rassemblé deux fois mille personnes, et en disant à juste titre qu'il y a un public réformiste pour cela. Dans les milieux petits-bourgeois, ça marche. Il y a aussi le fait que ses livres sont, à ce qu'il paraît, de véritables succès de librairie, pas seulement en France mais même aux États-Unis.

Pour ce qui nous concerne, nous avons choisi d'en parler principalement parce que c'est un des rares ouvrages qui essaient de donner de la crise une explication réformiste et surtout d'en tirer une conclusion



Thomas Piketty, inspiré par l'apparition d'un nouveau réformisme.

réformiste! Avec la grande idée d'une «*dotation annuelle en capital qui permettrait à chacun à 25 ans de posséder un capital de 120 000 euros*». Cette solution est débile. Piketty revient à avant Marx, tout en rejetant le marxisme et la lutte des classes.

L'axe fondamental de ces deux fois mille pages de galimatias est, comme il dit, «*remettre la question de la répartition au cœur de l'analyse économique*». Une façon d'ignorer la propriété privée des moyens de

production, le monopole de la bourgeoisie sur les entreprises et les banques, et l'organisation même de la production capitaliste, avec sa concurrence et ses guerres commerciales.

Si on a éprouvé le besoin de parler de Piketty, c'est qu'il théorise la vision du monde des réformistes de tout acabit et plus généralement celle de la petite bourgeoisie, qui aimerait bien un capitalisme qui lui donnerait plus de place et qui ne soit pas méchant avec

elle, et accessoirement avec les ouvriers.

Il y a de fortes chances que, tant qu'il reste à la mode, les étudiants, voire certains lycéens des plus prétentieux, se trimballe avec l'un ou l'autre de ses ouvrages. Ce qui ne signifie évidemment pas qu'ils les auront lus, ni qu'ils comprennent l'escroquerie de ses raisonnements et sa façon de défendre le capitalisme à une époque où il prend l'eau de toute part.

## Relations internationales

### LA CHINE

Pour ce qui est de la situation internationale, il y a eu pour ainsi dire dans toutes les AG des questions sur la Chine. Beaucoup d'entre elles ont porté sur les rapports de l'État chinois avec l'impérialisme. D'autres, sur l'hypothèse d'une guerre entre les États-Unis et la Chine et sur l'affirmation qu'une telle guerre risque de déboucher sur une guerre mondiale. Sur le premier aspect, dans une assemblée, une camarade a trouvé obscure l'idée que «*l'État, instrument de défense contre l'impérialisme, est devenu en même temps facteur d'intégration dans l'économie mondiale dominée par l'impérialisme.*»

Cela a l'air contradictoire, et cela l'est. Mais la contradiction est dans la réalité. Disons que tous les États des pays dominés ont dans leur nature même les deux aspects contradictoires, à savoir qu'ils sont tout à la fois des instruments de défense de leur classe privilégiée locale contre l'impérialisme – à la différence d'un pouvoir colonial – et les instruments de défense de l'impérialisme. Il va sans dire que le dosage de ces deux aspects contradictoires n'est pas le même, pour comparer ce qui est comparable, entre la

Chine et l'Inde, ou entre Cuba et Haïti, ou entre le Venezuela de feu Chavez et le Brésil de Bolsonaro.

Même sur une question aussi fondamentale que la nature de classe d'un État, il y a cette contradiction. Un des principaux apports du trotskysme, l'explication de la dégénérescence de la révolution prolétarienne russe et de la bureaucratization, souligne quantité de ces contradictions. Trotsky dans *La Révolution trahie*, parle du «*double caractère de l'État soviétique*». Il écrit, en substance, que l'État créé par la révolution prolétarienne en Russie est incontestablement un État ouvrier, c'est-à-dire l'instrument du combat du prolétariat pour renverser le pouvoir de la bourgeoisie et œuvrer pour un autre ordre social, sans propriété privée des moyens de production. Mais Trotsky ajoute que l'État reste «*bourgeois dans la mesure où la répartition des biens a lieu d'après des étalons capitalistes de valeur, avec toutes les conséquences découlant de ce fait*». Et il conclut: «*Une définition aussi contradictoire épouvantera peut-être les dogmatiques et les scolastiques; il ne nous restera qu'à leur exprimer nos regrets.*»

Tout cela pour rappeler que, si la nature de classe de l'État est la question fondamentale,

la réponse n'éclaire pas encore les relations entre la classe dominante et son appareil d'État. Même les bourgeoisies des pays capitalistes les plus développés ont connu toutes sortes de liens extrêmement variés. Pour se limiter à l'histoire de France, les relations entre la bourgeoisie et son État n'étaient pas les mêmes sous la dictature révolutionnaire de Robespierre et de Saint-Just, sous le bonapartisme de Napoléon ou même, pour ce qui est de la démocratie bourgeoise déjà installée, sous la III<sup>e</sup>, la IV<sup>e</sup> ou la V<sup>e</sup> République.

Il y a la même diversité de relations entre les États des pays sous-développés avec l'impérialisme; entre des pays comme la Chine et le Vietnam; ou, dans un autre genre, entre d'une part Cuba, et de l'autre l'État centrafricain au temps de Bokassa ou le Zaïre au temps de Mobutu. Et cela sans même se poser la question aujourd'hui pour des États comme le Mali, la Centrafrique et, de plus en plus, le Burkina Faso et, dans un autre genre, la Libye, où la question est: existe-t-il un État centralisé ou seulement des bandes armées rivales?

Alors, pour en revenir à la Chine, la révolution paysanne qui a porté au pouvoir le PC chinois et Mao a permis la création d'un État qui, par sa force

DR



Défilé après la prise du pouvoir par le Parti communiste chinois à Canton, en 1949.

et le consensus dans la population conquis grâce à cette révolution, a eu les moyens de résister à l'impérialisme. Au temps de Tchang Kai-chek, c'est-à-dire à peine plus de dix ans avant l'arrivée au pouvoir de Mao, on pouvait encore afficher dans certains lieux publics de grandes villes partagées en concessions entre grandes puissances: «*Interdit aux chiens et aux Chinois*»! Et il ne s'agissait pas d'une petite colonie, mais du pays qui, déjà à cette époque, était le plus peuplé du monde et avec une histoire et une culture anciennes!

Eh bien, le nouvel appareil d'État dont Mao, s'appuyant sur un soulèvement paysan puissant, a fait cadeau à la bourgeoisie chinoise, ou plus exactement à son développement ultérieur, a été capable tout d'abord de résister militairement à la pression des puissances impérialistes, voire à leurs interventions militaires! Car rappelons que les États-Unis s'étaient déjà confrontés militairement à la Chine lors de la guerre de Corée. Et ils étaient à deux doigts de recommencer à certains moments de la

guerre du Vietnam.

Mais résister à l'impérialisme n'était pas seulement résister à sa pression ou à ses agressions militaires. C'était aussi résister sur le plan économique. C'est l'étatisme qui a permis à la Chine de procéder à une sorte d'accumulation primitive qui n'était plus depuis longtemps à la portée de la bourgeoisie chinoise rachitique et totalement soumise au grand capital impérialiste.

Et rappelons que nous avons toujours reconnu l'originalité de la Chine par rapport à l'écrasante majorité des pays qui, même débarrassés du colonialisme, continuaient à être sous la domination directe de l'impérialisme; tout en refusant pourtant de l'assimiler à la Russie soviétique, malgré leurs étiquettes identiques, malgré l'étatisme poussé très loin. Nous avons toujours refusé d'assimiler un État issu d'une révolution prolétarienne à un État issu certes d'une guerre d'émancipation nationale, mais dans laquelle le prolétariat n'avait joué aucun rôle.

Les plus anciens se souviennent à quel point nous

étions seuls dans notre position, au point de passer pour des Martiens, même auprès d'organisations qui se revendiquaient du trotskysme.

## UNE GUERRE ÉTATS-UNIS – CHINE?

Pourquoi une guerre déclenchée par l'impérialisme américain aurait tous les risques de se transformer en guerre mondiale? La raison fondamentale est que les États-Unis ne se laisseraient pas enliser dans une longue guerre avec la Chine, en laissant leurs rivaux impérialistes en profiter pour prendre leur place.

Les États-Unis n'ont eux-mêmes que trop appliqué, pendant la Première puis la Deuxième Guerre mondiale, l'attitude qui consistait à laisser les Allemands taper sur les Britanniques, et inversement, laissant les uns et les autres s'épuiser dans leur guerre, tout en vendant des armes aux uns et aux autres. Pendant la Première Guerre mondiale, ils ont attendu 1917 que se dessine le camp victorieux, pour intervenir de son côté. Même pendant la Deuxième Guerre mondiale, ils ont attendu décembre 1941 et Pearl Harbor pour s'inquiéter des succès du Japon, leur concurrent pour la domination du Pacifique, et intervenir, et stopper par la même occasion la mainmise croissante de l'Allemagne nazie sur l'Europe continentale. Regardez leur attitude vis-à-vis de l'Iran: ils ont pris la décision de boycotter l'Iran pour des raisons qui sont les leurs, mais ils ont forcé les puissances européennes et surtout leurs grands trusts à en faire autant, histoire que ces derniers ne profitent pas de l'occasion pour prendre leur place. Alors, à infiniment plus forte raison, si la guerre commerciale contre la Chine se transformait en guerre tout court...

## DES EXPLOSIONS SOCIALES, SANS DIRECTION RÉVOLUTIONNAIRE

Un camarade s'est étonné que, dans le chapitre consacré aux pays dominés par l'impérialisme, en parlant des explosions qui se produisent dans tant de pays, du Chili au Liban en passant par la Bolivie, on ait l'air d'assimiler la situation de ces trois pays. Or, manifestement, ce qui s'est passé en Bolivie était dirigé, voire manipulé, par la droite, avec comme conclusion le lâchage du président de la République en place par l'armée.

Mais on n'assimile pas les situations les unes aux autres, sauf sous l'angle tel qu'il est formulé : ces pays « ont tous pour fond commun la dégradation du sort des classes pauvres ».

## Situation intérieure

Trois points ont été abordés :

- notre participation à la manifestation contre l'islamophobie et tout ce qui tourne autour de la question religieuse ;
- les gilets jaunes ;
- la citation de la fin du texte sur le Labor Party.

## LA MANIFESTATION DU 10 NOVEMBRE CONTRE L'ISLAMOPHOBIE

Pour les camarades étrangers qui n'ont sans doute pas suivi la chose, expliquons en deux mots. Un appel à manifester le 10 novembre a été lancé à l'initiative d'organisations communautaristes, dont le CCIF réputé proche des Frères musulmans, pour dire « stop à l'islamophobie ». Appel auquel la plupart des dirigeants de gauche se sont ralliés, du moins dans un premier temps. Nous avons décidé d'y participer sur la base de notre propre appel et

Eh bien oui, ce fond est commun pour toutes les révoltes présentes et à venir, parce qu'en dernier ressort les exploités de tous les pays subissent avec la crise et l'offensive de la bourgeoisie partout la même dégradation de leurs conditions d'existence, jusques et y compris un pays impérialiste riche comme la France.

Mais ils ont aussi en commun que, faute d'un courant communiste révolutionnaire à l'échelle internationale, faute d'une internationale, ceux qui essaient de chevaucher et de canaliser les soubresauts de colère sont partout des forces politiques qui restent sur le terrain de la société capitaliste. Cela peut être, comme en Bolivie, la couche de privilégiés d'ascendance espagnole qui ne pouvaient pas supporter un Indien à la tête de l'État. Cela peut

avec nos propres mots d'ordre.

Cette participation n'a pas été contestée dans les assemblées préparatoires de ce congrès, mais elle a suscité beaucoup d'interrogations dans nos rangs et elle a provoqué de nombreuses réactions dans notre milieu sympathisant et parmi ceux qui nous suivent de plus loin. Ces réactions sont allées de l'incompréhension à l'hostilité. C'est donc un point important sur lequel nous n'avons pas fini de nous expliquer autour de nous. Dans toutes ces réactions, il y a une constante : celle d'être plus préoccupés de notre pureté théorique que de la solidarité que nous avons à exprimer vis-à-vis d'une partie des nôtres, les travailleurs immigrés. C'est le fond du problème.

Nous avons réagi dans un contexte bien particulier. Pendant plusieurs semaines, nous avons assisté à un matraquage intense contre les immigrés et contre les musulmans en particulier. Il y a eu la polémique

être, comme en Haïti, des courants politiques, notamment les aristidiens, qui veulent se débarrasser du président pour prendre sa place. Cela peut être des courants politiques liés à la religion.

Cela peut être en somme bien des choses car, dès que la stabilité d'un régime est mise en cause, il y a des candidats au pouvoir. Mais est-ce tellement différent en France, où le mécontentement qui conduit à l'instabilité politique profite, sur le plan électoral, au Rassemblement national pour l'essentiel ?

La seule question qui vaille, ou plutôt la seule réponse militante est que la classe ouvrière se donne une direction révolutionnaire.

sur les femmes voilées en sortie scolaire, la démagogie du gouvernement sur l'immigration. Il y a eu l'attentat de la préfecture de police et tous les amalgames habituels. Enfin, du gouvernement jusqu'à l'extrême droite, en passant par de nombreux chroniqueurs télé, ils en ont tous profité pour mettre en accusation les musulmans et les femmes voilées. Pour les accuser de ne pas être républicains, de ne pas vouloir s'intégrer et de produire le terrorisme. Un élu du RN a pris à partie une femme voilée au conseil régional de Bourgogne, et un raciste a tenté de mettre le feu à la mosquée de Bayonne et a tiré sur deux personnes. Tout cela a suscité de l'émotion, de la colère et un fort sentiment d'injustice parmi les travailleurs immigrés. Et nous nous devons d'exprimer notre solidarité.

Alors oui, nous étions mal accompagnés et nous le savions quand nous avons pris notre décision. Mais ceux qui ont



Le cortège de Lutte ouvrière, le 10 novembre 2019.

refusé de manifester et, pire, ceux qui y ont renoncé sous la pression, n'étaient pas en meilleure compagnie. Et, en refusant de manifester, ils ont laissé le terrain au RN, à la droite et au gouvernement ! Encore une fois, nous sommes dans le camp des travailleurs, et quand certains d'entre eux, parmi les plus opprimés, les plus écrasés, sont attaqués, il faut le dénoncer et il faut les défendre. Évidemment, nous n'avons rien à faire avec les islamistes, ce sont des ennemis politiques, mais nous avons à faire avec les travailleuses et les travailleurs musulmans. Ils font partie des nôtres, nous menons la lutte de classe quotidienne avec ces travailleuses dont certaines sont voilées, avec ces travailleurs qui se réfugient dans des pratiques rigoristes de la religion. Et nous voulons qu'ils sachent que nous sommes capables d'entendre leur colère et de la partager, même si nous sommes athées, même si nous pensons que la religion est l'opium du peuple, même si nous pensons que le voile est un instrument d'oppression.

Au-delà de nos différences d'origine et de croyances, nous voulons dire aux exploités qu'il

y a quelque chose de supérieur qui nous unit : notre solidarité de classe. Nous voulons démontrer que quand on attaque injustement un des nôtres, on se sent tous attaqués. C'est un choix de classe.

Le dilemme face auquel nous nous sommes retrouvés avec cette manifestation est assez classique. Nous y sommes régulièrement confrontés parce que nous sommes petits et parce que nous ne sommes pas en mesure d'influencer les événements. Alors on se retrouve en permanence à devoir se rallier et se mettre à la remorque d'un tel ou un tel. C'est vrai quand on manifeste notre solidarité avec les Palestiniens. On ne peut plus le faire sans se retrouver derrière ou à côté du Hamas ou de certains islamistes. Et, parce que l'on critique la politique d'Israël, on est taxés d'antisémites. Alors, faut-il renoncer à dire notre solidarité vis-à-vis des Palestiniens et à s'adresser aux travailleurs d'ici qui sont révoltés par la situation ? Bien sûr que non.

À un tout autre niveau, prenons la guerre d'Algérie. Se solidariser avec le combat pour l'indépendance, c'était se mettre dans le camp du FLN,

qui avait imposé son hégémonie sur le peuple algérien et dont on savait qu'il allait se retourner contre les travailleurs et qu'il le ferait avec la force d'une dictature implacable. Eh bien, il fallait le faire, parce que c'était le seul moyen de se positionner, sans ambiguïté, dans le camp du peuple algérien qui se battait pour son émancipation.

Alors oui, tant que nous ne serons pas en mesure d'influencer de grandes masses de travailleurs, nous aurons à exprimer notre solidarité vis-à-vis des opprimés malgré les dirigeants qu'ils se donneront, malgré les idées et les préjugés que les opprimés, eux-mêmes, véhiculeront.

#### NOTRE COMBAT CONTRE LES INTÉGRISTES ET CONTRE LES RELIGIONS

Aujourd'hui, certains nous accusent de complaisance par rapport aux islamistes politiques, et de renier nos idées, alors que des femmes et des hommes doivent résister aux pressions et au flicage de ces mêmes islamistes.

Nous savons que ces pressions existent, et nous sommes

du côté de ceux qui les combattent. Mais la seule façon de faire reculer ces intégristes, c'est de leur disputer l'influence sur la classe ouvrière. Les intégristes ont d'autant plus d'influence qu'ils sont désormais les seuls à être implantés dans les quartiers ouvriers et à répondre à leur sentiment d'injustice et d'abandon. Cela fait partie des problèmes. Dénoncer le racisme ne peut pas, ne doit pas être le monopole des islamistes politiques. C'est un piège et un grand danger pour les travailleurs. C'est précisément le but visé par l'extrême droite franco-française et son symétrique, l'extrême droite musulmane.

Nous nous battons pour que les travailleurs ne tombent pas dans ce piège. Des deux côtés il y a des ennemis des travailleurs. Les deux veulent diviser les travailleurs, les opposer les uns aux autres. Nous avons à défendre une autre politique, une voie indépendante pour les travailleurs sur leur terrain de classe. La seule perspective, là encore, c'est de militer dans les entreprises et les quartiers ouvriers vis-à-vis de ces travailleurs, pour les intégrer au combat de classe et les faire adhérer à leur communauté de classe. Mais c'est aussi faire un certain nombre de démonstrations, comme cette manifestation.

Quant à notre attitude sur la religion, il faut s'entendre.

D'abord il faut revenir sur notre démarche de fond. Nous combattons la religion parce qu'elle est la négation du matérialisme et des idées communistes révolutionnaires. Le marxisme, et le matérialisme dialectique qui en est à la base, sont même nés en réaction à la religion. Et comme le disait Lénine, nous considérons que « la religion et ses Églises sont des

organes de réaction bourgeoise, qui servent à défendre l'exploitation et à intoxiquer la classe ouvrière ».

Tout militant qui s'engage dans nos rangs doit être athée et débarrassé de toutes ces toiles d'araignée. Pour revenir à nos listes, nous voulons que ce soient nos listes, et pas la liste d'un tel ou d'un tel connu pour animer le catéchisme ou s'occuper de la mosquée, par exemple. Alors parfois on ne le sait pas, et on ne le voit pas. C'est vrai, eh bien il faut essayer de connaître au mieux les femmes et les hommes qui se mettent sur nos listes, il y a aussi à vérifier leurs idées par rapport à l'immigration et à Le Pen, enfin un tas de choses à vérifier.

Tout cela vaut pour ceux qui s'engagent dans nos rangs ou nous représentent. Mais ce n'est pas sur la religion que nous cherchons à influencer ou à gagner la grande masse des travailleurs. Là où l'on bataille avec les nôtres, où l'on veut les gagner, c'est sur le terrain de classe. Nous voulons les gagner à la nécessité de la lutte contre le pouvoir et la domination de la bourgeoisie. Contrairement aux militants de l'athéisme, nous ne sommes pas en guerre contre la religion, et sûrement pas contre les femmes voilées. Dans un texte de Lénine intitulé *De l'attitude du parti ouvrier à l'égard de la religion* (1909)<sup>1</sup>, il revient sur les positions de Marx et d'Engels :

« En 1874, parlant du fameux *Manifeste des réfugiés de la Commune des blanquistes émigrés à Londres*, Engels traite de sottise leur tapageuse déclaration de guerre à la religion ; il affirme qu'une telle déclaration de guerre est le meilleur moyen d'aviver l'intérêt pour la religion et de rendre plus difficile son dé-

périssement effectif.<sup>2</sup> »

Engels impute aux blanquistes de ne pas comprendre que seule la lutte de classe des masses ouvrières, amenant les plus larges couches du prolétariat à pratiquer à fond l'action sociale, consciente et révolutionnaire, peut libérer en fait les masses opprimées du joug de la religion, et que proclamer la guerre à la religion tâche politique du parti ouvrier n'est qu'une phrase anarchiste.

En 1877, dans l'Anti-Dühring, s'attaquant violemment aux moindres concessions de Dühring-philosophe à l'idéalisme et à la religion, Engels condamne avec non moins de force l'idée pseudo-révolutionnaire de Dühring relative à l'interdiction de la religion dans la société socialiste. Déclarer une telle guerre à la religion c'est, dit Engels, « être plus Bismarck que Bismarck lui-même ».

Nous avons nos conceptions, et elles s'opposent aux illusions, aux préjugés d'une partie importante des travailleurs. Nous ne les cachons pas, il faut dire ce que nous pensons des religions, de leurs interdits, du voile, de la condition de la femme. Mais ce n'est pas sur ce terrain que nous nous battons vis-à-vis des travailleurs. Même après la révolution russe, les bolcheviks ne sont pas partis en guerre contre la religion. C'est Staline qui a fermé les églises, brisé les croix et emprisonné les popes. Et il n'a pas fait disparaître le sentiment religieux !

C'est précisément parce que nous sommes marxistes et matérialistes que nous savons que les préjugés religieux sont les sous-produits de la société de classe et d'exploitation, et qu'ils ne disparaîtront qu'avec l'émancipation totale des travailleurs et la disparition des classes sociales.

1 Lénine, « De l'attitude du parti ouvrier à l'égard de la religion », 13 mai 1909. <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1909/05/vil19090513.htm>

2 Friedrich Engels, « Le programme des émigrés blanquistes de la Commune », *Der Volksstaat* n° 73, 26 juin 1874. <https://www.marxists.org/francais/engels/works/1873/06/18730600.htm>

Lénine ajoute: «*Aucun livre de vulgarisation n'expurgera la religion des masses abruties par le baigne capitaliste, assujetties aux forces destructrices aveugles du capitalisme, aussi longtemps que ces masses n'auront pas appris à lutter de façon cohérente, organisée, systématique et consciente contre ces racines de la religion, contre le règne du capital sous toutes ses formes.*»

## LES GILETS JAUNES

Quelle a été notre politique vis-à-vis du mouvement des gilets jaunes? C'était d'entraîner les travailleurs des entreprises où nous militons à entrer dans l'action sur leur propre base et avec leur force autrement plus importante que celle des gilets jaunes. Comme, en 1968, notre organisation avait demandé aux camarades de ne pas désertter les entreprises pour aller à la Sorbonne.

Un camarade regrette que nous n'ayons pas eu d'attitude unique vis-à-vis des gilets jaunes. Espérons que, sur ce terrain-là, nous avons eu la même attitude: celle de nous appuyer sur ce mouvement pour encourager nos camarades de travail, ceux qui nous entourent, à se lancer dans le combat. Convaincre ceux qui couraient sur les ronds-points aussitôt le travail fini de rester un quart d'heure, une demi-heure pour nous aider à faire le tour de leurs camarades de travail et discuter avec eux de ce qu'ensemble ils pouvaient faire dans ces circonstances, pour ne pas rester spectateurs. Multiplier les discussions sur ce qu'il faudrait pour réellement augmenter le pouvoir d'achat et faire payer le grand patronat.

Et, il y a un an, nous en avons parlé. Nous avons encouragé les camarades à intensifier leurs efforts dans les boîtes. C'était cela qui était nécessaire

et déterminant, et c'était la seule chose qui pouvait offrir une perspective au mouvement démarré par les gilets jaunes.

À côté de cela, même si ce n'était pas notre priorité, nous avons encouragé les camarades à aller vers les gilets jaunes. Au départ nous y sommes allés pour voir, parce que, même si le mouvement avait démarré à l'initiative de petits patrons et été relayé par des réseaux de droite, on savait qu'il y aurait des ouvriers parce que beaucoup avaient mis le gilet jaune sur le pare-brise avant d'occuper les ronds-points... Alors nous y sommes allés et, parfois, nous y sommes restés, parce que cette mobilisation nous permettait de discuter avec ce prolétariat des petites entreprises, très isolé, que l'on a peu l'occasion de côtoyer et que l'on ne connaît quasiment pas.

Notre premier objectif était de saisir l'opportunité d'aller discuter avec ces travailleurs, de comprendre leurs aspirations, leur état d'esprit, de se faire une idée de leur degré de révolte et de combativité. C'était aussi l'opportunité de nous lier à un certain nombre d'entre eux et de les rapprocher de notre politique.

Sur ces objectifs relativement limités, le camarade est d'accord. Lui-même reconnaît que nous ne pouvions pas infléchir un mouvement de cette ampleur au nombre que nous sommes. En réalité, le problème, ce n'était pas seulement nous et notre petite taille, c'était l'absence de mouvement dans les entreprises. Sans l'intervention des gros bataillons de la classe ouvrière contre le grand patronat, le mouvement des gilets jaunes était condamné à l'impasse. Et une de nos préoccupations était de leur faire comprendre pourquoi l'avenir de leur mouvement, et l'avenir de toute la société, dépendait de l'intervention de la classe ouvrière dirigée contre le grand patronat.

Le fond du problème ce n'est pas le moyen, la forme ou le degré d'investissement qu'a pris notre intervention, comme le dit le camarade. Ce sont nos objectifs et la politique que l'on y a défendue.

Le risque était, pour se faire accepter, de se fondre dans la masse des gilets jaunes, de ne plus s'afficher avec notre politique, et de renoncer à défendre ce qui nous est essentiel. C'était le risque du suivisme, c'est-à-dire de se mettre à la remorque d'une politique qui n'est pas la nôtre, au prétexte de ne pas se couper des travailleurs présents. C'est ce qu'a fait le NPA, et leur politique a conduit des militants, qui se réclament en principe du combat révolutionnaire, à substituer les mots et les objectifs du réformisme à ceux de la lutte de classe et du communisme.

Pour éviter cela il n'y a pas de truc. Nous avons quand même demandé aux camarades, s'ils portaient le gilet jaune, de rajouter au moins un badge LO. Mais l'essentiel était de ne pas perdre de vue notre orientation générale vers la classe ouvrière et les tâches qui nous sont prioritaires. Ce ne sont pas des consignes d'en haut qui peuvent définir comment chaque camarade intervient et l'intensité de ses efforts dans telle ou telle situation. Quand on est militant, on tente de se saisir de toutes les opportunités qui se présentent. Un camarade a par exemple profité du grand débat à Pau, où le show était animé par Bayrou avec une salle qui lui était acquise. Eh bien, il a pris la parole en tant que militant LO. Dans un mouvement, il y a bien des occasions de s'adresser à des travailleurs.

Et effectivement il y a eu de tout. Peut-être qu'ici et là nous avons été acceptés dans le mouvement des gilets jaunes comme militants de Lutte ouvrière, et on nous a donné la parole, y compris dans des réu-



Grève avec occupation dans les magasins Woolworth, en 1937.

nions, ce qui nous a peut-être permis de défendre notre politique un peu plus publiquement. À d'autres endroits ce n'était pas possible. À Fourmies par exemple, les camarades ont fait le boulot, ils ont passé des heures à discuter et ils se sont aussi beaucoup engueulés, parce que ceux qui donnaient le ton étaient racistes ; jusqu'à ce qu'ils décident de ne plus y aller pour ne pas être confondus avec eux.

Alors, quand un camarade dit qu'on n'a pas saisi l'opportunité de discuter sur les ronds-points, il se trompe et ne réalise sans doute pas bien toute la diversité de ce mouvement des gilets jaunes. De nombreux camarades sont allés sur les ronds-points et ils ont eu des discussions.

## CONSTRUIRE UN LABOR PARTY

Pour conclure, revenons sur la citation de Trotsky sur le Labor Party qui clôt le texte et a fait discuter dans de très nombreuses assemblées. Des camarades pensent que la discussion est trop datée, trop spécifique et qu'elle ne peut pas nous inspirer. D'autres cama-

rades craignent que la dernière phrase de Trotsky, « *Le premier pas est clair : tous les syndicats doivent s'unir pour créer leur Labor Party* », soit prise au pied de la lettre ou entraîne de la confusion sur ce que l'on espère des syndicats. Il est certain que bien d'autres textes auraient pu faire l'affaire. Mais cette citation fait écho à un texte que nous sommes très nombreux à avoir lu il n'y a pas si longtemps, et qui nous a bien fait réfléchir.

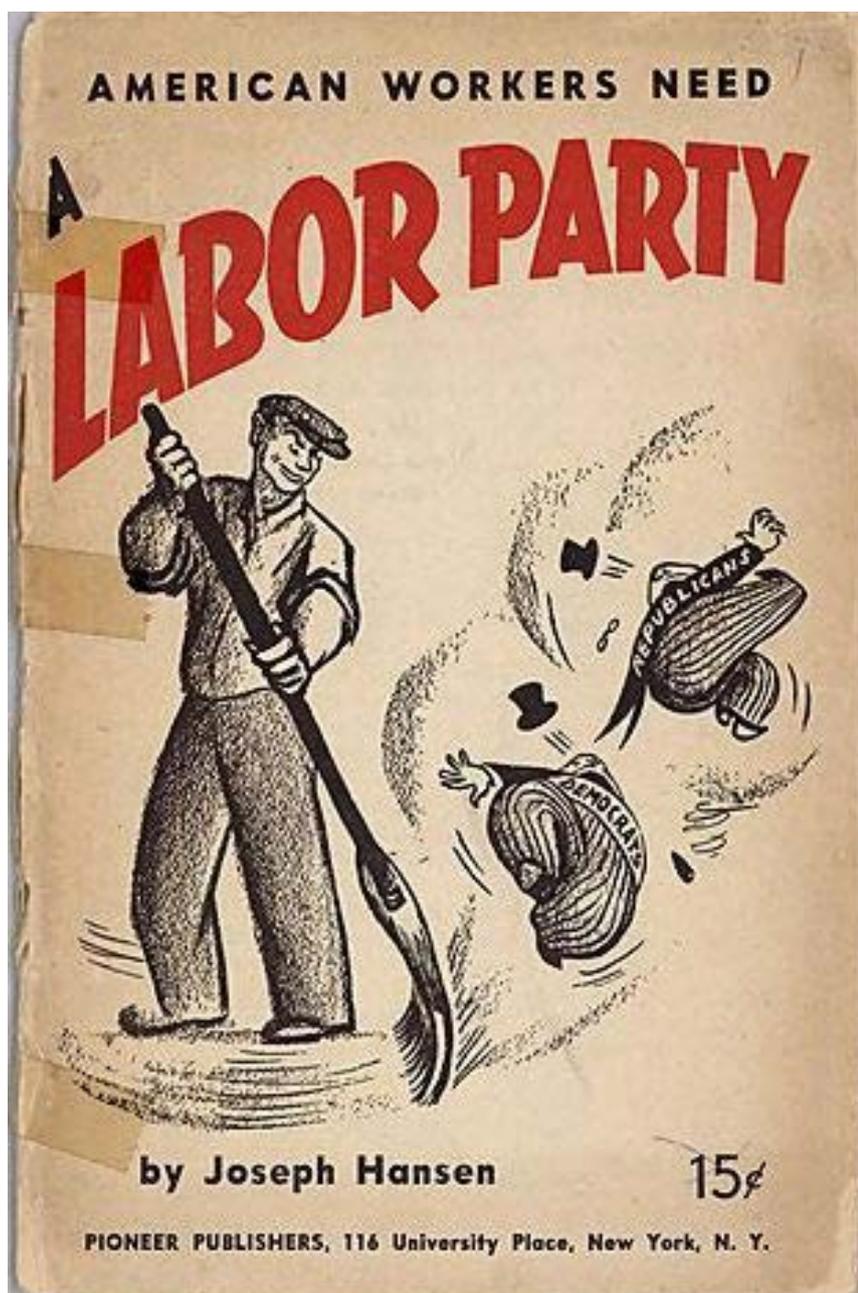
Comme toutes les citations, soit on les prend au pied de la lettre et on s'en sert comme d'une recette, soit on réfléchit à la démarche et au problème politique qu'il y a derrière, et qui n'est pas du tout un problème spécifique. Et qui reste notre problème. Le contexte dans lequel cette discussion se déroule nous aide au contraire à réfléchir au fond du problème.

C'est la fin des années 1930 aux États-Unis, il y a une formidable explosion ouvrière, une combativité impressionnante avec de grandes grèves. Ces luttes ont fait surgir un nouveau syndicat à l'échelle de tout le pays contre la fédération corporatiste qu'est l'AFL, avec des dirigeants ouvriers combattifs qui se posent un tas de

questions. Et, dans ce contexte, Trotsky posait le problème de créer un parti des travailleurs, un parti ouvrier, un parti de classe.

Rappelons qu'aux États-Unis il n'y avait jamais eu de grand parti ouvrier à l'échelle du pays, la vie politique et les élections se réduisaient à l'affrontement entre démocrates et républicains. Le Parti socialiste d'Eugene Debs est toujours resté une petite organisation et le PC n'a jamais pu se développer. Eh bien là, en 1938, Trotsky pensait que ce premier pas pouvait être franchi et que le simple fait que, lors des prochaines élections, les ouvriers américains puissent voter pour leur parti, contre les deux partis bourgeois auxquels ils avaient toujours été enchaînés, serait un grand progrès. L'existence d'un tel parti pouvait développer cette conscience de classe toute simple que, quand on est ouvrier, on vote ouvrier.

Trotsky savait bien que ce parti, s'il était construit en s'appuyant sur ces dirigeants syndicalistes, ne se formerait pas sur la base politique du *Programme de transition* et des idées communistes révolutionnaires. Mais il estimait qu'un parti, même avec des diri-



Brochure écrite par Joseph Hansen, militant socialiste devenu trotskyste dans les années 1930, puis membre du SWP.

geants réformistes, mais qui serait un point de ralliement pour tous les travailleurs, serait une étape pour qu'ils se forment une conscience de classe politique.

Parce que la conscience de classe s'exprime à différents niveaux. Il y a la conscience instinctive d'être exploité et d'avoir à se défendre. Celle-ci n'a pas besoin de parti et ce qui s'est passé dans les années 1930 l'a bien montré. Mais ce n'est

pas encore une conscience politique, ce n'est pas la conscience de classe au sens plein du terme, c'est-à-dire la conscience d'appartenir à une classe qui incarne un autre fonctionnement de la société et un autre avenir pour l'humanité. La conscience que les travailleurs doivent prendre le pouvoir politique et économique en expropriant la grande bourgeoisie et construire une société

communiste. Pour cela il faut l'intervention de militants qui ont cette perspective.

Alors, bien sûr, nous ne sommes pas du tout dans la situation américaine de 1938. Y compris en France, à la différence des États-Unis, il y a eu des grands partis ouvriers, le Parti socialiste et le Parti communiste, qui ont tour à tour incarné cette conscience de classe et réuni des générations de travailleurs qui aspiraient à ce qu'un jour les travailleurs prennent le pouvoir, renversent la bourgeoisie et créent leur propre gouvernement. Ils parlaient de lutte de classe, d'exploiteurs et d'exploités, de bourgeoisie, de grand capital, d'expropriation, de dictature du prolétariat. Toute cette tradition ouvrière qui opposait à la société bourgeoise, à ses valeurs, à son idéologie, les valeurs et les principes de la classe ouvrière, s'est perdue.

C'est ce qu'ils ont démolé et qu'il faut reconstruire. Et c'est la démarche que nous avons quand nous demandons aux travailleurs autour de nous de s'engager sur nos listes pour nous aider à construire le camp des travailleurs. Évidemment, nous n'imaginons pas aujourd'hui construire ce parti en nous appuyant sur les dirigeants syndicalistes. Mais ce que montre la discussion de Trotsky avec des dirigeants dont il savait qu'il aurait à les combattre, c'est que la construction peut prendre bien des voies différentes, y compris des voies détournées. Aujourd'hui cette éventualité est abstraite, mais si nous avons la chance de vivre une véritable remontée ouvrière, il faut aussi imaginer qu'il peut surgir des organisations ouvrières qui nous offriront des opportunités pour reconstruire un parti communiste révolutionnaire.



## Interventions des groupes invités

**Nous publions ci-dessous de larges extraits des interventions des groupes invités. Nos lecteurs peuvent retrouver leurs organes de presse respectifs sur Internet (voir en quatrième de couverture, ou à partir du site de l'Union communiste internationaliste <https://www.union-communiste.org/fr>).**

### Combat ouvrier (Martinique et Guadeloupe)

La situation générale des travailleurs et des couches populaires continue de s'aggraver aux Antilles. Comme dans l'Hexagone, mais en pire.

Le chômage oscille entre 18 % et 25 % et le coût de la vie demeure toujours élevé. Plus de 12 % par rapport à la France. *Le Monde* (21 novembre) donne une idée de la situation sociale en parlant des problèmes de santé de la population : « Pour réduire l'obésité, le surpoids ou le diabète qui frappent de façon disproportionnée les régions ultramarines, il faut s'attaquer aux inégalités sociales qui rongent ces territoires [...]. La prévalence des maladies chroniques liées à l'alimentation est beaucoup plus forte dans les départements et régions d'outre-mer que la moyenne nationale et touche des territoires où les structures de soins sont déficitaires. L'hypertension artérielle concerne de 39 % à 45 % des habitants de Guadeloupe-Martinique [...]. La prévalence du diabète atteint 10 % en Martinique, 11 % en Guadeloupe et 14 % à La Réunion, contre une moyenne nationale de 5 %.

*Dans les régions ultramarines, la prévalence de ces maladies est, encore plus qu'ailleurs, corrélée à la catégorie socio-économique. "J'ai été frappée par des écarts sociaux de prévalence sur ces territoires où les inégalités sont très fortes", note Caroline Méjean, épidémiologiste de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA), qui a dirigé ces travaux. »*

Le service public de l'eau n'est pas fait pour arranger les choses. Il est particulièrement défaillant en Guadeloupe, où des milliers d'usagers sont privés d'eau régulière et saine au robinet. Les exemples d'eau dite potable, mais en réalité souillée, et contenant ou ayant contenu du chlordécone, ce pesticide nocif, rendent les gens très méfiants, malgré les avis dits rassurants de l'ARS.

Une grande partie de la population dans les deux îles achète maintenant de l'eau minérale, tout en payant sa facture d'eau distribuée, quand elle est distribuée, ce qui équivaut à payer une taxe supplémentaire sur l'eau. Ceux qui ne peuvent pas acheter de l'eau minérale boivent de l'eau malsaine.

Les services publics d'État ou communaux se dégradent toujours plus. Quasiment toutes les villes, les communautés de communes et les communes sont endettées. Fort-de-France est quinzième dans le classement des 20 villes les plus endettées de France.

Les attaques et les menaces contre les salaires sont permanentes, dans le privé comme dans le public. La cour régionale des comptes exerce une pression permanente pour la suppression de la prime de vie chère en raison des déficits publics des collectivités. Il n'y a pour le moment aucune décision à ce sujet. Mais la menace est récurrente.

Il y a des déficits ? Donc ce sont les travailleurs qui doivent réduire leur salaire. Comme s'ils étaient responsables des déficits !

Donc, prétendument pas d'argent pour les travailleurs et les pauvres, mais il y en a toujours pour les patrons. C'est ainsi que, pour compenser la fin du CICE de Hollande, les dernières dispositions pour le grand patronat d'outre-mer prévoient de fortes exonérations de cotisa-

tions sociales patronales. Pour eux, le gouvernement a inventé la compétitivité simple, la compétitivité renforcée, la clause de vulnérabilité, la clause de revoiyure.

Dans les autres îles de la Caraïbe, la pauvreté encore plus grande de la population pousse de plus en plus de gens à émigrer. Ces derniers temps, la misère, l'insécurité dues aux gangs armés font prendre tous les risques aux émigrés d'Haïti qui fuient cet enfer par les circuits clandestins. Et la mer des Caraïbes est souvent leur cimetière. C'est leur Méditerranée à eux!

Depuis quelque temps il y a aussi une immigration accrue en provenance de République dominicaine et du Venezuela, de gens fuyant la misère et l'instabilité politique. Ils subissent aux Antilles, comme tous les immigrés du monde, mépris, vexations et xénophobie. Les services de l'État les traitent avec le plus grand mépris.

## LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES ET MUNICIPALES

Eh bien c'est sur ce terreau de pauvreté générale et d'immigration pauvre que poussent le Rassemblement national et sa démagogie anti-immigrés. Ce parti d'extrême droite est arrivé en tête des élections européennes en Guadeloupe avec 23,71 % des voix et en seconde position en Martinique avec 16,31 % des voix. C'est un phénomène nouveau aux Antilles. Pendant longtemps, le Front national y réalisa des scores très minoritaires. Le temps où des manifestations pouvaient interdire à Jean-Marie Le Pen l'accès aux aéroports de Fort-de-France et de Pointe-à-Pitre semble révolu. L'argument du racisme du Rassemblement national et des Le Pen ne convainc plus.

Les résultats de la liste Lutte ouvrière – contre le grand capital le camp des travailleurs aux Antilles, aux élections européennes ont baissé de moitié en pourcentage : 5,58 % en moyenne au lieu de 10,53 % en 2014 dans les deux îles. Le très fort taux d'abstention nous donne toujours un bon résultat en pourcentage, mais nous constatons quand même qu'en nombre de voix nous nous maintenons bon an, mal an : 2635 voix en Martinique et 1714 en Guadeloupe. Au total 4349 voix.

Aux élections municipales de mars 2020, nous nous présenterons dans trois villes : à Fort-de-France, qui concentre à elle seule presque le quart de la population de la Martinique et bon nombre de travailleurs ; et en Guadeloupe aux Abymes, la plus grande ville en nombre d'habitants et la plus ouvrière, et à Capesterre-Belle-Eau, la ville où sont concentrés le plus grand nombre d'ouvriers agricoles de la banane.

Voilà pour les élections.

## LES LUTTES

Fort heureusement, les luttes ouvrières sont bien plus réconfortantes que ne le sont la situation générale et les résultats électoraux.

La plupart des syndicats ont appelé à la grève et à la mobilisation le 5 décembre, comme dans l'Hexagone, contre le plan retraites de Macron et contre la menace de suppression de la prime de vie chère. On a compté 2 300 personnes à la manifestation des syndicats à Pointe-à-Pitre. Elles ont répondu à l'appel de l'ensemble des syndicats, sauf le syndicat nationaliste UGTG qui n'appelait pas. On a compté un millier d'enseignants de la FSU. Il n'y a pas eu d'appel à la grève reconductible pour l'instant. À Fort-de-France, l'ensemble des syndicats, sauf les syndicats nationalistes qui n'appelaient pas, ont regroupé 3 200 personnes. La CGTM a appelé à la grève reconductible.

Au cours de l'année, même s'il n'y a pas eu de grandes luttes générales et offensives, les luttes des travailleurs et de



La manifestation du 5 décembre à Fort-de-France.

Banderole des travailleurs des hôpitaux disant :

« La politique de Macron c'est de la maltraitance pour les malades et pour les travailleurs, nous ne voulons pas de ça! Tous debout! »



La manifestation du 5 décembre à Pointe-à-Pitre.

la population montrent qu'il existe une minorité combative de la classe ouvrière qui ne lâche pas prise. Que plus de 3 000 personnes manifestent à Pointe-à-Pitre en soutien aux employés en grève du CHU, par deux fois en plein mois d'août, période de vacances, montre bien la capacité de mobilisation des travailleurs et de la population. Rapporté à la France, ce serait environ 500 000 manifestants à Paris en plein mois d'août. Cette grève du CHU de Guadeloupe est partie d'une grève des agents des Urgences, comme il y en eut plus de 230 dans toute la France, et pour les mêmes raisons : épuisement du personnel, manque de médecins, manque de matériels. C'est une situation ancienne, mais qui a été aggravée par l'incendie qui eut lieu en fin novembre 2017 au CHU de Pointe-à-Pitre.

Il n'a pas été possible de faire reculer la direction. Un peu au SAMU. Mais surtout les camarades du CHU ont posé haut et fort les problèmes, soutenus par la population. Ils ont pu s'exprimer sur leurs conditions de travail, sur la situation du CHU pour l'ensemble de la population. Ils ont remporté une victoire morale.

À la rentrée, lors de la manifestation du 24 septembre à Fort-de-France, 600 travail-

leurs se sont retrouvés dans les rues. Cette journée, comme en France, fut une réussite, notamment contre la réforme des retraites du gouvernement.

En remontant le cours de l'année, une autre grève a compté pour les travailleurs et la population, celle de Carrefour-Milénis. Elle a duré 80 jours, du 12 novembre 2018 au 11 février 2019. Il y eut un comité d'organisation de la grève élu, avec le soutien des syndicats. Les AG des grévistes avaient lieu quotidiennement. Cette grève fut largement soutenue moralement et matériellement par la population. Des meetings de soutien furent organisés par les syndicats et les organisations politiques sur le piquet de grève, ainsi que deux manifestations de rue. Lors de la deuxième manifestation de rue, les manifestants, en majorité des travailleurs d'autres entreprises, ont ouvert les rideaux métalliques fermés par la direction et ont occupé le magasin jusqu'à ce que le préfet et les patrons fixent une date de négociation à la demande des grévistes et des syndicats. Les grévistes ont pu faire reculer la direction dans ses attaques contre leurs salaires.

Ils ont repris le travail avec le sentiment d'avoir remporté une victoire contre les riches békés du groupe Despointes, le

deuxième groupe de la grande distribution aux Antilles après le groupe Bernard Hayot.

### LA VENGEANCE PATRONALE APRÈS LES GRÈVES.

Nous constatons un état d'esprit et des actes revanchards encore plus forts que d'habitude de la part des patrons, surtout après les grèves. C'est le cas à Carrefour-Milénis, c'est le cas depuis la fin de la grande grève des travailleurs de la banane en 2017. Dans plusieurs grandes plantations, il y a une vague de licenciements, et les procès aux Prud'hommes se succèdent. Un des plus importants patrons de la banane a intenté deux procès pour diffamation à notre camarade Jean-Marie Nomertin, secrétaire général de la CGTG et porte-parole de Combat ouvrier en Guadeloupe. Au procès en appel, une bonne centaine de travailleurs et de militants se sont retrouvés dans la salle d'audience et ont manifesté devant le tribunal de Basse-Terre. Jean-Marie a été relaxé en appel.

Le 22 novembre, ce même patron a assigné à nouveau notre camarade et aussi son avocat, ainsi que Delphine Ernotte, directrice de France Télévisions. Car, selon ce patron, Jean-Marie Nomertin et son avocat

l'auraient qualifié publiquement d'esclavagiste noir sur les ondes de France Télévisions. Ce qualificatif est pourtant utilisé depuis longtemps dans la population ouvrière. L'audience a été renvoyée au 14 février. Un nouveau meeting avec plus d'une centaine de travailleurs s'est tenu devant le palais de justice de Basse-Terre ce 22 novembre.

Après la grève du CHU, plusieurs grévistes ont été convoqués pour interrogatoire au commissariat.

À la suite de la grève des travailleurs de la collectivité territoriale de Martinique, le dirigeant syndical de la CDMT (Centrale démocratique martiniquaise du travail) a aussi été convoqué au commissariat de Fort-de-France.

Nous avons saisi l'occasion des procès dans la banane pour dénoncer les conditions de travail sur les plantations. Nous avons aussi dénoncé à nouveau les conséquences des méfaits du chlordécone, de l'herbicide paraquat et des pesticides sur la santé et même la vie des ouvriers agricoles.

## À PROPOS DU CHLORDÉCONE

Sur le scandale du chlordécone, deux importantes mani-

festations de protestation se sont déroulées à Fort-de-France, le 14 avril et le 18 octobre. Une manifestation d'associations antillaises a eu lieu à Paris aussi le 23 novembre. Plusieurs actions de blocage sont aussi menées régulièrement en Martinique par des associations de protestataires, proches des milieux nationalistes, devant les grandes surfaces appartenant aux riches békés, notamment celles du plus riche d'entre eux, Bernard Hayot. Samedi 23 novembre, dans la commune du Robert, des heurts musclés ont opposé gendarmes et manifestants. Ils réclament des indemnités à l'État et à ces riches békés, responsables de l'importation du chlordécone aux Antilles et des dégâts considérables qu'il provoque.

La commission d'enquête parlementaire sur le chlordécone a rendu ses conclusions. La responsabilité de l'État, clairement évoquée, est évidente puisqu'il a autorisé un produit connu pour sa dangerosité. Il a aussi accordé des dérogations pour son utilisation aux Antilles, alors qu'il était interdit dans l'Hexagone. Mais l'État l'a fait sous la pression du lobby bananier dirigé par les riches békés qui ont la haute main sur cette production.

Aujourd'hui, ce pesticide a

contaminé fortement les sols, les rivières, les littoraux, l'eau que l'on boit, les légumes racines, les hommes, avec un accroissement des cancers, avec des retards de développement chez les nouveau-nés. Et on découvre régulièrement d'autres effets néfastes.

## UN ASPECT DE LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT POUR L'OUTRE-MER

Face à la situation générale, le gouvernement fixe ce qu'il appelle « la trajectoire 5 points zéro pour l'outre-mer », c'est à dire : zéro carbone ; zéro déchet ; zéro polluant agricole ; zéro exclusion ; zéro vulnérabilité. Alors ça, si ce n'est pas prendre les gens pour des imbéciles, qu'est-ce que c'est ?

Les notables antillais globalement jouent le jeu et il n'y a pas de véritable opposition à sa politique aux Antilles. Dans ce milieu, une autre question revient souvent dans les débats, c'est celle du statut politique local. Mais elle est loin pour l'instant des préoccupations de la population. L'article paru dans la dernière *Lutte de classe* (n° 203), vous en dit plus sur cette question.

## États-Unis

### LE NIVEAU DE VIE DES TRAVAILLEURS À LA BAISSÉ

Tout au long de l'année dernière, la population des États-Unis a été bombardée de nouveaux rapports sur la supposée bonne santé de l'économie. On nous dit que nous connaissons la plus longue expansion économique de l'histoire des États-Unis et que le chômage est au plus bas.

Mais ce bavardage satisfait n'a pas grand-chose à voir avec la réalité vécue par la plupart des travailleurs, qui luttent pour payer leurs factures et pour acheter les biens les plus indispensables.

Pour s'en rendre compte, jetons un coup d'œil à la situation des retraités. Leur pension mensuelle est en moyenne de 1 470 dollars. Pour une grande partie d'entre eux, c'est leur seule ressource. Et elle ne per-

met même pas de payer le loyer dans la plupart des grandes villes. Par exemple, à Los Angeles, quelqu'un qui cherche un appartement à louer découvre que les propriétaires demandent 2 500 dollars par mois pour un F3. Louer une simple chambre dans une maison ou dans un appartement coûte plus de 1 000 dollars par mois. Aussi, une fois qu'ils ont loué une telle chambre, la plupart des retraités ne peuvent payer

les frais médicaux, les factures de gaz et d'eau ou d'électricité, la nourriture, les transports et tout le reste.

Les visiteurs étrangers me disent toujours leur surprise de voir ici autant de personnes âgées travailler dans les fast-foods ou dans des supermarchés. Les nécessités économiques obligent de nombreux anciens à continuer à travailler bien au-delà de l'âge de la retraite.

Le niveau de vie des travailleurs est partout à la baisse. C'est particulièrement vrai en ce qui concerne les jeunes travailleurs. La plupart n'ont pas un travail fixe avec des horaires réguliers. Ils sont intérimaires, travaillent à temps partiel, ou en tant que travailleurs prétendument indépendants. Ce sont des boulots mal payés, sans horaire fixe, et pas du tout stables. Les discours béats sur l'économie des États-Unis ne s'appliquent pas à la situation de la plupart des travailleurs.

#### LES SCANDALES AUTOUR DE TRUMP ET LES DÉMOCRATES

Aujourd'hui, la vie politique aux États-Unis est dominée par Donald Trump. Ses affirmations manifestement fausses et ses commentaires absurdes qui se succèdent sans arrêt constituent le cadre des débats et dominent le discours politique comme on ne l'avait jamais vu auparavant.

Malgré un tintamarre quotidien de scandales, d'enquêtes et de menaces de mise en accusation et de destitution, Trump a gardé une solide base de soutien. Certes, il s'agit d'une minorité de la population, mais cette minorité lui reste fidèle. La base la plus solide de Trump, ce sont les chrétiens intégristes qui sont depuis longtemps la principale base électorale du Parti républicain. Ce sont

surtout des Blancs qui vivent dans des régions rurales ou semi-rurales, des petites villes ou des banlieues lointaines. Ils sont fermement à droite, opposés aux droits des femmes et au droit à l'avortement, et sont souvent xénophobes et racistes. À côté de cela, la démagogie de Trump lui a aussi attiré le soutien de beaucoup de travailleurs blancs, en particulier dans les régions rurales confrontées aux fermetures d'usines, au chômage et aux très bas salaires. Démoralisés par une situation économique désastreuse et par la décomposition sociale, beaucoup sont amers et en colère contre les deux partis principaux : les républicains et les démocrates. Bien des travailleurs blancs qui ont soutenu Trump en 2016 avaient voté Obama en 2008 et en 2012, car il semblait offrir quelque chose de différent. Le fait que Trump a été attaqué dès le premier jour de son mandat n'a fait que confirmer leurs pires soupçons et les a amenés à continuer à se cramponner à Trump.

Trump ayant maintenu sa base électorale, les responsables républicains qui se sont d'abord présentés à la primaire républicaine ne peuvent se payer le luxe de s'opposer à lui, même s'ils grognent contre lui

en privé. C'est la raison pour laquelle, jusqu'à maintenant, ils se sont systématiquement opposés à sa mise en accusation et à sa destitution.

Les démocrates ont eu bien du mal à se positionner par rapport à Trump. Ils veulent se présenter comme le parti de la diversité et de la tolérance. Dans la lutte interne au Parti démocrate pour désigner le candidat du parti à l'élection présidentielle de novembre 2020, les deux douzaines de postulants illustrent cette diversité. Il y a des femmes, des hommes, des Blancs, des Noirs, des Hispaniques, des homos, des hétéros, des jeunes, des vieux, des écologistes, etc. Néanmoins, les quatre candidats qui sont en tête dans les sondages et qui récoltent le plus de dons pour leur campagne sont, comme d'habitude, des Blancs, et pour trois d'entre eux des hommes.

Les démocrates s'adressent principalement à la petite bourgeoisie, aux étudiants et à quelques secteurs plus aisés de la population. Lors des élections de novembre 2018, cette stratégie a payé. Des petits bourgeois, vivant dans les banlieues aisées, qui votent surtout pour les républicains d'habitude, ont été tellement choqués par Trump qu'ils ont franchi le pas et voté pour les candi-



Des grévistes de General Motors popularisent leur grève.

REUTERS

datés démocrates. Cela a permis aux démocrates de contrôler la Chambre des représentants.

Le grand réservoir de dégoût envers Trump vient de la population noire. Et comme d'habitude les démocrates pensent que le vote noir leur est acquis et qu'il leur suffit de parler de « diversité ».

Il en va de même en ce qui concerne l'attitude des démocrates envers le vote des travailleurs syndiqués, blancs, noirs ou hispaniques : les démocrates considèrent que le soutien de la bureaucratie syndicale leur est acquis. Leurs deux douzaines de candidats à la présidentielle ne parlent pas des préoccupations quotidiennes des travailleurs, blancs et noirs, ni des pauvres. La prétendue gauche du parti, représentée par Elizabeth Warren et Bernie Sanders dans ces élections, sont peut-être allés voir les piquets de grève de General Motors, mais seulement pour parler du grand système de soins qu'ils proposent, et dont beaucoup de travailleurs craignent qu'il s'agisse d'une nouvelle attaque contre leur couverture médicale, quelle qu'elle soit. Cela a laissé beaucoup de gens ordinaires indifférents envers les candidats à la présidentielle du Parti démocrate et cela a créé une ouverture pour la démagogie de Trump.

Dans quatre États clés, qui peuvent basculer d'un côté ou de l'autre et qui, dans le Midwest, ont une large population ouvrière, de récents sondages montrent que Trump est au coude-à-coude avec les principaux candidats démocrates. Obama l'avait emporté dans ces États-là en 2008 et en 2012, mais Trump les avait conquis en 2016. Si Trump gagne encore dans ces États en 2020, il pourrait ne pas remporter la majorité des votes et quand même remporter l'élection, comme en 2016.

## AUTOUR DE GENERAL MOTORS, UNE MOBILISATION OUVRIÈRE MARQUANTE

L'an dernier, les travailleurs ne se sont lancés que dans quelques luttes dispersées pour riposter aux attaques continues menées contre la classe ouvrière. Mais une de ces luttes a été importante : la grève de 40 jours des ouvriers de General Motors. Pour vous donner une idée de ce que cela représente, il n'y avait pas eu de grève de plus d'un jour ou deux, étendue à tout un constructeur automobile, depuis 1976. On peut dire sans se tromper que la plupart des travailleurs de General Motors qui ont fait grève n'avaient jamais fait grève auparavant. Quand la grève a démarré, les travailleurs ne savaient pas trop ce qui arrivait, mais au fur et à mesure que cela durait ils semblaient de plus en plus déterminés à tenir. Et lors du vote final sur l'accord négocié avec la direction, il y eut près de 40 % de non, ces grévistes voulant continuer la grève.

Chez les autres constructeurs automobiles, les travailleurs disaient « Leur lutte, c'est notre lutte ». Dans la région de Detroit où nous sommes présents, on a vu des travailleurs de Ford, de Chrysler, des usines de pièces détachées, venir aux piquets de grève, souvent apporter de la nourriture ou de l'argent pour les grévistes. Des enseignants, des hospitaliers, des travailleurs municipaux ou des salariés de l'État ont également rejoint les piquets de grève. Le fait que certains relèvent la tête a touché beaucoup de travailleurs. Bien sûr, ceux qui sont venus aux piquets n'étaient pas très nombreux, mais il est remarquable qu'il y en a eu pas mal qui sont ensuite retournés dans leur propre usine en parler autour d'eux et ont amené des collègues avec eux. Ils ne se sont pas mis eux-mêmes en

grève, ils sont venus sur leur temps libre, mais ils étaient très nombreux à sentir que c'était leur grève à eux aussi.

Mais les travailleurs de chez Ford et Chrysler s'intéressaient à la grève au point d'aller sur les piquets si quelqu'un le leur proposait. Et, arrivés sur les piquets, ils étaient contents de parler avec les grévistes, chose qu'ils n'avaient jamais faite auparavant.

Le plus remarquable dans cette grève, outre le fait qu'elle a existé, est l'objectif des grévistes : revenir sur les changements qui ont transformé l'industrie automobile en une gigantesque entreprise de salariés précaires, ou de travailleurs payés selon des grilles de salaire de plus en plus défavorables selon la date d'embauche. Des ouvriers sur la même chaîne, faisant le même travail, sont payés nettement moins, d'autant moins qu'ils ont été embauchés récemment. Il était intéressant de parler sur les piquets avec les vieux ouvriers qui disaient qu'ils allaient bientôt être à la retraite, et que donc cela ne changeait rien pour eux, mais qu'il ne fallait pas que les jeunes soient embauchés avec un salaire réduit de moitié pour faire le même travail, ou qu'ils soient obligés de travailler sans avoir jamais l'espoir d'un travail régulier.

Depuis que la grève de GM a pris fin, les médias se sont livrés à une véritable campagne pour affirmer que les travailleurs y ont plus perdu que gagné. Cela n'a manifestement pas eu un grand impact sur les grévistes de GM, qui font leurs propres calculs et savent bien que les 11 000 dollars de prime à la signature de l'accord compensent, et au-delà, ce qu'ils ont perdu en 40 jours de grève. Mais cette propagande était destinée à tous les autres travailleurs, pour doucher leur excitation devant cette grève.

## Workers'Fight (Grande-Bretagne)

### LE MAUVAIS FEUILLETON DU BREXIT

Nous vivons certainement une époque intéressante, à moins que ce soit une époque de farce. Ce que l'on appelle les élections du Brexit se tiendront dans quatre jours. Ce sont les troisièmes législatives et le cinquième scrutin national en cinq ans, en incluant les législatives de 2015 et le référendum sur le Brexit de 2016. Bien sûr, cet interminable bazar politicien est avant tout lié à ce référendum et à sa surenchère xénophobe. Après que le vote en faveur du Brexit l'eut emporté de peu et contre toute attente, la complexité d'arracher la Grande-Bretagne à une Union européenne (UE) à laquelle elle appartient depuis 40 ans a tourné au cauchemar. La date de départ de l'Union a déjà été retardée quatre fois, car le gouvernement a échoué dans chacune de ses tentatives d'obtenir du Parlement qu'il adopte l'accord de divorce négocié avec l'UE. Tout cela est dû au fait que, lors des élections de 2017, les conservateurs n'ont obtenu que 317 sièges sur 650. Pour emporter le moindre vote au Parlement, le gouvernement avait besoin de passer un accord avec les 10 députés des Unionistes démocrates d'Irlande du Nord. Mais il lui fallait aussi le soutien de tous les députés conservateurs. Et, du fait des divisions sur le Brexit qui existaient dans les rangs de son propre parti, il a perdu des voix qui comptent. Cette arithmétique parlementaire a conduit à la chute de la précédente Première ministre, Theresa May. Par trois fois, l'accord qu'elle avait négocié avec l'UE pour que le Brexit ait lieu le 29 mars fut repoussé par le Parlement. De sorte qu'une nouvelle date

fut fixée au 31 octobre, et elle démissionna.

En juillet, Boris Johnson, sosie de Trump et champion du Brexit, devint Premier ministre en promettant un départ de l'UE pour le 31 octobre de cette année, « *que ça passe ou que ça casse* ». Mais il mit un point d'honneur à ne reprendre les négociations avec l'UE qu'au tout dernier moment, en insistant sur le fait qu'il lui fallait user de la menace d'un « Brexit dur », c'est-à-dire d'un départ sans accord, au cas où l'Union n'accepterait pas ses exigences. Les députés hostiles au Brexit ripostèrent en proposant une loi interdisant un Brexit sans accord de divorce. Ce à quoi Johnson répondit en les accusant d'avoir voté la reddition de la Grande-Bretagne à l'Union. Et lorsque 21 députés de son parti votèrent en faveur de cette loi, Johnson les exclut, affaiblissant d'autant sa position au Parlement. Au cas où, à la fin octobre, Johnson n'aurait pas trouvé d'accord avec l'Union, cette nouvelle loi l'obligeait à demander une extension du processus du Brexit jusqu'au 31 janvier 2020. Ce à quoi Johnson répondit qu'il « *préfererait crever dans un fossé* » plutôt que

de retarder le Brexit au-delà du 31 octobre. Sur quoi Johnson suspendit le Parlement pour l'empêcher de s'en prendre de nouveau à son gouvernement, désormais bien faible. Cette tactique se retourna contre lui lorsque la Cour suprême déclara cette suspension illégale, l'obligeant à rouvrir le Parlement. À ce moment-là, il ne restait plus que quelques jours avant le 31 octobre. Les députés décidèrent alors de suspendre le processus du Brexit, cette fois parce qu'il ne restait plus assez de temps pour débattre du projet d'accord de divorce présenté par Johnson. Ainsi, il ne restait plus qu'une sortie possible à cette impasse : la tenue d'élections anticipées.

### MANŒUVRES POLITICIENNES ET ATTAQUES ANTI-OUVRIÈRES

Voici donc la situation où nous nous trouvons aujourd'hui. Ayant perdu du crédit après les trois dernières années d'avatars du Brexit, les principaux partis politiques en sont à multiplier les promesses, les accusations et les mensonges, en guise de préparation du scrutin



Ces postiers du nord de Londres ont voté Yes pour faire la grève.

de jeudi 12 décembre. Le Parti conservateur de Johnson est en tête des sondages d'opinion grâce à sa promesse de « boucler le Brexit ». Son parti attaque Corbyn en le présentant comme un « dangereux marxiste » et comme un « antisémite », parce qu'il a eu le mérite de prendre position pour le peuple palestinien, contre l'État d'Israël.

Cette campagne électorale est marquée par l'amertume et la calomnie et elle se déroule sur le fond d'une sérieuse détérioration des conditions de vie de la classe ouvrière. Celles-ci ont été aggravées par les réductions budgétaires. Le salaire moyen réel est toujours en dessous de son niveau de 2008.

14,3 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté, soit 22 % de la population, dont 4,6 millions d'enfants. La crise du logement continue à

s'aggraver et on estime que 726 SDF sont morts dans la rue l'an dernier. Les conditions de travail continuent également à se détériorer. Dans l'industrie automobile, le Brexit a servi à imposer aux travailleurs des suppressions d'emplois permanents et temporaires, plus de précarité et plus de divisions entre salariés faisant le même travail. Au cours des trois dernières années, 106 000 emplois ont disparu dans la grande distribution. Une grande chaîne de supermarchés, Asda, la filiale britannique du géant américain Walmart, impose une aggravation des conditions de travail de ses salariés sous peine de licenciement. Royal Mail, le service postal privatisé, veut imposer des conditions de travail inspirées de celles d'Amazon et supprimer 20 000 postes. 97 % des 120 000 travailleurs qui ont participé à une

récente consultation ont voté pour la grève, mais le patron a obtenu un jugement en référé contre la grève. Néanmoins, il y a encore toutes chances qu'elle ait lieu, même si elle est repoussée après Noël.

Quant aux élections anticipées, de nombreux travailleurs disent qu'ils ne voteront pas. La pagaille du Brexit a aidé à dissiper bien des illusions. Cela étant, il se trouve aussi des travailleurs pour apprécier les renationalisations promises par les travaillistes, bien qu'ils se donnent 7 à 10 ans pour les faire. Cela dit, dans l'état actuel des choses, nous ne pouvons dire ce qui sortira de ces élections ou du Brexit. Tout ce que nous pouvons dire, c'est que la situation sociale s'aggrave et qu'il y a plus de colère parmi les travailleurs.

## Lutte ouvrière/Arbeidersstrijd (Belgique)

### UNE INCERTITUDE POLITIQUE

L'actualité en Belgique est aussi marquée par l'incertitude.

Nous avons voté, il y a sept mois. Les cinq gouvernements régionaux et communautaires ont fini par se mettre en place au bout de quelques mois, et ont commencé leurs politiques d'austérité. Mais les partis politiques ne se sont toujours pas mis d'accord pour former un gouvernement fédéral, c'est-à-dire le gouvernement de l'ensemble de la Belgique.

Le gouvernement fédéral reste donc en « affaires courantes », ou plutôt en affaires fuyantes. Car tous les ministres importants sont partis, soit vers l'Europe, soit vers les gouvernements régionaux, qui leur semblent plus prometteurs pour leur carrière. C'est comme ça qu'on a maintenant pour la première fois une femme

Première ministre. C'est bien connu, les postes dévalorisés, c'est pour les femmes !

La situation actuelle est d'abord le résultat de six réformes de l'État, qui ont découpé le pays toujours plus. Au point qu'aujourd'hui on ne regarde plus la même télévision, on ne va pas dans les mêmes écoles et elles sont organisées séparément, c'est même à des conditions différentes qu'on obtient son permis de conduire, selon la région dans laquelle on habite...

Le plus gros de la Sécurité sociale, avec les pensions, reste cependant au fédéral... Mais elle est dans le collimateur des nationalistes.

### DÉMAGOGIE RÉGIONALISTE

La guéguerre communautaire a toujours servi à mas-

quer la lutte des classes et à mettre sur le dos de l'autre communauté les causes de la misère grandissante du monde du travail. Ce n'étaient pas les patrons qui étaient responsables du chômage et des bas salaires, mais « les autres », les Flamands ou les Wallons, suivant le côté où l'on se trouve de la frontière linguistique. Et chaque fois qu'une responsabilité de l'État fédéral a été régionalisée, cela allait de pair avec des restrictions budgétaires.

Ça marchait bien (pour la bourgeoisie) tant que les mêmes familles politiques, socialistes, sociaux-chrétiens, libéraux et puis écolos, se relayaient au pouvoir des deux côtés du pays.

Mais la crise est passée par là. Et les petits monstres que l'agitation nationaliste a fait naître ont grandi, aidés aussi par la droitisation générale qui a gagné toute l'Europe. En Flandre, les nationalistes et

l'extrême droite sont devenus les deux principaux partis. Ils y réunissent plus de 43 % des voix.

## COMBINAISONS POLITIQUES

En Wallonie, le tableau est différent : l'extrême droite reste divisée. Les six listes de l'extrême droite n'ont récolté ensemble que 8 % des voix.

Le PS reste en tête, mais le PTB, un parti d'extrême gauche d'origine maoïste qui se présente comme la « gauche véritable », lui prend des électeurs. Avec plus de 16 % des voix, le PTB a désormais des élus dans toutes les grandes villes où le PS

est fort, ainsi qu'au Parlement wallon et au Parlement fédéral.

Ce sont donc le PS wallon et la N-VA (Nouvelle alliance flamande) qui ont la main pour former un gouvernement fédéral. Mais un compromis entre eux qui ne les discréditerait pas auprès de leurs électeurs respectifs est difficilement envisageable.

Alors une coalition à six ou huit partis est envisagée, mais loin d'être réalisée. Et elle aurait une très courte majorité au gouvernement fédéral. Elle se passerait de la N-VA... ce qui ne pourra que renforcer électoralement la N-VA et le Vlaams Belang (Intérêt flamand, extrême droite indépendantiste). La re-

cherche d'une future majorité politique sera donc encore plus difficile, la formation d'un gouvernement fédéral encore plus problématique, et la nécessité de pousser la scission de la Belgique encore plus loin encore plus évidente pour les nationalistes.

Ce n'est pas ce que souhaite la majorité de la population, et encore moins celle des travailleurs, ni en Flandre, ni en Wallonie.

Mais tant que la classe ouvrière ne relève pas la tête et ne retrouve pas une conscience de classe et une combativité suffisantes, les politiciens peuvent continuer leur œuvre de division.

## Bund Revolutionärer Arbeiter (Allemagne)

En Allemagne, c'est le Parti social-démocrate (SPD) qui tient son congrès ce week-end. Il se donne un nouveau chef de parti, pour la troisième fois en trois ans. À chaque fois, le nouveau a été présenté comme l'espoir, censé apparaître plus à gauche, plus critique de la grande coalition et capable de reconquérir l'électorat populaire perdu. En vain : chaque nouvelle élection confirme son déclin inéluctable. Lors des dernières élections régionales cet automne en Saxe et en Thuringe, il n'obtenait plus que 8 % des voix environ. Et d'ailleurs son actuel « virage à gauche », à côté de quelques revendications comme l'augmentation du smic, consiste en particulier à réclamer un grand programme d'investissements par l'État de 45 milliards d'euros par an... ce que revendique aussi le patronat, notamment pour répondre « à la menace de récession ».

## PROFITS ET PLANS MASSIFS DE LICENCIEMENTS

De son côté, le patronat in-

terdit ses attaques. Depuis le début de l'année, nombre d'entreprises, dont les plus grandes, multiplient les annonces de fermetures de sites et de plans de licenciements. Pour ne citer que quelques exemples des derniers mois, dans la sidérurgie ThyssenKrupp a annoncé 6000 licenciements, dans le commerce Karstadt 2000, dans la chimie Bayer 12 000 et BASF 6000, dans le secteur bancaire la Deutsche Bank 18 000 et la Commerzbank 4000.

Les attaques sont particulièrement dures dans l'automobile. Les trois plus grands constructeurs, BMW, Daimler et Volkswagen, ont annoncé au total 60 000 suppressions d'emplois d'ici trois ans rien qu'en Allemagne. Chez les fournisseurs et sous-traitants, il ne se passe pas une semaine sans l'annonce d'une nouvelle usine qui ferme, pendant que pour les autres c'est chômage partiel et réduction de salaires.

Il va sans dire que pour les patrons les années fastes continuent : Daimler et BMW par exemple ont encore fait plus de sept milliards de profit net cha-

cun. Bon nombre d'entreprises ont cependant enregistré une toute petite baisse de leurs profits par rapport à 2017. Cela suffit pour les rendre encore plus agressifs. Il y a l'incertitude quant à l'évolution de l'économie mondiale en général, et de la situation économique en Chine en particulier, dont les liens avec l'industrie allemande sont particulièrement étroits. Volkswagen par exemple vend désormais la moitié de ses voitures en Chine.

## BAISSES DE SALAIRE ET CHANTAGE À LA FERMETURE

Une entreprise de la métallurgie de 400 travailleurs dans la région de la Ruhr est également concernée. En juillet, le groupe américain auquel elle appartient a annoncé la fermeture de trois sites en Allemagne, pour augmenter sa marge de profit. Quatre mois plus tard, deux des sites sont déjà fermés, tandis que pour le plus grand site, à Essen, ils semblent préparer une ferme-

ture en plusieurs étapes.

Au moment de l'annonce de la fermeture, la direction avait fait venir une dizaine de vigiles, par peur que les travailleurs ne cassent des machines ou ne se lancent dans des actions spontanées. Mais en fait, le syndicat fut bien plus efficace que tout personnel de sécurité. Alors qu'au moins une minorité des travailleurs se demandait comment réagir, les syndicalistes expliquèrent qu'il faudrait d'abord essayer de négocier avec les patrons aux États-Unis, et que pour cela il faudrait surtout leur montrer qu'ils étaient de bons travailleurs, fiables. Puis, pendant trois mois, rien. Sous différents prétextes, on poussa les travailleurs à attendre passivement. Tout cela pour finalement, d'un jour à l'autre, organiser un vote où les travailleurs pouvaient choisir entre deux options: soit ils votaient pour le licenciement de la moitié du personnel et plusieurs centaines d'euros de réduction de salaire, soit ils votaient... pour la fermeture de l'usine. 40% des travailleurs ont refusé ce chantage et se sont abstenus de voter. Mais ils ne se voient pas se battre, encore moins sans les syndicats.

### L'ÉCOLOGIE, PRÉTEXTE À DE NOUVELLES ATTAQUES

Une bonne partie de ces attaques patronales, notamment dans l'automobile, ainsi que des attaques gouvernementales, ont pris un déguisement: celui de la soi-disant lutte contre le changement climatique. Il faut dire que le mouvement de la jeunesse Fridays for future a été très suivi en Allemagne et particulièrement tenace. Pendant six mois, des dizaines, puis des centaines de milliers de jeunes ont manifesté tous les vendredis matin, exprimant leurs craintes quant à l'évolution de l'état de la planète. Au point culminant en septembre,

il y avait 1,4 million de manifestants, avec d'un côté de la colère contre la logique du profit et l'envie de changer collectivement tout «le système», de l'autre côté des idées individualistes sur le thème «à chacun de changer de comportement».

Puis le mouvement a été politiquement récupéré par les Verts, et finalement par quasiment l'ensemble des partis. Les partis de la grande coalition ont essayé d'enrayer leur déclin électoral en naviguant sur la vague écologiste. Depuis des mois, ils ne parlent quasiment plus de rien d'autre. Sur le plan électoral, cela ne les a guère aidés. Mais ils en ont profité pour faire passer un paquet de lois prétendument pour le climat, qui augmentent la note de chauffage et d'essence pour les classes populaires, pendant qu'on arrose le patronat de la somme astronomique de 50 milliards d'euros en quatre ans. Et, de Die Linke jusqu'à la droite la plus réactionnaire en Bavière, des patrons aux syndicats, tous vont dans le même sens, faisant naître une ambiance type union sacrée pour lutter contre l'ennemi commun, le changement climatique.

### UNE UNION SACRÉE ANTILOUVRIÈRE QUI PROFITE À L'EXTRÊME DROITE

Il n'y a qu'un seul parti pour s'opposer à cette politique et qui apparaît du coup comme le seul défenseur des travailleurs et des déshérités: c'est l'AfD (Alternative für Deutschland, Alternative pour l'Allemagne), l'extrême droite. À la manière d'un Trump, l'AfD veut laisser les patrons polluer comme bon leur semble, postulant que cela renforcerait la compétitivité de l'industrie allemande et garantirait ainsi l'emploi. Un exemple qui illustre bien cette dynamique est l'arrêt de l'extraction du lignite (une variété

de charbon) en Rhénanie et surtout dans une grande région de l'Est.

Sous prétexte que l'extraction sera interdite en 2035, les trusts de l'énergie ont annoncé des licenciements tout de suite. Lors des dernières élections cet automne, tous les partis sauf l'AfD ont expliqué aux travailleurs que ce sacrifice serait nécessaire pour sauver le climat, mais que, grâce aux subventions étatiques, ils trouveraient sûrement tous un nouvel emploi. L'AfD en revanche revendiquait la poursuite de l'activité minière, et apparaissait donc comme le seul défenseur des salariés. Cela a contribué à son succès électoral. Dans bon nombre de communes touchées par la question du lignite, l'AfD a obtenu dans les 40% des voix.

Il faut dire que le syndicat de ce secteur, l'IG BCE, les a bien aidés. À plusieurs reprises, il a mobilisé pour repousser la fin de l'extraction du lignite et réclamer des subventions pour les patrons. Et il n'a pas hésité à accueillir un cortège de l'AfD dans une manifestation en Rhénanie – du jamais vu dans une manifestation syndicale – tellement syndicat et extrême droite étaient sur la même longueur d'onde de vouloir «sauver l'industrie allemande du fanatisme écologique». Et il y a deux semaines, quand des militants écologistes ont organisé des manifestations un peu musclées contre la poursuite de l'extraction de lignite en Allemagne de l'Est, patronat et syndicat ont organisé ensemble un événement contre les écologistes, en harmonie avec bien des politiciens locaux, dont ceux de l'AfD étaient les plus virulents. Des groupes néonazis de la région faisaient également campagne, et un groupe de policiers s'est fièrement photographié devant un tag des néonazis contre les écologistes.

Mais l'extrême droite ne progresse pas à l'Est seulement.



**Manifestation à Berlin (13 mars 2019) contre les quelques grands trusts du logement qui en accaparent toujours plus et font exploser les loyers. L’affiche « *Sie verlassen den .... Sektor* » est une allusion humoristique aux anciens check-points qui annonçaient qu’on quittait un certain secteur d’occupation de la ville : cette fois on quitte le secteur où les loyers sont abordables.**

Dans un arrondissement de la ville d’Essen par exemple, il existe une soi-disant « milice citoyenne ». Elle est composée de hooligans-bikers d’extrême droite, qui depuis vingt mois maintenant sont cinquante à cent à patrouiller tous les jeudis dans les quartiers. Sous prétexte d’« assurer la sécurité et de protéger les femmes des immigrés violeurs et criminels », ils essaient de régner par la peur. Il y a un milieu associatif qui organise des contre-manifestations tous les jeudis, et ils sont les cibles principales de ces nervis qui n’hésitent pas à menacer, à cogner et même

une fois à tirer dans les vitres de son centre culturel. Beaucoup de travailleurs de cet arrondissement semblent ne pas se rendre compte du danger concret de l’extrême droite. Ils prennent pour argent comptant l’idée de la sécurité et se disent que, si les politiciens disent tant de mal de cette milice, c’est qu’elle doit avoir quelque chose de bien.

Ce qui a récemment également marqué l’ambiance, ce sont les répercussions de la guerre de la Turquie en Syrie du nord, qui a créé de grosses tensions entre Turcs et Kurdes de Turquie et de Syrie. Dans

plusieurs villes, des petits groupes de nationalistes turcs ont attaqué des manifestations de Kurdes protestant contre la guerre, déclenchant des bagarres.

## MOBILISATIONS POUR LE LOGEMENT

Pour terminer sur quelque chose de plus sympathique, il y a eu cette année un mouvement contre l’explosion des loyers à Berlin, avec plusieurs milliers de manifestants qui revendiquaient la socialisation des grands trusts du logement. Cette revendication, qui n’est pas née par hasard en Allemagne de l’Est, avec un passé différent sur ce plan-là, a permis nombre de discussions. Car, pour la première fois depuis de longues années, des ouvriers discutaient du sens des expropriations et de la possibilité de leur réalisation, et beaucoup de jeunes ouvriers découvraient l’idée même.

Plus généralement, en raison de la situation générale, le mouvement pour le climat, les guerres, la crise, la montée de l’extrême droite, etc., un peu plus de travailleurs et de jeunes se posent des questions de fond quant à l’avenir de la société et sont un peu plus ouverts à l’idée d’une transformation révolutionnaire.

## Voz Obrera (Espagne)

### UNE « SORTIE DE CRISE » DONT NE BÉNÉFICIENT PAS LES TRAVAILLEURS

La situation économique et sociale ne s’améliore pas en Espagne depuis 2007, quoi qu’en disent les porte-parole de la bourgeoisie et ses politiciens, qui martèlent que nous sommes sortis de la crise. En

réalité, 85 % des personnes qui reçoivent l’aide de la Croix-Rouge sont des travailleurs pauvres, qui n’arrivent pas à finir le mois ; et 26 % d’entre eux ne parviennent pas à s’alimenter correctement. La crise continue et accroît la pauvreté. En observant la répartition du revenu national, on voit bien que la part des revenus du travail diminue et que celle du

capital augmente.

L’offensive patronale s’accroît et l’extrême droite conquiert des positions, s’installe dans les institutions. Pour les travailleurs, la situation reste critique. Pedro Sanchez a bien, tambour battant, augmenté le salaire minimum à 900 euros, mais l’hémorragie de licenciements continue. Des milliers de travailleurs ont

été mis à la porte cette année, victimes des plans de licenciements des grandes entreprises et des multinationales. Pour les sept premiers mois de l'année, le nombre de travailleurs touchés par l'équivalent des PSE se monte à 44 745, soit 40 % de plus qu'à la même période en 2018. Les licenciements sont, entre autres, les supermarchés Dia, le groupe Abengoa, Nissan, Ford... On est donc loin d'un redémarrage économique. Tout récemment, un plan de 6 600 licenciements temporaires (du chômage technique sans aucune indemnité) a été annoncé à SEAT, une entreprise qui a fait 254 millions d'euros de bénéfices l'an passé.

Dans ces conditions, les emplois créés sont rares, précaires, souvent saisonniers. Le nombre officiel des chômeurs tourne autour de 3 millions, soit presque 15 % de la population active; les aides sociales sont attribuées au compte-gouttes et l'on voit des personnes âgées décéder avant de toucher celles auxquelles elles ont droit. Avec des pensions très basses, bien des retraités n'y arrivent pas, et on nous parle sans arrêt de repousser l'âge de départ, qui est déjà de 67 ans. Que feront Pedro Sanchez et Pablo Iglesias s'ils forment un gouvernement? L'une de leurs promesses était de ne pas toucher aux retraites, une promesse qui, vu les pensions de misère, ne devrait pas coûter très cher.

Les services publics se dégradent à tous les niveaux. La santé, l'éducation et les services sociaux sont les plus touchés. À l'époque du gouvernement Rajoy, la réforme du travail a permis aux patrons de licencier sans dépenser un centime, aux frais de l'État; une loi a été adoptée pour fixer un plafond aux dépenses en services publics, et elle est maintenant utilisée pour faire du chantage aux travailleurs et privatiser leurs services. De même, dans

le public, on ne peut plus embaucher qu'à hauteur de 8 % des départs à la retraite, ce qui ouvre grand la porte à la vente des entreprises et services publics restants.

Si, pendant les années 1960 (c'est-à-dire sous le franquisme), l'État a nationalisé les entreprises qui faisaient faillite et créé des entreprises publiques, à partir des années 1980, les socialistes et la droite ont privatisé les banques et les caisses d'épargne, liquidé l'industrie nationale de l'énergie et des communications en privatisant la Telefonica, Iberia, Repsol... Vers 1985, il existait au total 130 entreprises publiques et autour de 850 contrôlées indirectement par l'État, sans compter celles des régions et des municipalités. À peine quinze ans plus tard, elles étaient privatisées ou partiellement privatisées. On voit que, nationalisation ou privatisation, il s'agit toujours d'aider les capitalistes à maintenir leurs profits, en privatisant les secteurs qui rapportent et en socialisant les pertes. Ainsi, à Séville, la mairie socialiste (soutenue par Podemos) utilise cette arme du plafond de dépenses pour menacer les agents, stopper les embauches et privatiser des lignes de bus.

Cette année, les mobilisations ont été moins nombreuses et moins intenses, même si on continue à défendre la santé, l'éducation et les retraites. Ces dernières semaines, des rassemblements ont été appelés par les syndicats majoritaires (Commissions ouvrières et UGT) contre les licenciements de travailleurs malades autorisés par la dernière réforme de Rajoy – que Pedro Sanchez n'a voulu ni abroger ni amender.

## JEU D'ALLIANCES À GAUCHE ET MONTÉE DE L'EXTRÊME DROITE

Du point de vue politique, ce sont les élections (à répétition) et le conflit en Catalogne qui ont marqué l'année. Nous en sommes donc à quatre élections législatives en quatre ans. À croire qu'on aime ça! Mais, dans un climat de découragement et d'apathie à gauche, l'abstention est montée à 30 %, un peu plus que les fois précédentes. Le PSOE reste devant, même s'il a perdu des voix, avec 29 % des suffrages, ce qui l'oblige à passer des accords pour gouverner. Bref, on en est toujours au même point.

Avec 21 %, le Parti populaire (PP, droite) a lui aussi perdu des voix, tout comme Podemos qui plafonne à 11 %. C'est surtout Ciudadanos, la « nouvelle » droite si prometteuse apparue en Catalogne il y a quelques années, qui a pris une claque avec ses 7 %, d'où des démissions en cascade parmi ses cadres. Certes, ce n'est pas une grande perte; mais une partie des voix perdues par Ciudadanos l'ont été au profit de Vox, l'extrême droite décomplexée, qui a obtenu 16 % et s'est imposée comme troisième force politique du pays. Pour beaucoup de gens, surtout à gauche, ça a été un choc. Ils n'en reviennent pas qu'il y ait désormais 52 députés de Vox.

On ne sait toujours pas si Pedro Sanchez va réussir à former son gouvernement ou si on ira voter une cinquième fois... Les votes sont très divisés, Pedro Sanchez n'a pas assez avec juste Podemos, malgré un accord signé en moins de 24 heures... alors qu'ils ont lanterné leurs électeurs après les élections d'avril dernier, et que c'est justement faute d'un accord entre eux qu'on a dû retourner voter. À présent, du fait de la loi électorale, Podemos entre au gouvernement au moment où

le parti a obtenu le pire résultat de son histoire, car à chaque élection il a perdu un peu plus de voix.

Les embrassades de Pedro Sanchez et Pablo Iglesias ont donc provoqué de la colère: non seulement on aurait pu s'économiser un quatrième vote, mais surtout l'extrême droite a maintenant une tribune parlementaire pour ses idées. De quoi normaliser un peu plus la présence de ceux qui, auparavant, n'osaient pas s'exprimer à visage découvert. À Madrid par exemple, la nouvelle municipalité de droite a détruit les plaques portant les noms des fusillés victimes du franquisme au cimetière de l'Almudena.

Ce qu'on sait, c'est que Sanchez ne gouvernera pas pour les classes populaires. Il y a longtemps que le PSOE n'est socialiste et ouvrier que de nom. Reste à voir quel rôle jouera Pablo Iglesias dans ce gouvernement (s'il se forme)... Beaucoup risquent d'être déçus et les espoirs placés dans un gouvernement socialiste-Podemos pourraient se payer cher, car l'extrême droite se nourrit précisément de la démoralisation que répand cette gauche de gouvernement, qui n'a même pas été capable, jusqu'ici, d'abroger la réforme du travail de Rajoy. Nous n'avons donc aucune illusion.

En Espagne, la crise avait suscité des réactions: le mouvement du 15M (les « indignés »), les Marches de la dignité dans tout le pays, les « marées » blanches ou vertes défendant la santé et l'éducation, la lutte contre les licenciements... Mais personne n'a donné à cette énergie, à ces mouvements, une direction de classe. D'autres perspectives se sont imposées: le réformisme de Podemos, les manœuvres du nationalisme catalan et espagnol, et pour finir on offre une tribune à l'extrême droite. Voilà pourquoi soutenir ce possible gouverne-

ment avec Podemos, ce serait se lier aux socialistes, à leurs manœuvres et à leurs attaques antiouvrières. Des élections municipales et régionales ont aussi eu lieu. Pour résumer, les socialistes ont remporté une majorité de régions, mais le jeu des alliances fait qu'ils ne gouvernent pas à chaque fois. La droite a remporté une victoire à Madrid malgré ses mauvais résultats, grâce à des alliances; et Podemos a pris une veste.

En Andalousie, maintenant c'est la droite qui gouverne: une alliance entre PP, Ciudadanos et Vox. C'est la première fois que l'Andalousie est gouvernée par la droite, après 40 ans d'hégémonie socialiste. Pour le moment, l'exécutif régional brouille les pistes et les coups ne sont pas encore tombés, mais on s'attend à des coupes budgétaires dans l'éducation et la santé, projetées depuis longtemps.

L'abstention a été très élevée dans ces élections andalouses, vu la croissance exponentielle du discrédit des socialistes ces dernières années. Le dernier scandale en date vient de se conclure par des peines dures (prison et perte de droits civiques) à l'encontre de dirigeants historiques du PSOE andalou, qui se sont comportés comme des chefs de clan. Les socialistes ont détourné de l'argent public pour aider les entreprises soi-disant en difficulté à licencier, distribuant aussi des aides aux travailleurs licenciés. Ils ont monté un vrai réseau clientéliste, basé sur la reconnaissance du ventre de la part des patrons et l'achat de la paix sociale du côté des travailleurs.

#### LA CATALOGNE DIRIGÉE PAR LES CATALANISTES

Dans tout le pays, et tout particulièrement en Catalogne, les élections ont été marquées par

la publication avant le vote des peines retenues contre les leaders nationalistes catalans: des peines de prison pour avoir organisé un référendum et proclamé une pseudo-république catalane. La sentence a provoqué des émeutes, avec un bilan de 600 blessés, plus de 100 personnes arrêtées et 28 emprisonnées.

Dans les urnes, la formation indépendantiste ERC (Gauche républicaine catalane) s'est imposée, doublant les socialistes de trois sièges. Comme le chef du parti est en prison, c'est le n° 2 Gabriel Rufian qui s'est fendu d'une déclaration disant que le mouvement catalaniste détruirait le fascisme. C'est ce que croient beaucoup de jeunes Catalans: pour eux, ils luttent contre la monarchie, contre le régime issu de la transition postfranquiste, qui les a conduits à une crise sans issue, sans aucun avenir pour la jeunesse, en plus de l'oppression nationale. Dans ce contexte, les manœuvres politiques des uns et des autres visent surtout à négocier. Les nationalistes et indépendantistes catalans ont besoin de faire miroiter à leurs électeurs l'espoir d'un dialogue et d'un référendum d'autodétermination; les socialistes, eux, ont besoin du soutien des catalanistes pour gouverner avec Podemos.

S'il est vrai que la Catalogne a été durement frappée par la crise, les politiques d'austérité y ont été mises en place par les politiciens catalanistes, avant même que Madrid le leur demande. La région demeure cependant l'une des plus riches d'Espagne, et le reste du pays a du mal à comprendre cette volonté d'indépendance précisément dans cette période de vaches maigres, y voyant une preuve d'égoïsme et de manque de solidarité vis-à-vis des régions plus pauvres. Le nationalisme catalan mène à de véritables absurdités, par exemple

des formations de gauche qui soutiennent que les gens vivront mieux dans une Catalogne souveraine, alors que c'est l'indépendantiste Torra qui, depuis l'exécutif régional, les fait matraquer par sa police quand ils descendent dans la rue...

## Lutte ouvrière (La Réunion)

Le mouvement des gilets jaunes a fortement marqué la fin de l'an dernier. Nous avons rapporté ici à la fois son importance et ses limites. L'anniversaire ce 17 novembre a été marqué par deux rassemblements, au nord et au sud, d'une centaine de manifestants qui ont souligné que rien n'a été obtenu des revendications avancées.

Ce 5 décembre, ils se sont invités dans la journée de manifestation intersyndicale en prenant seuls l'initiative d'opérations escargot. Du coup, au grand dam des syndicalistes, il y a eu deux manifestations, dont une dans le sud regroupant un millier de manifestants qui n'ont pas pu rejoindre Saint-Denis. En tout il y avait 5 000 manifestants.

La réussite de la journée a poussé l'intersyndicale à appeler comme ici à un temps fort mardi.

Dans le courrier adressé aux militants par le secrétaire confédéral de la CGTR (Confédération générale du travail de La Réunion), on peut lire ceci :

« Loin d'être un mouvement corporatiste, ce sont des revendications et des attentes en termes d'urgence sociale, écologique, qui sourdent des profondeurs de la misère généralisée. Au-delà, c'est la condamnation du capitalisme qui nous mène à la ruine et à la guerre... »

Les retraités malmenés, les exclus accablés, les jeunes délaissés, les chômeurs sacrifiés ; les salariés plus que jamais va-



Des gilets jaunes rassemblés devant Port Est, à la Réunion.

*riable d'ajustement ; personne n'échappe à l'installation du "nouveau monde", mais chacun de façon différente : pendant que les pauvres s'appauvrissent, les riches s'enrichissent. »*

### SITUATION SOCIALE

Le mouvement des gilets jaunes avait mis une lumière crue sur ce que galérer veut dire.

Les chiffres de l'Insee, sans offrir la même clarté, montrent la tendance : le chômage augmente.

24 % en 2018, soit 170 000 chômeurs et précaires. Parmi eux 42 % des moins de 30 ans. Et on dénombre 55 % des femmes en recherche d'emploi, qui souvent abandonnent devant la difficulté.

La société se délite. La Réunion est dans le top 3 (avec la Guyane et la Corse) des violences conjugales et intrafamiliales. En 2018, le suicide est devenu la première cause de mortalité chez les jeunes.

La religiosité progresse plus vite que les idées communistes. Outre le catholicisme, l'hindouisme, deuxième religion à La Réunion, l'islamisme et bien d'autres sectes font le plein. En 2019, le premier

temple bouddhique tibétain de l'Océan Indien a été inauguré à La Réunion car, paraît-il, le bouddhisme classique, si on peut dire, est devenu plus une tradition culturelle qu'une religion pour la population d'origine asiatique qui a intégré la religion catholique. Il n'y a pas que les temples de la consommation pour attirer les classes populaires !

Religion et nationalisme embrouillent la conscience. Mais heureusement que les travailleurs ne restent pas pieds et poings liés face aux attaques du gouvernement et du patronat.

Les travailleurs se défendent, dans le public comme dans le privé. Même si elles sont restées localisées, il y a eu tout au long de l'année des grèves pour les salaires, pour les conditions de travail et bien sûr contre les licenciements et les sanctions.

Dans les différents hôpitaux et les CHU de Saint-Denis et Saint-Pierre plusieurs mouvements ont rassemblé des centaines d'hospitaliers pour dénoncer l'insuffisance des effectifs, en particulier aux Urgences, l'épuisement des soignants au travail, mais aussi la suppression du service de chirurgie pédiatrique du sud et sa centralisation dans le nord ; dans les trésoreries, dont 9 doivent fermer ; dans les

centres de distribution de La Poste de l'est et du sud contre les suppressions d'emplois, pour les embauches, contre les journées à rallonge.

### DES TRAVAILLEURS RELEVENT LA TÊTE

Les patrons imposent quotidiennement l'aggravation des conditions de travail et d'existence. Il arrive que les travailleurs n'acceptent plus les injustices et les humiliations.

C'est le cas des travailleuses d'une entreprise de l'aide à la personne d'un peu plus de 550 employées dispersées sur toute l'île. Dans cette entreprise financée par des fonds du conseil départemental, les deux gérants avaient été condamnés pour abus de biens sociaux... comme plusieurs autres patrons petits et grands qui piquent dans la caisse et se croient tout permis.

Des travailleuses ont relevé la tête et se sont acharnées à convaincre leurs camarades de la nécessité de s'organiser pour se défendre. Avec l'aide de l'union régionale CGTR-est elles ont déjoué les manœuvres de la direction et ont réussi à créer la surprise en devenant le premier syndicat de l'entreprise, avec 7 titulaires et 7 suppléantes au CSE, devant les deux syndicats propatronaux.

Ce 18 novembre, le patron des magasins M. Bricolage, qui n'est autre que le groupe antillais Hayot, a été condamné par le TGI pour non-respect du repos dominical suite à une plainte de la fédération commerce de la CGTR.

La direction de M. Bricolage a aussitôt fait appel et a mis en route une machine de dénigrement de la CGTR, qui a bien fonctionné dans la presse et sur les réseaux sociaux où se sont multipliées les menaces contre les militants. Pour faire monter la pression, le patron a com-

mencé par fermer les magasins le dimanche matin, même là où le jugement autorise l'ouverture. Puis un reportage de RFO montrait des salariés volontaires et des étudiants perdant la possibilité de toucher une petite monnaie, comme on dit, et protestant contre l'atteinte à leur liberté de travailler. Pour finir, le patron a poussé une soixantaine de salariés et d'étudiants à aller manifester devant la préfecture.

Un événement qui a fait couler pas mal d'encre, c'est le rachat de Vindémia, le groupe de grande distribution appartenant à Casino, racheté justement par le groupe antillais Hayot au nez et à la barbe des capitalistes réunionnais.

Les gros zozos locaux de la grande distribution sont fort mécontents de cette concurrence.

L'un d'eux, François Caillé, un béké local, a pu se féliciter de l'intervention de toute la classe politique, de LR au PS en passant par le PLR (dissidence du PCR) et LFI. En effet ils sont ensemble montés au créneau en adressant un courrier à Macron pour l'alerter sur le danger de situation monopolistique qui guetterait La Réunion et pour lui demander d'intervenir.

### SITUATION POLITIQUE

Macron était à La Réunion les 23 et 24 octobre. Au cours de sa visite, il a annoncé l'exonération totale des cotisations sociales patronales jusqu'à deux fois le smic au lieu de 1,3 smic, l'attribution d'une prime annuelle de 15 000 euros pour toute embauche d'un CDI et de 7 000 euros pour l'embauche d'un CDD, et l'engagement de l'État que la subvention de 28 millions d'euros à la filière canne, donc essentiellement au groupe capitaliste Tereos, sera reconduite jusqu'en 2021.

Le message du patronat,

comme le souhaitait Philibert, le patron des patrons des Dom, a donc été reçu cinq sur cinq par Macron.

Pour son déplacement en octobre, Macron a mobilisé une garde rapprochée de 1 500 policiers et gendarmes. Mais ils n'ont pu éviter que des jeunes dans le quartier populaire des Camélias l'apostrophent en déclarant qu'ils ne croyaient plus aux promesses des politiciens. C'était assez cocasse d'entendre alors Macron accuser les jeunes de « venir faire leur show », sous-entendu devant les caméras.

En ce qui concerne Macron, l'opinion qu'il est au service des riches et des patrons est largement partagée dans les classes populaires. Mais sur le plan politique cela s'est traduit jusqu'à présent par une augmentation de l'abstention et du vote Rassemblement national.

Quelques chiffres :

- Au premier tour de la présidentielle de 2017, Le Pen est arrivée en deuxième position derrière Mélenchon, avec 23,5 % des voix.

- Deux ans après, aux européennes de 2019, c'est le RN qui est arrivé en tête avec 31,2 %.

Pour information, à Mayotte, les effets de la crise et le poids de l'immigration ressentie comme une menace débouchent sur une progression encore plus spectaculaire en faveur de l'extrême droite : 1 257 voix aux européennes de 2014, 9 000 voix aux présidentielles de 2017 et 9 717 voix aux européennes de 2019, soit 46 %.

De droite ou de gauche, les membres de la caste politique réunionnaise sont aux manettes des affaires de la bourgeoisie depuis des décennies. Ils se sont illustrés par une remarquable capacité à renier une opinion défendue un temps contre un plat de lentilles cuisiné dans les cuisines électorales. En général ça s'appelle le re-

tournement de veste, en créole réunionnais c'est le « mangé cochon ».

S'il y a concurrence pour la place à table, au fond ils partagent tous la même perspective d'un nationalisme local joint à une volonté de demeurer dans le giron métropolitain.

Fin octobre, le PCR a convoqué une conférence internationale placée sous le signe « de la nécessité de rupture avec le système capitaliste ». À cette conférence étaient invitées des délégations étrangères (Cuba, Inde, Madagascar, Comores, Afrique du Sud, Seychelles).

Mais de quelle rupture parle-t-il ? Il propose la fin des assemblées territoriales au profit d'une assemblée unique. Sur cette proposition il voit une convergence avec d'historiques

politiciens de droite, voire avec des curés. C'est à tout ce beau monde que le PCR attribue un brevet de « rupture avec le système ».

Alors, rien d'étonnant à voir le PCR reprendre dans son journal *Témoignages* l'intégralité d'une réflexion de l'évêque de La Réunion, Gilbert Aubry, qui préconise la création d'une Conférence territoriale de l'action publique qui serait composée notamment des présidents du conseil régional et du conseil départemental et des présidents des intercommunalités.

Dans le passé, des dirigeants et des militants du PCR ont été confrontés à la répression de l'appareil d'État, ce qui a contribué à leur valoir un grand prestige dans les classes populaires. Mais il y a beau temps que ce

capital a été dilapidé, précisément au fil des alliances électorales y compris avec leurs soi-disant pires ennemis.

Alors, à chaque élection ses combinaisons. Là ce sont les municipales et les régionales qui se préparent.

Il est difficile en quelques mots d'en résumer toutes les contorsions. Disons que les chassés-croisés des rassemblements donnent un léger tournis à l'électeur moyen.

Pour notre part, nous allons présenter une liste Lutte ouvrière à Saint-Benoît, où la grande union de la gauche est de retour, sans nous. Nous allons donner à nos proches toutes les raisons politiques de s'affirmer dans le camp des travailleurs et pas dans l'illusoire union des anti-Macron.

## Organisation des travailleurs révolutionnaires (OTR, Haïti)

Quand on suit de loin la situation politique en Haïti en s'informant par la presse ou les réseaux sociaux, on peut penser que les classes pauvres sont dans les rues et se battent pour la satisfaction de leurs revendications à travers l'opération « pays lock ».

### L'OPÉRATION « PAYS LOCK »

C'est vrai que pendant toute l'année il y a eu des grèves en cascade des travailleurs de l'administration publique, qui réclamaient plusieurs mois d'arriérés et une augmentation des salaires face au renchérissement du coût de la vie. La presse locale s'en est fait très peu l'écho. Mais l'opération « pays lock », largement relayée dans la presse internationale et qui a paralysé quasiment toutes les activités du pays, est une tout autre chose. Tout d'abord, « lock » est un terme du créole haïtien emprunté à l'anglais pour dire bloquer, verrouiller, en parlant des portes

par exemple. L'opération « pays lock » lancée par l'opposition politique visait donc à bloquer toutes les activités du pays pour exiger la démission du président Jovenel Moïse. L'opération « lock » consistait à bloquer d'abord les grands axes du transport public et privé par la violence de petits groupes dressant des barricades et postés dans des points stratégiques

de la capitale et sur les routes nationales. Ils imposaient ainsi une paralysie du transport, dont dépendent les principales activités du pays. En effet quasiment rien n'a fonctionné. Les villes de province ne pouvaient pas approvisionner la capitale assiégée, et vice-versa. L'opposition réclamait des rues désertes, vides, pour pousser le président à la démission. Même



En Haïti, en février 2019, pendant le « pays lock ».

des piétons étaient pris à partie, sous prétexte qu'ils se rendaient au travail.

Toute tentative de briser le lock, ponctué parfois de grandes manifestations populaires, finit mal pour les briseurs, les troupes de choc surveillent de près leurs barricades, lancent des pierres et tirent parfois sur tout ce qui bouge. Très souvent, pour passer une barricade, il faut donner de l'argent, qu'on soit piéton ou automobiliste. En clair, la population, qui dans sa grande majorité vit du commerce informel au quotidien, est prise en otage, asphyxiée économiquement, subissant les effets de cette méthode antipopulaire utilisée par l'opposition, au mépris des classes pauvres.

Le président, dont la tête est réclamée à cor et à cri, n'a payé qu'une infime partie de la note. Traqué, il était confronté à de sérieux problèmes pour accéder au Palais et à sa résidence privée. Des barricades se dressaient partout devant son cortège. Il éteint désormais toutes ses sirènes pour ne pas être localisé lors de ses déplacements en catimini. Le président Jovenel Moïse donne l'impression d'un rat coincé dans un trou et traqué par des cohortes de chats.

Il a dû solliciter une aide d'urgence des USA, qui ont volé à son secours avec un contingent d'une dizaine de gardes du corps pour renforcer sa sécurité. En parlant des USA, ils ont eu le comportement inverse en 2004, quand ils s'étaient empressés de lâcher Aristide en le privant des gardes du corps américains, avant de l'embarquer dans un avion.

Par contre, l'addition de l'opération « pays lock » s'est révélée très salée pour les travailleurs de la zone industrielle et les classes populaires en général, dont les conditions de vie empirent de jour en jour avec l'envolée des prix, la chute de

la monnaie locale et du pouvoir d'achat. Pendant le lock, la vitesse du renchérissement du coût de la vie est telle que les revenus sont peu de différents entre un chômeur et un travailleur.

### LES TERRIBLES RÉPERCUSSIONS DU LOCK POUR LES TRAVAILLEURS

Aux guerres économiques, que se livrent chaque jour les classes riches contre la majorité de la population s'est greffé à travers l'opération « pays lock » un combat politique intense entre clans politiques rivaux, dont les répercussions sur les classes exploitées sont incommensurables.

Les troupes de choc de l'opposition s'en prennent régulièrement aux travailleurs à l'aller et au retour sur la zone industrielle. Ces derniers essuient des jets de pierres, des tessons de bouteille, subissent des bastonnades en règle, quand il ne s'agit pas de balles réelles carrément.

Un ouvrier a été abattu par balles alors qu'il se rendait au travail. Un autre, atteint d'une balle perdue en se rendant au travail, n'a eu que 15 jours de congé. Son patron, Charles Henry Backer, un ancien candidat à la présidence, n'a pas jugé nécessaire de couvrir les frais de son hospitalisation.

Et c'est en route vers la zone industrielle que beaucoup de jeunes femmes se font agresser physiquement, ce qui va jusqu'au viol. Soulignons que les femmes représentent plus de 80 % dans les usines d'assemblage en Haïti.

L'état-major de l'opération « pays lock » a gardé un silence complice sur la terreur que subissent les travailleurs pendant cette période. Autre exemple qui justifie le caractère anti-ouvrier et réactionnaire de la direction de ce

mouvement.

Les journées de manifestation et d'autres turbulences, comme le blocage des routes nationales, ont servi de prétexte à de nombreux patrons, petits et grands, pour procéder à des vagues de licenciements. Privés de revenus, ces travailleurs et leurs familles ont tout simplement basculé dans la misère la plus extrême. D'autres travailleurs ont été contraints d'accepter une réduction de leur salaire contre un licenciement sec.

Isolés, embrigadés dans leurs ghettos sous le contrôle des gangs armés et des troupes de choc de l'opposition sur les barricades, les habitants des quartiers pauvres meurent de faim et de soif. Les petites marchandes font faillite parce qu'elles ne peuvent pas s'approvisionner, ou tout simplement parce qu'elles n'arrivent pas à écouler leurs marchandises, les acheteurs habituels n'ayant pas d'argent. Des femmes enceintes accouchent dans les rues, parce que les véhicules qui les transportent ne peuvent pas traverser les barricades, où l'on réclame de fortes sommes d'argent contre un laisser-passer, et les barricades sont nombreuses. Le service public d'adduction d'eau dans les quartiers est dysfonctionnel depuis quelques années, les camions-citernes qui alimentent les quartiers populaires en eau ne peuvent pas circuler non plus. Parfois, même des ambulances sont refoulées à certains endroits où les bandits ne négocient que l'argent.

Il y a des moments de ravitaillement, le week-end par exemple. Les riches, la petite bourgeoisie aisée et les politiciens affluent dans les supermarchés et vident les rayons, mais les habitants des quartiers populaires continuent de crever chez eux. Voilà grosso modo ce que c'est que l'opéra-

tion «pays lock».

Toutefois, les travailleurs et les classes populaires, dans leur grande majorité, soutenaient passivement l'objectif de ce mouvement visant à renverser Jovenel Moïse, tellement ce dernier est haï pour ses nombreuses promesses non tenues, comme l'électricité 24 heures sur 24, la création massive d'emplois, la baisse du coût de la vie, etc.

C'est pourquoi certaines manifestations drainaient plusieurs dizaines de milliers de personnes, en majorité des chômeurs des bidonvilles en proie à la misère et aux problèmes de toutes sortes. Plus le mouvement prenait de l'ampleur, plus le chef de l'État était lâché par des institutions qui l'ont toujours soutenu, comme les Églises, les associations patronales, etc. Pendant deux mois, quasiment toutes les corporations du pays ont gagné les rues pour réclamer la démission du président. Même les policiers en ont profité, eux aussi, pour organiser deux manifestations, au grand dam de leurs supérieurs hiérarchiques, réclamant de meilleures conditions de travail et une valorisation de leurs salaires.

Mais cette agitation sociale s'est déroulée sur fond de découragement des travailleurs et de la grande majorité de la population, qui a payé un lourd tribut par l'aggravation de ses conditions de vie, par

l'augmentation des braquages, des vols, des viols, des assassinats dans les quartiers.

Les classes pauvres assistent à la déconfiture progressive de l'État et à la dégradation accélérée de leurs conditions de vie. Les dirigeants axent toutes leurs actions sur le détournement des fonds publics au profit des classes possédantes et de leurs domestiques au pouvoir.

L'État, et donc la politique, restent les principaux pourvoyeurs d'emplois pour les partis politiques en surnombre et une bonne partie de la petite bourgeoisie intellectuelle ou présumée telle, dans un contexte de précarité généralisée, d'insécurité économique. On se retrouve ainsi et toujours avec deux groupes dans une lutte à mort. Ceux qui se sont emparés du pouvoir, souvent par la fraude et avec l'aide des États-Unis; et ceux qui, hors du pouvoir, n'aspirent qu'à avoir accès à la mangeoire: l'opposition. On a ainsi ce jeu de chaises musicales dans toute l'histoire d'Haïti. La population abandonnée a elle-même développé toutes les stratégies pour survivre face au renchérissement du coût de la vie, à l'explosion du chômage, à la prolifération des gangs armés qui rançonnent, volent, violent et assassinent, souvent avec le soutien ou la complicité du pouvoir.

Après environ dix semaines de blocage de la quasi-tota-

lité des activités du pays, le transport public et privé, le commerce formel et informel, l'administration ont repris progressivement dans un contexte fragile. Les portes de la majorité des établissements scolaires dans la capitale et dans certaines villes de province restent fermées.

Mais l'actualité politique reste dominée par le bras de fer entre les politiciens de l'opposition et le chef de l'État, Jovenel Moïse, qui profite de l'essoufflement du mouvement social pour jouer sa dernière carte en donnant un grand coup d'accélérateur à la répression dans les quartiers populaires.

Les organismes de défense des droits de l'homme dénoncent des exécutions sommaires dans plusieurs villes du pays, des massacres à Port-au-Prince dans les quartiers de Bel-Air, de Mariani notamment. Le pouvoir, via la police aidée des gangs, sévit contre les troupes de choc de l'opposition qui tenaient les barricades et constituaient le fer de lance de cette agitation sociale qui a duré plus de deux mois.

En marge de l'opération «pays lock», c'est la recrudescence de l'insécurité, du banditisme, la distribution massive d'armes aux gangs par le pouvoir, à qui il ne reste que les armes de la répression et de la corruption pour exister.

## Union africaine des travailleurs communistes internationalistes (Côte d'Ivoire)

Sur la situation politique en Côte d'Ivoire, nous sommes dans la dernière ligne droite de l'élection présidentielle prévue fin 2020. Les marchandages entre les formations politiques ne sont pas encore terminés. Aucun candidat sérieux ne s'est encore ouvertement déclaré. Le retournement des alliances

est toujours possible, comme dans le passé, tellement tous les prétendants et leurs partis se ressemblent et peuvent se mélanger, en fonction des circonstances et surtout des ambitions personnelles des uns et des autres.

Les principaux acteurs sont les mêmes. Il y a Alassane Ouat-

tara, l'actuel président. Il y a le vieux Konan Bédié, avec toujours ses propos xénophobes et démagogiques. Il y a aussi Laurent Gbagbo, le précédent président déchu, et ceux qui se revendiquent de son héritage.

Il faut se souvenir que c'est la bataille entre ces trois crocodiles qui avaient mis le pays

à feu et à sang. Chacun s'était appuyé sur son ethnie ou sur sa région pour se maintenir ou pour conquérir le pouvoir.

Ce sont les mêmes qui sont de nouveau en compétition. La crainte de voir de nouveau des affrontements sanglants n'est pas à écarter.

Pour illustrer un peu la crainte qu'un certain nombre de personnes ressentent, j'ai repris ici quelques paroles

d'une vidéo mise en circulation par un artiste sur les réseaux sociaux, qui déclame : « On se frappe, on se tue pour quelqu'un qui ne nous connaît même pas... C'est fini ça ! Les politiciens ont créé leurs partis politiques pour nous blaguer. C'est nous on est bêtes... Ils font jamais palabres. C'est nous on se frappe, on se tue et on termine avec kalach... La guerre ne nous arrange pas... trouvez

un terrain d'entente pour ne pas verser le sang... Nos dirigeants se sont divisés parce que chacun veut diriger... Si vous ne savez pas, tout ce qui s'est passé, c'est nous on a pris les pots cassés. Ils ont tué, ils ont violé... Les sacrifiés, c'est nous, on a donné nos poitrines et puis c'est eux qui bénéficient. »

Rien ne nous indique encore qu'ils ne nous remettent pas encore une fois le couvert.

## Sınıf Mücadelesi (Turquie)

### UNE CLAQUE POUR LE PRÉSIDENT

Un des événements politiques marquants en Turquie cette année a été les élections municipales de mars. En décembre dernier, les sondages prédisaient tous l'échec du parti du président Erdogan, l'AKP (Parti de la justice et du développement, islamo-conservateur), ainsi que celui de son allié d'extrême droite, le MHP (Parti d'action nationaliste). On leur prédisait la perte de la majorité des grandes villes y compris Istanbul – avec ses 16 millions d'habitants – et la capitale Ankara. Erdogan a bien tenté de réagir en distribuant quelques miettes bien insuffisantes, les coffres étant vides. La seule option restante était d'agiter le drapeau national. Une grande campagne fut donc lancée : la sécurité de l'État turc était censée être menacée par les forces kurdes de la Syrie du nord, près de la frontière, organisées dans le PYD (Parti de l'Union démocratique), en fait la branche syrienne du PKK, considérée comme terroriste par Erdogan. Le gouvernement arguait que la récupération de ce territoire permettrait d'installer une partie des 3,6 millions de Syriens vivant en Turquie.

Avant la date des élections, des forces militaires furent

donc concentrées dans cette perspective le long de la frontière. Erdogan annonça à deux reprises une intervention imminente, suspendue à cause du désaccord des États-Unis. La Russie, profitant de la situation, autorisa alors Erdogan à occuper le territoire d'Afrin qu'elle contrôlait. En janvier dernier, l'armée turque entra donc à Afrin. Selon le gouvernement et les médias, ce n'était nullement une invasion : il s'agissait seulement de garantir la sécurité de la Turquie et de donner une leçon aux miliciens des YPG, la branche militaire du PYD. Il y en avait au plus pour quelques jours... puis l'armée turque se replierait.

Cela fait bientôt un an, et l'armée turque est toujours dans la ville d'Afrin et dans sa région. Cette expédition militaire n'a pas suffi à inverser la tendance et à garantir à Erdogan la victoire aux municipales de mars. Par contre, cela a réussi... à mettre en colère les États-Unis, déjà agacés par les achats à la Russie de missiles S-400.

Cette fois-ci, Trump a dépêché directement des ministres à Ankara, en février, afin de mettre les points sur les i. Depuis cette entrevue ultra-secrète de plus de trois heures, sans interprètes (le ministre turc en faisant office) ni transcription ni enregistré

ment, Erdogan courbe l'échine devant Trump, même quand ce dernier publie des tweets odieux, menaçant par exemple de couler l'économie turque si le président turc n'obtempère pas.

Aux municipales, en mars, malgré les magouilles, les tricheries et la propagande éhontée de la plupart des médias, l'AKP d'Erdogan et son allié le MHP n'ont pas pu éviter une défaite radicale. Ils ont perdu toutes les grandes villes, y compris Istanbul. Faisant fi de la Constitution, ils ont annulé cette élection dont les résultats ne leur convenaient pas pour en refaire une trois mois plus tard, en juin. Mal leur en a pris car ils ont perdu encore plus clairement, avec 800 000 voix d'écart en juin contre 20 000 en mars.

Cette perte des grandes municipalités, et surtout celle d'Istanbul, était une claque politique pour Erdogan et sa bande, mais des entreprises amies de l'AKP ont ainsi perdu des marchés de millions de dollars et ont supprimé à la suite des milliers d'emplois (réels ou fictifs).

### UNE SITUATION DE CATASTROPHE SOCIALE

La situation économique et sociale s'est nettement aggravée en un an.



L'armée turque en route vers la Syrie.

Un quart des 82 millions d'habitants n'arrivent plus à joindre les deux bouts, selon des statistiques ; plus de 4 millions seraient à la fois interdits de carte bancaire et traduits en justice pour dettes. En deux mois, depuis début octobre, la presse a relaté plusieurs suicides de membres d'une même famille, qui se sont tués parce qu'ils ne pouvaient plus faire face à leurs difficultés financières. À la suite de quoi l'État a envisagé d'interdire le cyanure...

Les faillites d'entreprises, à présent, ne se limitent plus aux petites sociétés. Certaines parmi les grandes annoncent aussi de réelles difficultés, comme Atlas Global, une grande société de transport aérien associée à Air France, qui a suspendu tous ses vols pendant deux semaines pour cause de difficultés financières.

Le chômage, même selon les chiffres officiels, serait à plus de 14% ; mais selon le syndicat Disk ce serait plutôt autour de 18%. Plus de 8 millions de personnes sont sans travail dont 30% de jeunes ; nombre d'entre eux doivent de plus rembourser leurs emprunts étudiants.

En un an, les prix des produits de base ont augmenté de 30% à 40% et même 50% pour le gaz et l'électricité. Malgré cela, le ministre de l'Économie, gendre d'Erdogan, est satisfait de l'état de l'économie et d'une inflation inférieure à 10%, se-

lon lui. Comme il faut assurer ses arrières, ceux qui contrediraient le ministre seraient considérés comme terroristes.

### UN GOUVERNEMENT QUI S'ENFERME DANS LA RÉPRESSION

En effet, pour demeurer au pouvoir, Erdogan et son gouvernement comptent sur les menaces et sur la répression. La guerre contre leurs anciens associés gülenistes, les partisans de son ennemi intime et concurrent Fethullah Gülen, se poursuit. Un des moyens consiste à les repérer par leur réseau de communication secret, Bylock, un système du type WhatsApp, créé par les gülenistes à leur propre usage. La semaine dernière, les services d'Erdogan disent avoir encore repéré plus de 25 000 gülenistes. Quasiment chaque semaine, plusieurs dizaines de personnes sont ainsi arrêtées dans les milieux de l'armée, de la police ou autres. Et la répression ne se limite pas à ces seuls milieux. Les militants kurdes, les opposants de gauche sont aussi à la merci d'une arrestation et d'une détention.

Ainsi dans les régions kurdes la plupart des maires élus sous l'étiquette du parti pro-kurde HDP ont été limogés arbitrairement par le gouvernement, et pour certains emprisonnés.

La répression contre la presse continue. D'après les chiffres récents, 685 journalistes se sont vu retirer leur carte de presse et jeter en prison.

Ces arrestations continuent de remplir les prisons, qui débordent. Mais dans une région où les sucreries d'État viennent d'être fermées, cela a permis de rassurer les agriculteurs inquiets pour la vente de leurs betteraves. On leur a annoncé la relance de l'économie grâce à la construction d'une dizaine de prisons, ce qui entraînerait des dépenses de la part des visiteurs!

Avec la crise économique qui s'aggrave, les conditions de vie de la classe ouvrière et de la population pauvre se sont encore dégradées. Le résultat des municipales de mars a reflété en partie leur mécontentement et leur perte de confiance dans Erdogan. Pour autant, on ne sent pas encore venir une explosion sociale, même s'il existe quelques petites grèves et mouvements de protestation.

Il pourrait cependant y avoir prochainement des réactions et même un mouvement social lié aux négociations entre le Mess, l'organisation patronale de la métallurgie, et les syndicats. Ces négociations concernent plus d'un million et demi de travailleurs et doivent aboutir fin décembre.

Dans la situation inconfortable où se trouvent Erdogan et l'AKP après l'échec des municipales, Erdogan a continué à exploiter le sentiment nationaliste en jouant sur le prétendu besoin d'assurer la sécurité du territoire en installant une zone tampon au nord de la Syrie, au prétexte que cette zone était occupée par des forces armées kurdes soutenues par les États-Unis. Cette fois-ci, Erdogan a obtenu le feu vert de son « ami » Trump : en effet, l'intervention militaire arrangeait bien l'impérialisme américain, qui n'envisage absolument pas de re-

connaître les droits des Kurdes. Ses anciens alliés kurdes ont dû se retirer vers le sud pour laisser la place à l'armée turque, au prix de centaines de morts et d'exactions commises par les milices alliées de la Turquie, souvent composées d'anciens djihadistes.

Erdogan a bien sûr profité de l'occasion pour faire appel à l'unité nationale, notamment en faisant approuver l'occupation de la zone par les partis d'opposition (y compris le CHP, Parti républicain du peuple, qui se dit social-démocrate) et pour en faire une grande cause nationale. Le sentiment antikurde n'a pas pour autant été vraiment exploité, ni par le pouvoir ni par l'opposition sociale-démocrate, qui recueille une bonne partie du vote kurde et en a besoin.

Manque de chance pour Erdogan, cette euphorie n'aura duré que quelques semaines et tous les problèmes économiques sont revenus à la surface. La dernière tentative de diversion a consisté à invectiver Macron en le disant « *en état de mort cérébrale* ». Mais plus sérieusement, avec l'occupation militaire de la Syrie, la Russie tente de se faire un allié de la Turquie pour se ren-

forcer au Moyen-Orient, face au camp américain. Mais réciproquement, les États-Unis soutiennent l'économie turque, et donc Erdogan, en ouvrant le porte-monnaie. Trump a promis de faire passer le niveau annuel des échanges de 25 à 100 milliards de dollars. Cela permet, en tout cas momentanément, d'arrêter la chute de la livre turque malgré l'aggravation de la crise. Pour l'instant, Trump souhaite aider Erdogan à se maintenir en place, faute de solution de rechange.

### UN CLIMAT DE DICTATURE

Quant à nous, nous subissons les conséquences de ce climat politique de plus en plus lourd. Le durcissement du régime, la répression, se font sentir à tout moment. Chaque jour il y a une nouvelle vague d'arrestations, frappant d'abord les gülenistes, que le pouvoir continue de traquer. Mais la répression frappe aussi les opposants de gauche, les nationalistes kurdes ou toute personne qui exprime trop ouvertement une opinion anti-Erdogan. Au point que tout le monde peut se sentir menacé d'arrestation.

Je peux donner un exemple

concret de cet acharnement de la police: il y a deux semaines une sexagénaire, passant devant un stand de militants AKP à Istanbul, a protesté. Elle leur a dit « *Vous nous avez ruinés, ça suffit maintenant!* » Puis elle a continué son chemin. Le soir même, en visite dans sa famille à 20 kilomètres de là, elle a été arrêtée par une quinzaine de policiers, et n'a été relâchée qu'à cause du scandale. Mais n'importe qui peut être suivi, arrêté sur dénonciation, au travail ou dans son quartier, dénoncé par un voisin désireux de se venger, sans la moindre enquête...

Dans ce climat, tous les militants de gauche ou d'extrême gauche se sentent menacés, car il arrive régulièrement que l'un ou l'autre soit arrêté et emprisonné pendant quelques jours, et la peur s'installe. Les collègues de travail ne se parlent pas, gardent leurs distances, et tout le monde se méfie de tout le monde. Internet, les réseaux sociaux et le téléphone sont étroitement surveillés par des policiers dédiés. Même la présidente du CHP (social-démocrate) d'Istanbul est l'objet d'un procès pour avoir, il y a six ans, publié en ligne des textes critiquant l'AKP!

## L'Internazionale (Italie)

### L'IMBROGLIO POLITIQUE ACTUEL

La situation italienne du point de vue politique est vraiment difficile à expliquer en peu de temps. Disons que le gouvernement actuel est composé d'une coalition du centre-gauche et du mouvement Cinq Étoiles. Ce dernier était au gouvernement avec la Ligue, le parti de Salvini, jusqu'à l'été dernier, et Salvini a retiré sa confiance à son propre gouvernement, peut-être en pensant le

reconstituer avec Cinq Étoiles mais avec une répartition plus favorable des ministères qui aurait reflété le succès de la Ligue à l'élection européenne. Quoi qu'il en soit, après une série de déclarations des chefs du Parti démocrate, le PD, et de Cinq étoiles, ces deux partis ont finalement décidé de former un gouvernement, alors que chacun, la veille encore, avait déclaré son incompatibilité absolue avec l'autre. À ce tableau déjà déconcertant, il faut ajouter que le Premier ministre, Giuseppe Conte, est le même

que dans le gouvernement précédent, à tel point que les journaux parlent du gouvernement Conte 1 et du gouvernement Conte 2.

L'une des personnalités politiques qui a le plus insisté pour surmonter l'hostilité qui opposait Cinq étoiles et le PD est Matteo Renzi, jusqu'alors membre du PD. Dès que l'équipe de direction du PD a été convaincue de la voie indiquée par son ancien secrétaire (c'est-à-dire Renzi lui-même), il a quitté le PD pour fonder un nouveau

parti, qui fait également partie du gouvernement et s'appelle Italia Viva.

Renzi est actuellement au centre d'une enquête qui implique, entre autres, la Open Foundation, c'est-à-dire une sorte d'association culturelle factice utilisée pour collecter de l'argent pour soutenir sa politique. Parmi les donateurs figurent des armateurs, des banquiers et d'autres patrons.

Il y a aussi le Mouvement des sardines qui se répand dans les villes italiennes. C'est un mouvement de manifestations de rue plus ou moins spontané qui s'oppose à la droite et que, probablement, la propagande de la droite a contribué à susciter en réaction. Il est né à Bologne pour exprimer qu'une partie de la population était hostile au racisme et aux démonstrations répugnantes de Salvini. À la veille des élections régionales en Émilie-Romagne, la région traditionnellement la plus rouge d'Italie, la Ligue, par la bouche de son chef, a annoncé sa volonté de libérer la région. Cet appel de la Ligue, qui fait penser à l'époque des milices fascistes, a entraîné cette réponse des « Sardines ».

Les objets de la controverse politique entre le gouvernement et les partis d'opposition sont en constante évolution. Pour l'instant, il est très à la mode de discuter de la réforme du mécanisme européen de stabilité, dont presque personne ne sait rien en réalité. Le gouvernement précédent, avec son ministre de l'Économie Tria, avait déjà approuvé le projet de réforme de cet organisme au nom de l'Italie. Mais maintenant, la Ligue et les autres partis de droite ont orchestré une cabale contre le gouvernement actuel et contre cette réforme que la même Ligue avait signée ! Même le parti de Salvini organise une collecte de signatures au niveau national pour rouvrir la discussion sur



**ArcelorMittal à Tarente : 20 000 emplois menacés.**

une réforme qui, selon lui, mettrait l'Italie entre les mains des banques allemandes et françaises ! Salvini, avec Giorgia Meloni, dirigeante du parti semi-fasciste Fratelli d'Italia, ont même accusé le chef du gouvernement de... haute trahison !

Concernant ces forces de droite, nous assistons à une réédition du nationalisme politique italien. Je veux dire le nationalisme non seulement comme idéologie, mais aussi comme courant politique plus ou moins structuré. Dans un bel article écrit en 1915, Lénine éclaire ce sujet. Il rapporte les propos d'un des « théoriciens » nationalistes de l'époque, Enrico Corradini : *« Tout comme le socialisme était la façon dont le prolétariat voulait échapper à l'emprise des classes bourgeoises, le nationalisme sera pour nous, Italiens, la façon d'échapper à l'emprise des Français, des Allemands, des Anglais, des Américains du Nord et du Sud qui sont nos bourgeois. »*

Inutile de dire que la situation est différente, qu'à l'époque une guerre mondiale était en cours, etc. Cependant, reste l'utilisation de références « sociales » dans un discours nationaliste, de sorte que les « maîtres », les patrons des Italiens, sont toujours des étrangers.

Une chose similaire se produit avec la question de l'aciérie de Tarente, qui concerne entre dix mille et vingt mille travailleurs, compte tenu de la sous-traitance. Les négociations entre les syndicats, le gouvernement et les dirigeants d'ArcelorMittal, qui contrôle cette aciérie, s'accompagnent d'appels à la « défense du travail national » contre les multinationales étrangères « qui viennent chez nous et pensent faire ce qu'elles veulent », etc.

## LA SITUATION SOCIALE

Pour parler de la condition de la classe ouvrière, l'aciérie de Tarente, bien qu'importante par sa taille, n'est qu'une des plus de 160 crises industrielles en cours. Dans chaque cas, on assiste à des luttes plus ou moins déterminées de travailleurs dont l'emploi est menacé, mais ce qui manque presque toujours est un mouvement général de riposte avec une confiance en leur force en tant que classe. Très souvent, le drame d'une usine menacée de fermeture est utilisé par les patrons pour faire du chantage aux institutions locales ou nationales afin d'obtenir de nouveaux financements. Mais parfois, ce sont les institutions qui sont les premières à offrir

des facilités et des incitations. Cela s'est produit il y a quelques jours dans la province de Pise, face à la menace d'une lourde restructuration des deux usines Vitesco, qui font partie du groupe Continental.

Ces usines produisent des injecteurs pour moteurs à essence et comportent également un important centre de recherches. Selon la direction de l'entreprise, la nouvelle orientation de la production vers les moteurs électriques exige des réductions d'effectifs. Cela concerne plus des trois quarts des quelque 900 salariés. Le président de la Région toscane a offert un soutien économique pour la «reconversion des travailleurs», c'est-à-dire qu'il a offert son aide sur fonds publics à un géant multinational qui ne manque certainement pas de ressources, pour former son personnel, pour autant que ce soit vraiment le problème.

Dans notre propagande, nous insistons sur cette idée, que même si chaque crise d'entreprise a sa propre histoire spécifique, il s'agit finalement de défendre les salaires et les emplois, c'est-à-dire les conditions minimales d'existence de la classe ouvrière. Il y a donc un terrain commun qui doit mener à des revendications communes, telles que l'interdiction des licenciements, le partage du travail entre tous pour le même salaire et le salaire garanti dans tous les cas. Du fait de la très petite taille

de notre groupe, nous ne pouvons nous adresser qu'à un très petit nombre de travailleurs, mais nous voyons que ces questions et cette logique sont comprises au moins par ceux qui assistent à nos réunions et lisent notre journal.

Un autre aspect qui caractérise la situation actuelle des travailleurs en Italie est le nombre extraordinaire de types de conventions collectives. Autrefois elles étaient beaucoup moins nombreuses et épousaient fidèlement les branches d'industrie. Aujourd'hui, il y a une véritable jungle contractuelle qui sert à diviser et à mieux exploiter les travailleurs. Rien que dans le secteur des services il est possible de se référer à environ soixante-dix conventions différentes. Un mécanisme assez répandu, pratiqué aussi par de nombreuses administrations publiques, est le suivant : une société de services est constituée, qui peut être une coopérative ; elle obtient le contrat pour un service public et en sous-traite une partie à une autre société. Cette dernière appliquera à ses employés, pour la plupart immigrés, une convention collective plus défavorable que celle de l'entreprise qui détient le contrat. Cette combine peut être multipliée indéfiniment et concerne non seulement les services publics mais aussi, par exemple, le travail de transport et de manutention de marchandises dans les entrepôts des grandes

compagnies du secteur de la logistique.

Heureusement, ces dernières années, bon nombre de ces travailleurs se sont rebellés contre cette situation et ont souvent obtenu au moins un meilleur traitement salarial. Presque toujours, ce sont les petits syndicats de base qui organisent ces luttes, ce qui entraîne des problèmes de sectarisme et de division, indépendamment du mérite incontestable de leurs militants.

Dans un livre publié il y a quelques semaines, le sociologue Luca Ricolfi décrit l'Italie comme une « *société aristocratique de masse* ». Le texte contient beaucoup de données intéressantes et beaucoup d'absurdités, à la manière de la sociologie bourgeoise. Mais Ricolfi a le mérite de rappeler l'importance de la partie du prolétariat qu'il définit comme « *l'infrastructure proche de l'esclavage* » et qu'il évalue « *prudemment* » à environ 2 700 000 êtres humains, pour la plupart des immigrés. Ces « presque esclaves » sont définis comme tels parce qu'ils travaillent généralement pour des salaires très bas et ne bénéficient d'aucune protection juridique.

Bien sûr, ces phénomènes sociaux ne sont pas propres à l'Italie : c'est le capitalisme d'aujourd'hui. Mais Lénine, dans l'article cité plus haut, parlait à propos de l'Italie d'une « *bourgeoisie brutale, crasseuse, réactionnaire, d'une façon révoltante* ».

# Les autres publications de Lutte ouvrière

L'hebdomadaire

# lutte ouvrière



Notre hebdomadaire défend un point de vue de classe sur toute l'actualité politique, économique, sociale, nationale et internationale. Nous y publions les articles de nos correspondants d'entreprise sur les luttes, les grèves et l'actualité sociale en général. Prix: 1,20 €.

## Les exposés du Cercle Léon Trotsky



Lutte ouvrière organise régulièrement à Paris, des réunions du Cercle Léon Trotsky, lors desquelles sont exposées ses positions sur de nombreuses questions politiques du passé et du présent. Ces exposés sont édités sous forme de brochures, dont la liste complète est disponible sur le site de Lutte ouvrière à l'adresse: [www.lutte-ouvriere.org/publications/CLT](http://www.lutte-ouvriere.org/publications/CLT). Prix: 2 €.

### Les dernières conférences:

**Algérie: révolte contre le système politique et aspirations sociales**  
(n° 161, 18 octobre 2019)

**Le capitalisme, un système économique à l'agonie, un ordre social à renverser**  
(n° 159, 22 février 2019)

**L'industrie pharmaceutique soumise à la rapacité des capitalistes**  
(n° 158, 19 janvier 2019)

**Le monde paysan, l'alimentation et la planète sous la dictature du capital**  
(n° 157, 17 novembre 2018)

**80 ans après la fondation de la Quatrième Internationale, le trotskysme seul programme pour l'émancipation des exploités**  
(N° 156, 19 octobre 2018)

**Éditoriaux, brèves, agendas, actualités en régions, vidéos, communiqués... Retrouvez toute l'actualité de Lutte ouvrière sur notre portail national: [www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)**

Brochures et livres

Les dernières publications



**Contre le grand capital, le camp des travailleurs**  
Meeting de la campagne européenne de Lutte ouvrière, à la Mutualité, 10 mai 2019.  
1 €.



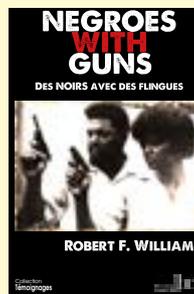
**Mai-juin 1968 - Souvenirs de militants ouvriers**  
Publié à l'occasion du cinquantième de la grève générale de 1968.  
544 pages, 18 €.

Toutes les brochures sont à commander sur la page: [www.lutte-ouvriere.org/publications/commander](http://www.lutte-ouvriere.org/publications/commander)



Les éditions Les Bons caractères publient des romans historiques et sociaux, des témoignages et des ouvrages théoriques qui contribuent à la défense des idées progressistes, laïques, sociales, antiracistes et anti-xénophobes. Catalogue et commandes sur le site [lesbonscaracteres.com](http://lesbonscaracteres.com).

### Dernières parutions



**Negroes with guns** de Robert F. Williams

**Dans l'atelier du monde** d'Alan Grey

**La catastrophe imminente**

**et les moyens de la conjurer** de V. I. Lénine

**Les Compagnons de la Charte**, de G. Trease

À paraître:

**Souvenirs de ma vie**, d'August Bebel

# Lisez la presse révolutionnaire internationale!

## AFRIQUE



Mensuel trotskyste publié par  
l'Union africaine des travailleurs  
communistes internationalistes  
P.A.T. - BP 42 - 92114 CLICHY CEDEX  
<http://www.uatci.org>

## ALLEMAGNE



Das rote Tuch - Mensuel du  
Bund Revolutionärer Arbeiter  
Abonnement un an: Allemagne 11 €,  
autres pays 15 €  
Correspondance:  
Das rote Tuch,  
Postfach 10 08 02, 45008 ESSEN  
<http://www.bund-revolutionaerer-arbeiter.org>

## BELGIQUE



Lutte ouvrière - Arbeidersstrijd  
Adresse:  
BP 62 5100 JAMBES - BELGIQUE  
<http://www.lutte-ouvriere.be> et  
<http://www.arbeidersstrijd.be>

## ESPAGNE



Correspondance:  
boletinvozobrera@yahoo.es  
APARTADO DE CORREOS - 10210 -  
SEVILLA  
<http://www.vozobrera.org>



## ÉTATS-UNIS



Bimensuel trotskyste  
Abonnement par avion, sous pli fermé  
USA, Canada, Mexique  
six mois: 13 \$ - un an: 26 \$  
Autres pays, 6 mois: 19 \$ - un an: 37 \$  
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND  
21203  
<http://www.the-spark.net>



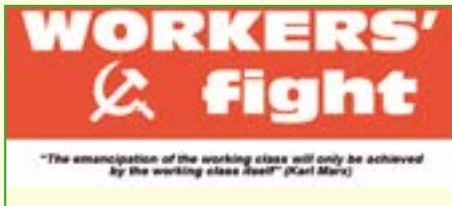
Revue trimestrielle  
publiée par The Spark  
Abonnement par avion, sous pli fermé  
USA, Canada, Mexique,  
un an (4 numéros): 16 \$  
Autres pays, un an (4 numéros): 25 \$  
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND  
21203

## FRANCE



Hebdomadaire trotskyste  
Prix: 1,20 €  
Abonnements: France - DOM TOM,  
six mois: 20 €; un an: 40 €  
Autres pays, par avion, sous pli fermé:  
nous consulter  
Versements à LUTTE OUVRIÈRE -  
CCP PARIS 26 274 60 R  
[www.lutte-ouvriere-journal.org](http://www.lutte-ouvriere-journal.org)

## GRANDE-BRETAGNE



Mensuel  
Abonnement: écrire à la boîte postale  
<http://www.w-fight.org>  
contact e-mail: [contact@w-fight.org](mailto:contact@w-fight.org)



Trimestriel publié par Workers'Fight  
BM ICLC - LONDON WC1N 3XX  
Abonnement 1 an:  
GB £8 - Reste de l'Europe: £10

## GUADELOUPE - MARTINIQUE



Bimensuel trotskyste  
Abonnement un an: Pli fermé: 30,50 € -  
Pli ouvert: 23 €  
Guadeloupe:  
Combat ouvrier - Philippe Anaïs  
1111 Rés. Matéliane, l'Aiguille -  
97128 GOYAVE  
Martinique:  
Combat Ouvrier - Louis Maugée  
BP 821 - 97258 FORT-DE-FRANCE  
CEDEX  
<http://www.combat-ouvrier.net>

## HAÏTI



Mensuel révolutionnaire  
internationaliste publié par  
l'Organisation des travailleurs  
révolutionnaires (UCI)  
BP 2074 - PORT-AU-PRINCE - HAÏTI  
e-mail: [vdtravailleurs@yahoo.fr](mailto:vdtravailleurs@yahoo.fr)

## ITALIE



Mensuel du Cercle ouvrier  
communiste  
via Ippolito Nievo 32-57100 LIVORNO -  
ITALIA  
Abonnement 1 an: 12 €  
<http://www.linernazionale.it> - contact  
e-mail: [linernazionale@tin.it](mailto:linernazionale@tin.it)

## TURQUIE



Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe)  
Mensuel trotskyste  
Correspondance:  
BM ICLC - LONDON WC1N 3XX  
<http://www.sinifmucadelesi.net>